



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

73275

357

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13843 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 1^{er} AOUT 1989

Consensus fragile au Chili

Le consensus a triomphé dimanche 30 juillet au Chili. Plus de 85 % des électeurs ont approuvé les réformes constitutionnelles soumises à référendum par le gouvernement du général Augusto Pinochet. Entre autres modifications - 54 amendements ont été entérinés - les Chiliens ont approuvé la réduction du prochain mandat présidentiel à quatre ans au lieu de huit, l'abrogation de l'article qui mettait les partis « marxistes » hors la loi et de celui autorisant le chef de l'Etat à bannir des opposants.

Le général Pinochet s'est bien évidemment déclaré satisfait d'un tel résultat, qui, selon lui, est « une leçon de maturité civique et de responsabilité patriotique ». Au sein de l'opposition, le porte-parole de la Concertation pour la démocratie, M. Enrique Silva Cimma, a pour sa part estimé que le triomphe du « oui » constituait la deuxième étape dans le rétablissement de la démocratie au Chili.

Cet unanimisme, refusé par seulement 8,5 % des électeurs, était attendu dans la mesure où l'opposition et le gouvernement s'étaient mis d'accord sur les réformes constitutionnelles et avaient tous deux appelé à voter « oui ». Les divergences de fond subsistent cependant, y compris sur le chapitre de la Constitution. Le pouvoir a mis en garde l'opposition contre « ceux qui ont l'intention de démanteler l'ordre institutionnel », et souhaite empêcher, par ces amendements, toutes modifications ultérieures.

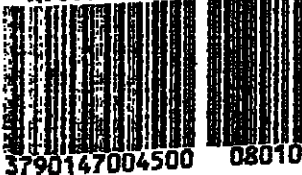
L'opposition considère au contraire qu'il s'agit là d'un premier et timide pas en avant, mais qu'il faudra procéder, dès la prochaine législature, à une nouvelle révision pour démocratiser bien davantage les institutions. Le dirigeant démocrate-chrétien Patricio Aylwin l'a clairement réaffirmé. Il est rejoint dans son souhait par un ancien ministre du général, M. Hernan Buchi, qui s'est également déclaré favorable à de nouvelles réformes, dans un cadre « consensuel » toutefois.

Mais la réussite de la transition chilienne vers la démocratie ne réside plus, pour l'heure, dans de nouvelles modifications de la Charte. La dernière étape du processus engagé après l'échec du général Pinochet, lors du plébiscite du 5 octobre dernier, se déroulera le 14 décembre prochain avec les élections présidentielle et législatives. Dans le sursaut d'obstacles qui jalonnent son parcours, l'opposition n'a jusqu'ici commis aucune faute. Elle est même parvenue, sans bruit, à se rassembler autour d'un candidat unique, Patricio Aylwin, qui a toutes les chances de l'emporter.

La droite, consciente de la vraisemblable défaite qui l'attend, semble - groupuscules exceptés - se préparer à une traversée du désert, qu'elle espère évidemment aussi courte que possible. Elle paraît tout aussi convaincue que son avenir ne repose en aucun cas sur l'actuel chef de l'Etat.

De cet autre consensus le général Pinochet est maintenant écarté. C'est toute la difficulté de ce nouveau « bras de fer », qui risque pourtant de ne pas être le dernier, puisque le général conservera, selon la Constitution, ses fonctions de chef d'Etat-major des armées.

M 0147 - 0801 0 - 4,50 F



En riposte à l'enlèvement par Israël du cheikh Obeid

Le Hezbollah annonce avoir exécuté l'officier américain détenu au Liban

L'Organisation (pro-iranienne) des opprimés de la terre, assimilée au Hezbollah qui avait enlevé en février 1988 au sud du Liban le lieutenant-colonel américain Williams Higgins, a annoncé, lundi 31 juillet, dans l'après-midi, l'avoir pendu. La déclaration de cette organisation, diffusée à Beyrouth était accompagnée d'une cassette vidéo montrant le corps de l'officier, qui servait sous le drapeau des Nations unies. L'annonce de l'exécution fait suite à l'enlèvement, vendredi 28 juillet, du cheikh Obeid, dirigeant hezbollah, par un commando israélien.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La riposte des intégristes islamiques au rapt, vendredi dernier, par un commando hébraïque du cheikh Abdel Krim Obeid ne s'est pas fait attendre et vise le colonel américain William Richard Higgins, enlevé, lui aussi, au Liban sud le 17 février 1988. L'« Organisation des opprimés dans le monde » qui avait revendiqué son enlèvement a mené dimanche de « pendre lundi 31 juillet à 15 heures locales » l'officier américain si le cheikh Obeid et ses deux gardes du corps, emmenés en même temps que lui, n'étaient pas libérés à cette heure.

Dans un communiqué dactylographié en arabe mais non traduit par une photo et remis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'organisation affirme, d'autre part, qu'il « s'agit de la première riposte à l'agression israélienne appuyée par l'Amérique ». Dès l'enlèvement de l'officier américain, membre des Nations unies pour la surveillance de la trêve en Palestine, l'organisation l'avait accusé d'être un « espion à la solde de la CIA ».

FRANÇOISE CHIPAUX
(Lire la suite page 4.)

La conférence sur le Cambodge



(Lire nos informations page 3.)

Profond remaniement de la direction

Pologne : M. Rakowski est chargé de reprendre en main le PC

Le Parlement polonais s'est réuni, lundi 31 juillet à Varsovie, pour élire un nouveau chef de gouvernement. Le général Jaruzelski devait en principe proposer pour ce poste son bras droit, le général Czeslaw Kiszczak. Samedi, le premier ministre sortant, M. Mieczyslaw Rakowski, avait été élu secrétaire général du PC, avec pour mission de reprendre le parti en main.

Le Parti communiste polonais s'est doté, samedi soir, d'une direction profondément remaniée, dont la tâche principale sera de donner un nouvel élan à une formation qui paraissait singulièrement à la dérive depuis les élections législatives de juin dernier.

Elu en remplacement du général Jaruzelski, qui préfère se consacrer à ses fonctions de président de la République, le nouveau secrétaire général, M. Mieczyslaw Rakowski, est une personnalité controversée. S'il a toujours été un adversaire difficile pour Solidarité, c'est néanmoins un partisan du changement. Il est peut-être le seul qui puisse éviter l'éclatement du parti dans les circonstances actuelles et redonner un moral à la base.

M. Rakowski devrait être remplacé à la tête du gouvernement qu'il dirigeait depuis dix mois par M. Kiszczak. Plus apprécié de Solidarité, celui-ci ne devrait cependant pas remettre en cause le programme économique de son prédécesseur, actuellement sous les feux de la critique.

(Lire nos informations page 24.)

Record à la Bourse de Paris

Les cours ont quintuplé depuis 1981
PAGE 18

Prochain sommet Bush-Gorbatchev

La date reste à fixer
PAGE 4

Médicaments : publicité à l'afrique

Une enquête de l'association Frères des hommes
PAGE 8

Le Grand Prix d'Allemagne de formule 1

La course à la ville de Fribourg
PAGE 10

Le Monde ÉCONOMIE

URSS : les fauteuils et la réforme
La chronique de Paul Fabra : le destin de M^{me} Thatcher
PAGES 15 et 16

SPORTS

Le Grand Prix d'Allemagne de formule 1

La course à la ville de Fribourg

La nouvelle équipe de football du Racing

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 24

Le pacte germano-soviétique de 1939 et ses protocoles secrets

Comment Hitler et Staline se partagèrent l'Europe de l'Est

A l'approche du cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique d'août 1939, les historiens soviétiques, mais plus encore les Baltes, premières victimes du partage de l'Europe de l'Est entre Hitler et Staline, veulent faire toute la lumière sur ce sombre épisode.

A la demande du congrès des députés de l'URSS, une commission avait été constituée à la fin de mai, sous la présidence de M. Alexandre Jakovlev, membre du bureau politique. Au cours d'une première réunion tenue le

19 juillet, cette commission a commencé d'étudier, indique l'agence Tass, « les documents publiés à cette époque et retrouvés récemment ».

En fait, deux questions bien distinctes se posent à propos de ce pacte. La première est de savoir si Staline avait un autre choix que ce retournement d'alliance en 1939, après la capitulation de la France et de la Grande-Bretagne à Munich l'année précédente, et devant le refus de la Pologne de laisser l'armée rouge accéder à son territoire pour faire face à la menace hitlérienne. Sur ce point, la thèse

soviétique est fixée, sans doute pour longtemps : Staline n'avait pas d'autre choix, le pacte germano-soviétique lui a fait gagner deux ans d'une paix d'autant plus précieuse que la guerre, si elle avait été déclenchée en 1939 sur le front de l'Est, aurait été encore plus dévastatrice pour lui qu'en 1941.

La seconde question est la façon dont Staline a transformé son pacte de non-agression avec Hitler en une véritable alliance (notamment avec le traité d'amitié, signé entre Molotov et Ribbentrop un mois après le premier pacte, le 28 septembre 1939 à

Moscou) pour dépecer de concert avec lui l'Europe de l'Est et du Nord, des pays baltes à la Finlande en passant par la Pologne, partagée pour la quatrième fois de son histoire. Tout cela était consigné dans plusieurs protocoles secrets, dont le premier fut signé dès le 23 août, et qui étaient au grand jour un comportement bien peu digne d'une puissance prétendant à l'antimperialisme : la tendance au partage du monde en « sphères d'influence ».

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 5.)

Une exposition à l'Institut du monde arabe

La baguette magique égyptienne

L'exposition « Egypte-Egypte » est la première manifestation d'importance organisée à l'Institut du monde arabe.

Ayant, depuis 1980, maintes fois répété dans ces colonnes que les Arabes se lançaient, en refusant l'Egypte au sein de l'Institut du monde arabe (IMA) - pour cause de paix avec Israël - dans une entreprise aussi absurde que, par exemple, de former un Institut européen sans la France, nous aurions mauvaise grâce aujourd'hui à brider notre enthousiasme devant l'exposition « Egypte, Egypte » inaugurée récemment quai Saint-Bernard par le président Hosni Moubarak.

Cette manifestation marque brillamment tout à la fois l'admission, enfin acceptée, du Caire à l'IMA et la véritable entrée de l'organisme franco-arabe dans la vie artistique pari-

siennaise. Depuis l'inauguration officielle de l'IMA, en novembre 1987, vingt-trois expositions « mineures » ont eu lieu dans ses murs. Le général Moubarak a fait un cadeau royal à M. Edgard Pisani, directeur depuis neuf mois d'un vaisseau dont on avait fini par craindre qu'il ne prenne jamais la mer.

C'est fait, grâce à moins de trente objets venus du Caire et dont on peut avancer, sans aucune exagération, que chacun pris séparément vaudrait le déplacement.

A tout seigneur, tout honneur : quel plaisir sans mélange, après avoir détaillé plusieurs statues, bas-reliefs ou ornements superbes mais de périodes plus « classiques » (Moyen-Empire, Tell-el-Amarna) et musifiés de longue date, de pouvoir manger des yeux à volonté le géant cobra divin de granit gris veiné de rose (vers 670 avant Jésus-Christ), exhumé

par hasard, en mars de cette année, avec vingt-deux autres statues, du sous-sol dallé du temple d'Aménophis III à Louxor (le Monde du 22 février) ! Même jouissance devant cette couronne en or de grand-prêtre d'Osiris, découverte un mois plus tard dans la petite oasis de Douch (désert libyque) par les fouilleurs de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (le Monde du 17 mai), alors que, souvent, il faut patienter plusieurs années avant qu'on expose les trésors mis au jour !

Outre sa force gracieuse, cette couronne - véritable synthèse nilotique des arts pharaoniques et romains, avec son Osiris-Séraphis à gauche de Zeus et ses pavots en or symbolisant alors la fécondité - véhicule une charge de tragédie à laquelle on ne peut rester insensible.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
(Lire la suite page 12.)

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

LARRY COLLINS

Dédale

Fondé sur une enquête planétaire,
LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dh ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 P ; France, 4,50 F ; Grèce, 180 pes ; Israël, 1,50 \$; Italie, 1,50 L ; Japon, 1,50 ¥ ; Liban, 0,400 L ; Luxembourg, 90 fr ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Royaume-Uni, 3,35 £ ; Suède, 12,50 kr ; Suisse, 1,50 fr ; USA, 0,91 \$; USA (Canada), 2 \$.

كتاب من الأدب

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Entre mai et juillet 40, huit millions de Français environ fuient l'avance de l'armée allemande. En train, en voiture, à bicyclette ou à pied, poussés par la peur et les rumeurs, ils s'efforcent de gagner le sud du pays. Cet exode, qui fut un traumatisme national, servira à Philippe Pétain pour imposer l'armistice.

« **M**ON cher mari, mes chers enfants. Je ne sais où vous êtes. Dans des circonstances affreuses, je vous ai perdus... » C'était la lettre qu'insérait *Paris-Sol* le 23 juillet dans un long article sous le titre « Amélie Adde, de Braine en Champagne, a perdu son mari et ses douze enfants, dont le dernier n'a pas neuf mois. » La malheureuse Amélie avait été évacuée, le 16 mai, de la Champagne vers l'Yonne, dans des autobus de la TCRP (l'ancêtre de la RATP) ; le 13 juin, son mari et son troisième fils, chargés des bagages, avaient manqué le départ ; avec onze de ses enfants, elle avait eu un train ; mais, descendue en gare de Nevers pour chercher du lait, elle avait vu le train repartir sans elle et avait fini par arriver à Pers, un village du Cantal qui avait doublé sa population de 500 âmes.

La lettre pathétique d'Amélie symbolise assez bien cette migration, qu'il est convenu d'appeler l'« exode », qui vit, entre mai et juillet 40, les habitants d'un tiers de l'Hexagone se dévoter dans les deux autres tiers. Certains ont pu en garder un souvenir plutôt agréable, comme le bûcheron Charpentier, quittant Paris le 6 juin : « Je ne puis raconter que ce que j'ai vu [...]. Je suis obligé de dire que la sortie des Parisiens n'apparaît sous l'aspect d'une vaste partie de campagne [...]. Le grand soleil frappait d'éclat sur cette foule joyeuse ; une journée de congés payés. » Mais le tableau généralement dressé est au contraire uniformément noir, parfois tragique. On décrit à l'envi un flot continu de femmes, d'enfants, de vieillards, harassés, affamés, sales, mêlés à ce qui restait de l'armée française battant en retraite ; il leur fallait se protéger des mitraillages des Stukas et des Mosquitos italiens, en se ruant derrière les arbres ou en se couchant dans les fossés ; dans cette cohue de bicyclettes, de piétons, de voitures d'enfants, quelques véhicules, des Peugeot 201, des Juvaquatre, des Rosalie, voitures de pompiers, bennes municipales, et même corbillards, tentaient d'avancer aussi longtemps qu'ils avaient de l'essence. De ce désordre semblait-il indéchiffrable, les témoins et acteurs ont gardé le souvenir d'édredons écarlates et de couvre-pieds canari. Vers où partaient celles et ceux qui devaient, le plus souvent pour un bon mois, des « réfugiés » ? Vers le sud, en espérant que les rivières arrêteraient les hordes ennemies, ou à défaut vers l'Atlantique.

CERTAINS comptaient sur leurs attaches provinciales, d'autres fuyaient, tout simplement, le plus loin possible ; ils fuyaient la zone des combats, et plus encore le « boche ». Mais, n'ayant pas bien compris que l'irruption du moteur dans la guerre moderne avait rendu dérisoires les possibilités pour des civils d'échapper à l'armée du vainqueur, ils étaient devenus singulièrement vulnérables. A la liste impressionnante de désagréments, de privations, d'angoisses, de détresses — petites et grandes — s'ajoutent des dangers réels. Un officier témoin à Arras : « Partout des cadavres. Des centaines et des centaines. Hommes, femmes, enfants, vieillards. Contre un mur, une femme est mortellement blessée, tenant dans ses bras son bébé de deux ans environ, le crâne complètement ouvert. » L'explosion d'un train de munitions, le 17 juin, provoqua un véritable carnage en gare de Rennes. Un certain nombre de réfugiés purent se trouver pris dans un engrenage tragique : l'un des ponts de Sully-sur-Loire sauta avec des dizaines de réfugiés sautés avec des obus de la géographie et de la



L'exode à pied, à cheval, en voiture...

Juin 1940

XI - La grande peur : l'exode

par Jean-Pierre Azema

Leur passage dura environ deux jours... Puis vinrent des véhicules médiocres, bourrés de matelas et de petites gens... puis des camionnettes dont le chargement était étrangement disparate... puis il y eut du calme, du vide... et apparurent les bicyclettes.

Dans les *Décombres*, l'un des best-sellers des temps de l'Occupation et de la collaboration, Lucien Rebatet, décrivant sa retraite en Poitou au beau milieu du flot des civils, formulait ce jugement :

« Dans l'espace de trois jours, la France venait de sauter à reculons dix siècles et se trouvait aux portes d'une future médiévale ». Comme à son ordinaire, Rebatet est excessif. Mais on a pu, avec plus de pertinence, faire un parallèle entre l'exode et la Grande Peur qui mit en émoi les campagnes françaises dans l'été 1789. On y retrouve, à des degrés divers, le mélange de craintes précises et de rumeurs irraisonnées. Les témoins ont souvent fait état de la peur : « Les malheureux allaient entre Compiègne et Soissons droit devant eux sans regarder de part et d'autre de la route, comme des hallucinés. Leur visage tourmenté portait le stigmate de la peur. Ils ne répondaient plus aux questions qu'on leur posait. Ils fuyaient, entraînés dans le même torrent de l'épouvante. »

LS fuyaient la soldatesque, les humiliations, les brutalités, les vols. Ils avaient en tête, la propagande aidant, une image de l'Allemand, celle d'un soudard fanatisé. Bien plus, remontaient les souvenirs de la Grande Guerre, ceux du « boche », ceux de l'Occupation — sévère — des régions du Nord. Ils redoutaient — à juste titre — les bombardements : un bon nombre de Français avaient vu dans leurs journaux des photos de Madrid ou de Guernica en flammes, de Varsovie et de Rotterdam qui n'étaient plus que des brasiers ; les nazis avaient ainsi gagné leur pari : leurs raids avaient une utilité non seulement militaire, mais encore psychologique.

A ce catalogue de craintes s'ajoutait une somme de rumeurs qui pouvaient faire tout basculer. Les autorités dénonçaient vite les agents de la « cinquième colonne », qui depuis la guerre d'Espagne ne cessait de prendre du galon. Qu'il y ait eu des espions et des stendipés ne fait guère de doute. Mais ils existèrent surtout dans l'imagination d'hommes ou de femmes inquiets et à la recherche de boucs émissaires commodes : des bonnes sœurs devinrent même suspectes, puis-

que soutanes et cornettes étaient censées pouvoir dissimuler de solides gaillards blonds et germaniques. La vérité fut, le plus souvent, beaucoup plus simple : le signal déclencheur, c'étaient des récits de massacres ponctuels de cet avertissement décisif : « Les Allemands sont à Reims (ou bien à Châlons). Ils arrivent. Faites comme nous ! » La force persuasive de l'exemple faisait le reste.

La panique était d'autant plus communicative qu'en quelques semaines, voire en quelques jours, les mailles du tissu social avaient sauté dans le même temps où les cadres de la vie politique et sociale faisaient défaut. Citons l'exemple classique de ces quatre infirmières de l'hôpital d'Orsay qui achevèrent, le 14 juin, à la morphine et la strychnine, au moins 7 des malades grabataires qui avaient été placés sous leur bonne garde ; inculpées trois mois après, elles s'efforcèrent de décrire l'enchaînement des faits : épuisées par un afflux de blessés militaires, éprouvées par les rumeurs sur l'arrivée imminente des Huns, ébranlées par l'ordre donné par un médecin-major de passage (et jamais retrouvé), elles avaient jugé que des malades civils intransportables ne devaient pas tomber aux mains de l'ennemi. Pareille transgression des normes sociales fut exceptionnelle. En règle générale, on s'autorisa ce qu'il fallait pour la survie des siens et de soi. Il y eut, on s'en doute, des femmes et des hommes au grand cœur, des saint-bernard, des héros. Mais ils semblent avoir été noyés dans la masse des pillards, des spécialistes du système D et des adeptes de chacun pour soi. Il est tout aussi difficile de porter un jugement serein sur la manière dont furent accueillis les réfugiés. Dévouement exemplaire et égoïsme bien compris semblent avoir cohabité ; ce qui paraît l'avoir emporté, c'est une incompréhension réciproque, surtout si les réfugiés arguaient par trop de leurs droits moraux.

Il faut dire que les autorités compétentes ne facilitèrent rien. Hélas, pour des raisons militaires et surtout politiques, sur la conduite à tenir, elles multipliaient ordres et contre-ordres : refusant, dans un premier temps, de provoquer la panique, elles censurèrent les nouvelles ; puis elles cherchèrent à faire partir vers le sud le plus grand nombre d'« affectés spéciaux » et de jeunes mobilisables, y compris les adolescents au-dessus de treize ans, que devaient accompagner certains fonctionnaires ; quand la pagaille fut à son comble, l'ordre vint de demeurer sur place. Bon nombre de fonctionnaires d'autorité et de notables locaux, excipant d'ordres reçus, partirent après avoir incité les

commerçants, et notamment les boulangers, à fermer boutique. Leurs administrés, qui se sentaient abandonnés, partirent, sur le moment, de désertion.

Cela dit, il serait erroné d'analyser l'exode de façon univoque. Comme pour bien des événements des années 40, il faut prendre en compte l'ambivalence des attitudes. Les témoins ont assez souvent souligné qu'en fuyant l'ennemi on cherchait à demeurer sous administration française. Assurément, on ne résista pas en faisant de la marche, mais bon nombre de ces « exodés » exprimaient une forme de refus de collaborer avec l'envahisseur. Soulignons que toute la France du Nord n'a pas migré (le quart des Parisiens sont restés sur place). Donnons encore cet exemple significatif des hésitations : Tichey et Bouscelange sont deux villages voisins, aux limites des départements de la Côte-d'Or et du Jura ; sur les 220 habitants de Tichey, une seule famille de 4 personnes prit la route ; à Bouscelange, les 150 habitants partirent tous, à l'exception d'une famille qui se réfugia dans un suicide collectif.

Le traumatisme, en tout cas, fut national. Ces réfugiés étaient, il est vrai, voyants. Il est difficile de les dénombrer avec la précision souhaitable ; dans une fourchette approximative, on y incluant les Belges, l'hypothèse minimale est de 8 millions, l'hypothèse haute de 10 millions ; 10 à 12 millions de Français et de Français ont été en contact avec ces réfugiés. Sur certains axes, il fallait être aveugle pour les ignorer : la Corrèze avait acquis un surplus de 230 000 personnes ; 200 000 errants dormaient sur les trottoirs et dans les jardins de Limoges ; Cahors (qui comptait 13 000 habitants) voyait passer près de 70 000 réfugiés ; descendons dans le Sud profond : en plus de ses 12 000 autochtones, Auch, la capitale cossue du Gers, accueillait 20 000 réfugiés ; retournons au nord de la Loire : entre Etampes et les ponts de la Loire avaient surgi des métropoles-champignon qui avaient pour nom Pithiviers ou Beaugency-Rolande. La France était sans dessus dessous : les 200 malades mentaux de l'asile de Sermoy (dans le Loiret) prenaient leurs quartiers de liberté dans l'Orléanais ; l'un d'entre eux s'était installé dans l'une des plus importantes pharmacies d'Orléans, avait revêtu la blouse blanche et délivrait des médicaments que, par souci égalitaire et démocratique, il vendait au tarif unique de 10 sous la potion.

Ce traumatisme de l'exode pesa d'un grand poids. Passons vite sur les inconvénients qu'il aurait eus au plan militaire ; ils ne jouèrent, en effet, qu'un rôle médiocre : la défaite était consommée avant le raz de marée sur les routes ; les réfugiés suivirent le repli des armées françaises, et ne le précéderent pas. Venons-en aux retombées politiques — de taille, elles — car, c'est capital, elles fonctionnèrent à sens unique, au bénéfice du clan de l'armistice. Philippe Pétain était à l'écoute des habitants de Bouscelange ; il sut les entendre et exploiter efficacement leur grande peur. Alfred Fabre-Luce, un pétainiste bon teint, l'écrivit avec pertinence dans son *Journal de la France* (édition de 1941) : « En couvrant les routes, des millions de déracinés prennent conscience du lien profond qui les attache à leur sol, à leur travail. Les idéologies politiques, les phobies et les phobies qu'on a voulu leur faire porter tombent d'eux comme des parasites coupés de la sève nourricière. Ils possèdent des trésors plus précieux que la conservation est liée à l'arrêt des combats. La paix, l'ordre ; telle est la grande aspiration qui surgit du peuple des routes. L'afflux exode a posé le fondement moral de l'armistice. » Faisons la part d'un maréchalisme dévot. Reste que Pétain a su et pu s'imposer à la classe politique en faisant croire que les Français et les Français votaient avec leurs pieds en faveur de l'armistice et d'une solution hexagonale qui étaient censés sauvegarder les intérêts de la France éternelle et de ses fils déboussolés.

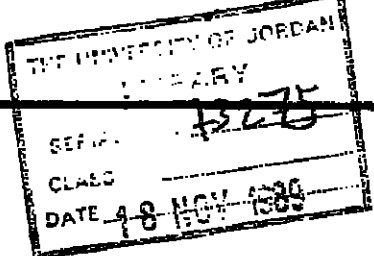
REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean Vidalenc, *L'exode de mai-juin 1940*, préface de Daniel Meyer, PUF, 1967, 439 p.

Demain : Soldats de l'an 40

La conférence internationale de Paris

Convergences soviéto-américaines sur le Cambodge



Une conférence internationale est comme un mille-feuille. Les discours officiels attirent le plus l'attention — comme le glaçage du gâteau — alors que ce qui importe en général, c'est le reste, les multiples contacts discrets, les intentions profondes. La conférence internationale sur le Cambodge qui s'est ouverte dimanche 30 juillet, à 15 heures, à Paris, sous la coprésidence des ministres français et indonésien des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Ali Alatas, n'échappe pas à la règle. Les rencontres officielles et informelles se sont ainsi multipliées depuis quelques jours dans la capitale française.

Lors de la journée d'ouverture de la conférence internationale sur le Cambodge, on a pu entendre les deux principaux protagonistes khmers, le prince Sihanouk et M. Hun Sen, chef du régime de Phnom-Penh, détailler dans leurs discours des positions de départ rigides et laissant peu de marge à un compromis. Le premier a répété qu'il n'y avait de solution qu'à travers un gouvernement de coalition quadripartite (comportant également les nationalistes de M. Son Sann et les Khmers rouges de M. Khieu Samphan) et que le véritable problème était entre le peuple cambodgien et l'agresseur vietnamien.

Le désir des grandes puissances

M. Hun Sen a campé sur ses positions, ne reconnaissant que deux factions, la sienne et celle du prince, et manifestant, derrière une acceptation formelle d'une solution « globale », des problèmes internes et internationaux — sa préférence pour un décapage qui le laisserait maître du jeu une fois les Vietnamiens partis, le 27 septembre.

Plus royaliste que le roi, le représentant de Singapour, M. Wong Kan Seng, s'est livré à une attaque en règle contre M. Hun Sen, ancien Khmer rouge dont « les maux ne sont pas moins angéliques que celles de Pol Pot » et contre un Vietnam agressif et agresseur. Sur un ton posé, ce ministre aux airs d'étudiant a entonné quelques couplets d'un anticommunisme pur et dur, faisant

presque oublier par ses propos au vitriol que son pays était un partenaire commercial majeur du Vietnam.

Mais l'important n'était pas là. Prenant également la parole, les grandes puissances ont manifesté leur désir d'en finir avec un conflit qui dure depuis trop longtemps. Tout en assurant respecter les limites de la conférence — qui n'est pas de régler les problèmes internes, que les Khmers sont censés résoudre entre eux — M. Dumas dans son discours d'ouverture, comme ses collègues américain et soviétique, MM. Baker et Cherdnadze après lui, ont clairement montré leur désir de parvenir à un consensus. Si les petits ne savent pas régler leurs affaires, celles-ci doivent manifestement se régler dans la cour des grands.

« Ne pas laisser passer une chance »

M. Dumas avait donné le ton : « La communauté internationale, avait-il déclaré d'entrée, trop longtemps inactive face aux épreuves du peuple khmer, n'a pas le droit de laisser passer la chance qui s'offre de l'aider à retrouver l'indépendance et la paix. Derrière quelques objectifs simples, l'évacuation des troupes étrangères, la garantie d'un retour à une vraie indépendance du Cambodge, la libre détermination du peuple khmer, la reconstruction, c'est un programme de travail complexe et ambitieux qui se présente à vous ».

La conférence doit doter le Cambodge d'un « véritable mécanisme de contrôle, puissant et stable, qui vérifie le retrait des troupes vietnamiennes, qui puisse s'assurer de la cessation des assistances militaires (aux parties khmères), du respect d'un cessez-le-feu, de la régularité des élections. Il faut élaborer un dispositif de garanties internationales qui consolide le retour à la souveraineté et à la neutralité du Cambodge et qui marque la volonté de tous de ne pas permettre que le peuple khmer soit victime d'un nouveau génocide. Il faut surtout sceller la réconciliation nationale et mettre en œuvre un processus qui

La conférence internationale sur le Cambodge a repris ses travaux, lundi matin 31 juillet, avec l'intervention très attendue de M. Qian Qichen, le ministre chinois des affaires étrangères, qui, sans jamais mentionner les Khmers rouges, a employé un ton extrêmement modéré. Il a « accueilli favorablement » la décision du Vietnam de retirer totalement ses troupes du Cambodge et a souligné le « rôle-clé et irremplaçable » du prince Sihanouk.

Le chef de la diplomatie chinoise a réaffirmé la position de son pays sur la formation d'un gouvernement de coalition quadripartite présidé par le prince Sihanouk et sur le contrôle du retrait vietnamien par une force internationale de paix sous l'égide de l'ONU. M. Qian Qichen a, en outre, précisé, qu'une fois un règlement global conclu, Pékin cesserait son aide militaire à toutes les parties cambodgiennes et n'aurait de contact qu'avec le seul gouvernement provisoire.

ouvre la voie à des élections équitables et démocratiques ». Tout un programme en effet pour M. Dumas, selon lequel « il est désormais possible, et urgent, de mettre un terme à l'un des conflits les plus meurtriers et les plus injustes de notre histoire ».

Dans un long tête-à-tête de trois heures samedi, MM. Baker et Cherdnadze ont montré qu'ils avaient fait un grand pas l'un vers l'autre. Le secrétaire d'Etat américain, après avoir espéré que les Cambodgiens puissent avoir un autre choix qu'entre les dents du tigre khmer rouge et celles du crocodile de la domination étrangère, a ouvert un dialogue exprimé sa « conviction profonde que les Khmers rouges ne devraient jouer aucun rôle dans l'avenir du Cambodge. Bien sûr, il soutiendra le prince si celui-ci juge nécessaire d'inclure toutes les parties khmères dans une coalition intérimaire ». Mais sans le moindre enthousiasme. Il s'est d'autre part contenté de parler du « mécanisme international de contrôle » (ou MIC) sans mentionner une éventuelle force internationale de maintien de la paix chère au prince.

Face à cet assoupissement, le chef de la diplomatie soviétique, a tiré un grand coup de chapeau à M. Perez de Cuellar, qui avait auparavant fait offre de ses services et s'était livré à un vibrant plaidoyer pro domo. Les Nations unies, dont Phnom-Penh ne veut pas entendre parler et dont Hanoi commence à peine à entrevoir le rôle, se sont ainsi va reconnaître par l'URSS un droit

de participer à la solution du problème cambodgien, même si M. Cherdnadze ne veut pas se réitérer au Cambodge la « triste leçon d'impunité » de l'ONU en Afghanistan. Il souhaiterait que l'ONU reconnaisse en échange les « réalités d'aujourd'hui ».

Moscou et Washington paraissent dès maintenant décidés à résoudre le problème, et à exercer leur influence dans ce sens auprès de leurs alliés. Les discours de M. Cherdnadze et d'ailleurs ont été un grand moment de consensus, en particulier lorsqu'il a parlé d'un monde où « l'approche idéologique simpliste, en noir et blanc, à l'égard des événements de la vie internationale, laisse le pas à la polychromie des notions réelles relatives aux intérêts vitaux des peuples ». Critique des adversaires les plus déterminés de Hanoi et de Phnom-Penh, comme Singapour ou le prince Sihanouk, certes, mais peut-être aussi d'un Vietnam qui a mis le temps à se rallier à la détente.

Imbroglie franco-chinoise

Dans le cadre de la conférence internationale sur le Cambodge, M. Roland Dumas a reçu, dimanche 30 juillet, des son arrivée à Paris, son homologue chinois. Paris ayant décidé de geler ses contacts au niveau ministériel avec la Chine à la suite des massacres de la place Tiananmen, les conversations ont porté sur l'essentiel, selon un porte-parole du Quai d'Orsay, sur le Cambodge. Ce qui n'a pas empêché M. Qian Qichen d'aborder les questions bilatérales, regrettant le « refroidissement » des relations entre Pékin et Paris. Ce à quoi M. Dumas a répondu que ce « refroidissement » n'avait d'autre cause que les récents événements de Pékin.

A sa sortie, M. Qian s'est toutefois montré optimiste. Le ministre chinois des affaires étrangères, qui tente d'utiliser la réunion de tant de ses collègues à Paris pour rompre le blocus diplomatique qui s'est formé autour de son pays, a affirmé que les relations franco-chinoises « s'améliorent ». Etait-il au courant des propos de son premier ministre la veille ? Ce dernier a, en effet, accusé la France d'être responsable de la détérioration de ces relations : « Les relations sino-françaises connaissent actuellement des difficultés », a dit M. Li Peng. Ce n'est pas la faute de la Chine. Nous espérons que les relations amicales créées par Mao Zedong, Zhou Enlai et de Gaulle ne seront jamais gâchées. Mais c'est à la France d'en décider ! »

Alors que le régime est acculé à la déroute et que Phnom-Penh est menacé par l'avance des troupes vietnamiennes, il devient urgent pour l'Angkor de trouver des coupables. Si la débacle est proche, ce n'est pas la faute des dirigeants, se convainquent-ils eux-mêmes, mais parce que le régime a été trahi. D'où la nécessité d'inventer des traîtres qui s'avoueraient comme tels. C'est la besogne assignée aux tortionnaires du bureau de sécurité n° 21.

Soupponnés de mollesse à l'égard des Vietnamiens ou d'indifférence envers le Centre, des cadres des régions militaires sont ainsi convoqués à Phnom-Penh pour consultation ou pour de prétendues sessions de travail dont ils ne reviennent jamais.

Butte-témoin d'une tragédie de ce siècle, l'enfer où ils finissent leurs jours en dit aujourd'hui autant sur la folie des hommes que sur les mécanismes du totalitarisme, lequel comme le régime de Pol Pot, voyait l'ennemi partout, au point, toujours, de se dévorer lui-même.

BERTRAND LE GENDRE.
(1) Elizabeth Becker, Les Larmes du Cambodge (Presses de la Cité), 1987.

M. Nguyen Co Thach, le ministre vietnamien des affaires étrangères, n'a pas perdu le sien pour se mettre à l'unisson de cette volonté de consensus afin d'en finir avec le conflit. « Je suis très optimiste maintenant, parce que tous les problèmes sont déjà réglés : il ne reste plus que des questions non fondamentales », a-t-il affirmé dimanche à quelques journalistes. D'autant que, pour lui, il existe désormais une base commune entre la position vietnamienne et la position américaine.

L'optimisme vietnamien

En effet, selon M. Thach, qui était tout sourire, tout le monde est d'accord sur le non-retour des Khmers rouges au pouvoir, mais on est divisé sur les moyens, les uns voulant les mettre hors d'état de nuire, les autres les récompenser pour qu'ils se tiennent tranquilles. Le retrait des troupes vietnamiennes étant acquis, le seul problème demeure le moyen de le contrôler. Un accord existe sur les principaux problèmes intérieurs du Cambodge, statut d'indépendance et de neutralité du pays, élections libres sous contrôle international, règlement des différends par la négociation. Le problème litigieux qui demeure est « temporaire » : il s'agit de savoir quelle institution politique de réconciliation nationale sera mise en place pendant la période de transition.

Si l'on en croit M. Thach, tout serait simple. D'autant que, derrière son optimisme et sa condamnation *in toto* des Khmers rouges, on sent une possibilité de compromis : certes, il ne veut à aucun prix de ces derniers, mais « si Sihanouk a de

l'amour pour Pol Pot, c'est à lui de l'engager dans sa partie. Cependant, nous ne pouvons reconnaître la présence des Khmers rouges ». Il ne serait donc pas totalement allergique à leur participation, à dose homéopathique. Mais c'est une affaire entre Khmers, dont il jure ses grands dieux que le Vietnam ne veut pas se mêler. D'ailleurs, « si les Cambodgiens ne peuvent régler leurs problèmes ensemble, personne ne pourra les régler pour eux ! »

C'est donc sur les nuances que l'on verra, d'ici à la fin de la séance plénière mardi midi, les progrès réalisés. Puis les commissions se mettront à l'œuvre. Elles doivent remettre leur copie dans les quatre semaines. En cas de succès, les ministres reviendraient à Paris avant la fin août pour entériner l'accord. Sinon, il faudrait envisager la solution la pire : un accord sur le retrait vietnamien sans règlement du problème intérieur, ce qui risquerait de conduire à une situation à l'afghane que personne ne dit souhaiter, les Soviétiques en premier.

Mais rien n'est simple dans le problème khmer : on l'a vu avec les longues discussions de la semaine dernière à La Celle-Saint-Cloud sur la forme de la représentation cambodgienne à la conférence. Les quatre délégations se sont donc présentées derrière une seule pancarte, et donc la plus grande de toutes. Et pour le dîner offert dimanche soir par M. Dumas au Quai d'Orsay en l'honneur des participants, il a été décidé qu'il prendrait la forme d'un buffet pour éviter des problèmes de protocole insolubles.

PATRICE DE BEER.

Une proposition japonaise Reconstruire...

Lors de la récente conférence ministérielle des pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) à Brunei, le Japon avait proposé, comme partie intégrante d'une solution politique globale, la création d'un comité international pour la reconstruction du Cambodge.

Premier fournisseur d'aide mondiale, principale puissance économique et commerciale de la région, le Japon se sent une vocation à coordonner un tel programme qui, selon lui, pourrait faciliter le règlement de la question khmère. Il a donc l'intention de faire des propositions dans ce sens à la conférence de Paris, et souhaite prendre la présidence d'un tel organisme. Il se défend toutefois d'être motivé exclusivement par des considérations mercantiles.

De source proche de la délégation japonaise, on souhaite que la conférence décide la création de ce comité, qui serait chargé

de coordonner les programmes d'assistance bilatérale et internationale, et de conseiller le nouveau Cambodge sur sa politique économique. Ce comité serait composé des pays fournisseurs d'aide, avec la participation du secrétaire général des Nations unies et un statut d'observateur pour les pays ayant un « intérêt légitime » à la reconstruction du Cambodge.

Une mission serait envoyée sur place pour identifier les zones prioritaires d'assistance économique. Ce mécanisme se mettrait en marche dès la conclusion d'un accord politique. Si le Japon s'est déjà mis sur les rangs pour aider à relever le Cambodge, pays potentiellement riche, il n'est toutefois pas le seul. La Suède, par exemple, s'appuie à proposer d'aider Phnom-Penh, comme elle l'avait fait pour le Vietnam et la Laos après 1975.

P. de B.

● Entretien sino-britannique sur Hongkong en marge de la conférence. — Le nouveau secrétaire britannique au Foreign Office, M. John Major, a rencontré, dimanche 30 juillet, son homologue chinois, M. Qian Qichen. Au cours d'un entretien « exclusivement consacré au problème de Hongkong », M. Major a proposé la reprise en septembre, à Londres, des discussions sino-britanniques sur le territoire, suspendues par Londres après les massacres de la place Tiananmen. M. Major a aussi attiré l'attention de la Chine sur la « crise de confiance » que ces événements ont créée parmi la population de Hongkong. — (AFP.)

A Phnom-Penh Tuol-Sleng l'enfer de Pol Pot

PHNOM-PENH de notre envoyé spécial

On visite Tuol-Sleng comme Auschwitz, glacé d'horreur et d'incompréhension. Des milliers de Cambodgiens ont péri sous la torture dans les salles de classe de ce lycée de Phnom-Penh, transformé en enfer par le régime de M. Pol Pot. Pris de folie meurtrière, l'Angkor, l'organisation, voyait l'ennemi partout : chez les intellectuels, la survie honnête de l'ancienne société ; chez les soldats démobilisés du régime proaméricain de Lon Nol ; puis à mesure que s'exacerbait la paranoïa de « Frère n° 1 » (Pol Pot), les cadres du PC du Kampuchéa prirent eux aussi le chemin de Tuol-Sleng, boucs émissaires d'un pouvoir bientôt en faillite.

« Musée du crime »

Le gouvernement provisoire du Cambodge fait visiter aujourd'hui Tuol-Sleng. Ergé en « musée du crime », l'ancien bureau de sécurité n° 21 fut, de 1976 à 1978, le principal centre d'interrogatoire et d'incarcération. La visite laisse interdire, en même temps qu'elle révèle la vraie nature des Khmers rouges, fanatiques déterminés à bâtir une société révolutionnaire, finie au prix d'un autogénocide.

Kong Kech Keav, dit Duch, qui dirigeait Tuol-Sleng, était aussi le patron de la police secrète du parti. A ce titre, il ne rendait des comptes qu'à M. Pol Pot lui-même. Dans un régime fondé sur la terreur, cette position lui conférait un rôle à la fois redoutable et de premier plan. Tandis que les Khmers rouges fermaient les écoles et viduaient les villes de leurs habitants, cet

ancien professeur reconvertisseur, sur ordre d'en haut, un lycée en camp de la mort, au nom de la révolution.

Le 7 janvier 1979, lorsque les troupes vietnamiennes entrèrent dans Phnom-Penh, ils ne sont pas allés à découvrir Tuol-Sleng derrière ses murs hérissés de barbelés. Dans la panique des derniers instants, Duch et ses aides ont abandonné les lieux intacts, à peu près tels qu'on les visite aujourd'hui.

Les salles de classe aménagées en cellules d'interrogatoire sont encore encombrées de fers et de chaînes. Un lit de torture voisine avec une boîte où les hommes de Duch envenimaient les prisonniers jusqu'à la suffocation. Dehors, une corde pend à un portique où les détenus étaient suspendus les mains derrière la dos, avant d'être fustigés puis plongés dans un baquet d'eau sale. Dans une cage grouillant des scorpions et des mille-pattes que les tortionnaires faisaient courir sur le corps nus de leurs victimes.

Dossiers et photos

Les vainqueurs du jour vont aussi découvrir, soigneusement classés, des milliers de dossiers et de photos de ceux qui ont vécu là leurs derniers jours, hommes, femmes, vieillards et enfants. Basée sur l'aveu, fût-ce de fautes imaginaires, la terreur exigeait une confession écrite des « coupables ». Certains, exténués des mauvais traitements, finiraient par reconnaître la vol d'une noix de coco, « propriété du peuple » depuis la collectivisation forcée du pays.

Composés de milliers d'autobiographies, les archives de Tuol-Sleng constituent cer-

nement la mémoire la plus vivante d'un peuple condamné au martyre. Certaines de ces biographies-confessions ont été traduites du khmer en anglais, mais la plupart restent à tirer de l'oubli où elles risquent de tomber (1). Lorsqu'ils arrivent à Tuol-Sleng, les détenus rédigent généralement des témoignages proches de la réalité. Après avoir été torturés, leur confession devient conforme à ce que l'organisation attend d'eux.

Alors que le régime est acculé à la déroute et que Phnom-Penh est menacé par l'avance des troupes vietnamiennes, il devient urgent pour l'Angkor de trouver des coupables. Si la débacle est proche, ce n'est pas la faute des dirigeants, se convainquent-ils eux-mêmes, mais parce que le régime a été trahi. D'où la nécessité d'inventer des traîtres qui s'avoueraient comme tels. C'est la besogne assignée aux tortionnaires du bureau de sécurité n° 21.

Soupponnés de mollesse à l'égard des Vietnamiens ou d'indifférence envers le Centre, des cadres des régions militaires sont ainsi convoqués à Phnom-Penh pour consultation ou pour de prétendues sessions de travail dont ils ne reviennent jamais.

Butte-témoin d'une tragédie de ce siècle, l'enfer où ils finissent leurs jours en dit aujourd'hui autant sur la folie des hommes que sur les mécanismes du totalitarisme, lequel comme le régime de Pol Pot, voyait l'ennemi partout, au point, toujours, de se dévorer lui-même.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Elizabeth Becker, Les Larmes du Cambodge (Presses de la Cité), 1987.

formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 M16, 309 Diesel.

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

كلنا من الاعداء

Diplomatie

MM. Chevvardnadze et Baker ont annoncé un prochain sommet américano-soviétique

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egor Gorbatchev, et son homologue américain, M. James Baker, ont indiqué samedi 29 juillet à Paris, à la veille de la conférence internationale sur le Cambodge, qu'un sommet entre les présidents Mikhaïl Gorbatchev et George Bush pourrait avoir lieu « assez prochainement ».

La date de ce sommet n'a pas été fixée, a précisé M. Baker à l'issue d'un entretien de plus de trois heures avec son homologue soviétique. Les deux hommes sont convenus de se rencontrer à nouveau les 19 et 20 septembre aux États-Unis (quelques jours avant l'Assemblée générale des Nations unies), probablement dans l'État du Wyoming. Cette réunion devrait porter sur le désarmement, les droits de l'homme, les conflits régionaux et l'environnement.

Samedi, le chef de la diplomatie soviétique a remis à son homologue américain une lettre de M. Gorbatchev adressée à M. Bush, ainsi qu'à deux autres dirigeants, l'un sur les relations américano-soviétiques et l'autre à propos de la négociation sur les armes chimiques en cours à Genève. Les deux hommes n'ont apporté aucune précision sur ces textes.

Proposition de coopération

M. Chevvardnadze a indiqué, à l'issue de la rencontre, que des progrès avaient été réalisés sur le Cambodge, l'Afghanistan, l'Afrique centrale, le Proche-Orient et le sort de la minorité turque en Bulgarie.

Le ministre soviétique, selon un de ses collaborateurs, M. Vitali Tchoukine, a fait deux propositions à M. Baker, l'une sur les questions de coopération scientifique et l'autre sur le développement de la coopération soviéto-américaine dans les domaines scientifique, économique et culturel.

De son côté, M. Baker a indiqué à M. Chevvardnadze que les États-Unis souhaitaient le succès de la perestroïka et qu'ils étaient prêts à apporter à l'URSS tous les renseignements qu'elle pourrait désirer pour résoudre ses problèmes économiques internes. La perestroïka a occupé la majeure partie du tête-à-tête, a-t-on appris de bonne source. M. Chevvardnadze a insisté sur l'irréversibilité du processus, qu'il a qualifié de « révolutionnaire », et a évoqué les récentes grèves des mineurs, en soulignant qu'ils n'avaient pas remis en question la perestroïka mais avaient protesté contre la bureaucratie.

A propos de l'Afghanistan, la partie américaine a rappelé qu'elle souhaitait trouver une solution pacifique et non pas militaire, comme l'URSS, mais qu'elle n'en voyait pas la possibilité tant que le président Najibullah demeurerait au pouvoir, a-t-on indiqué de la part de l'État. M. Chevvardnadze, selon son porte-parole, a déclaré à M. Baker qu'il désapprouvait la politique menée par les Américains en Afghanistan. — (AFP, Reuters).

● Trois cents Kurdes d'Irak attendus en France. — Une opération gouvernementale française a démarré, dimanche 30 juillet, ses travaux en vue d'accueillir en France trois cents Kurdes irakiens réfugiés depuis septembre 1988 dans un camp de « résidence temporaire » à Kiziltepe, en Turquie, près de la frontière syrienne.

A TRAVERS LE MONDE

Pérou

Cent dix guérilleros du Sentier lumineux ont été tués

Lima. — Environ cent dix guérilleros du Sentier lumineux, l'organisation de guérilla maoïste péruvienne, ont été tués au cours d'affrontements avec les forces armées jeudi et vendredi, samedi 29 juillet à Lima. Des armes et des explosifs ont aussi été saisis, principalement dans la haute vallée du Huallaga. Le ministre de l'Intérieur, M. Augustin Mantilla, a déclaré dimanche que le succès remporté par les forces de sécurité lors de ces combats est prouvé par le fait qu'un « triomphe pour la démocratie ».

Par ailleurs, l'homme le plus recherché par la police, le chef et fondateur du Sentier lumineux, Abimael Guzman, se trouve dans la capitale péruvienne pour coordonner l'offensive terroriste qui vise les transformateurs électriques du pays, dont vingt-deux ont été détruits au cours de la semaine dernière. Le gouvernement a offert une récompense de 50 000 dollars pour la capture de Guzman « mort ou vif ». — (AFP, Reuters).

Argentine

Prochaine amnistie des officiers mutins

Buenos Aires. — Le ministre argentin de la Défense, le général Luder, a annoncé dimanche 30 juillet que le gouvernement amnistierait les officiers responsables des trois mutineries déclenchées sous le précédent gouvernement. Le ministre a précisé que le chef d'état-major de l'armée avait déjà ordonné la réintégration à leur poste, avec de légères sanctions, des mutins de rang subalterne. « Dans une deuxième étape », a-t-il précisé, le président Arce, le président sortant, les poursuites engagées contre les officiers jugés devant des cours militaires pour insubordination.

● ITALIE : l'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement. — Par 371 voix contre 200 et 3 abstentions, l'Assemblée italienne a accordé, dimanche 30 juillet, la confiance au gouvernement formé par M. Giulio Andreotti. Le Sénat s'était prononcé, jeudi, dans le même sens. M. Giulio Andreotti, soixante-deux ans, dirige le gouvernement italien pour la sixième fois depuis le début des années 70. — (AFP, Reuters, AP).

Proche-Orient

Après l'enlèvement par un commando israélien d'un dignitaire chiite au Liban sud

Pour Jérusalem, un pari risqué

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Un pari risqué... C'est ainsi que la plupart des commentateurs israéliens ont qualifié l'enlèvement du cheikh Abdel Karim Obeid. Et un officier supérieur, qui a demandé l'anonymat, n'a pas caché qu'effectivement, avec la capture du leader chiite du Liban sud, « une balle a été tirée ; il faut attendre à présent quel mouvement elle va déclencher ».

L'espoir à Jérusalem était bien sûr que cela provoque un processus d'échange de prisonniers permettant la libération d'otages israéliens (trois militaires détenus par les chiites au Liban) et aussi peut-être d'Américains. Cet espoir est-il compromis par l'ultimatum lancé à Beyrouth par l'Organisation des opprimés dans le monde ?

Les dirigeants israéliens refusent de réagir à cet ultimatum. La consigne est de se taire et de conserver son sang-froid. La position de principe d'Israël est, on le sait, de ne pas céder au chantage. Et, à ce stade, on se contente de noter avec satisfaction que les États-Unis font preuve de fermeté et n'exercent aucune pression pour qu'Israël libère le cheikh Obeid.

Dans cette guerre des nerfs, le point de vue qui semble prévaloir ici, c'est que le Hezbollah (ou les opprimés dans le monde) ne mettront pas leur menace à exécution. Un porte-parole militaire n'a pas caché que, en s'en prenant aux otages israéliens ou américains, le Hezbollah jouerait avec le feu : cela risque de se retourner contre le cheikh Obeid. Or, a-t-il fait remarquer, « le Hezbollah entretient certainement une grande importance à la sécurité de ses dirigeants ».

Le commentateur militaire du quotidien Haaretz, Zeev Shif, estime d'ailleurs lui aussi que, « malgré les menaces d'exécution du colonel Higgins », il est clair pour les Israéliens et les organisations chiites qu'ils protègent, qu'ils n'ont d'autre choix que d'engager des négociations pour obtenir la libération du cheikh Obeid.

« Malentendu »

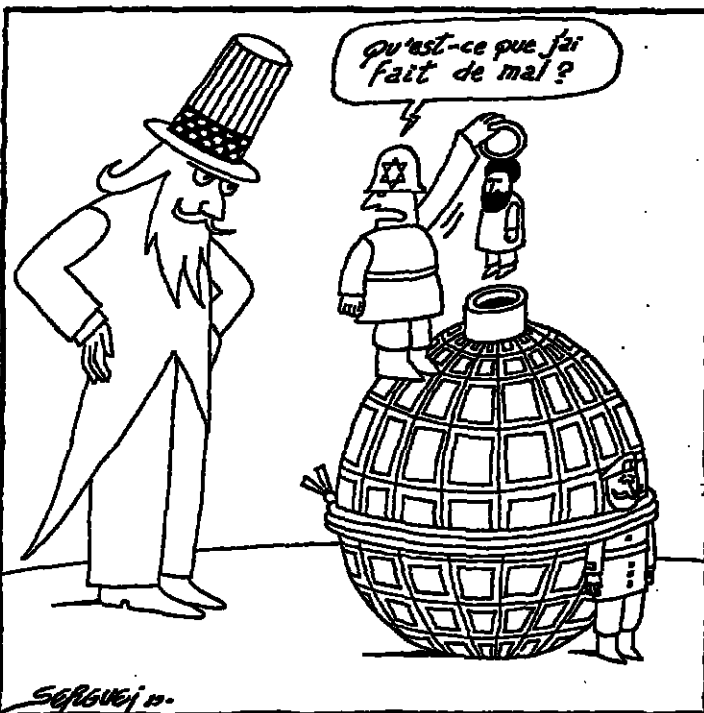
Tout porte à croire que les responsables israéliens qui ont décidé l'enlèvement du cheikh Obeid ont fait le même calcul. C'est sans doute ce qui a fait dire au ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, dimanche à l'issue de la réunion du gouvernement : « Ceux qui ont condamné Israël pour l'enlèvement du cheikh Obeid seront obligés de reconnaître plus tard la contribution apportée par cette action à la lutte contre le terrorisme et à la libération d'otages ».

Un autre ministre, M. Ehud Ullmann, s'est même déclaré persuadé que « certains nous dénoncent par routine, ce qui ne les empêche pas dans leur for intérieur d'approuver la plus grande estime pour l'audace du commando de Tshahal qui a mené l'opération au Sud Liban ».

Les Israéliens avaient cependant été très désagréablement surpris par les critiques venues du président américain, M. George Bush : « La violence et les enlèvements ne contribuent pas à la paix ». Un des spécialistes israéliens du terrorisme, le professeur Arie Merari, de l'université de Tel-Aviv, a qualifié cette déclaration du chef de la Maison Blanche de « grave erreur qui a cer-

tainement encouragé le Hezbollah à lancer son ultimatum pour exercer des pressions sur Israël via les États-Unis ».

Entre-temps, cependant, le « malentendu » avec Washington a, semble-t-il, été dissipé. Les Israéliens ont déjà fait parvenir aux Américains les informations qu'ils ont recueillies de l'interrogatoire du cheikh Obeid. Ces informations sont probablement extrêmement précieuses pour connaître le fonctionnement et les rouages du Hezbollah.



C'est là un avantage qu'Israël et les États-Unis peuvent sans doute tirer de l'enlèvement du dignitaire chiite du Liban sud.

Un autre avantage — tous les commentateurs l'ont souligné — c'est d'avoir, par cette opération militaire spectaculaire, « redonné le ton » à la lutte contre le terrorisme. Toutefois, tout le monde admet également que ces avantages ne passeront pas inaperçus de la balance si finalement les militaires israéliens (et les otages américains) détenus par le Hezbollah n'étaient pas libérés et si l'enlèvement du cheikh Obeid ne faisait que déboucher sur une nouvelle flambée de violence. Dans ce cas, le pari aurait été perdu. (Interim.)

Une injonction de la Cour suprême d'Israël à l'armée

La Cour suprême d'Israël a publié dimanche 30 juillet un arrêté enjoignant aux autorités militaires de donner un délai de quarante-huit heures aux Palestiniens des territoires occupés avant de procéder à la démolition de leur maison.

Les Palestiniens dont l'armée aura décidé de détruire les maisons pour des « raisons de sécurité », conformément aux lois d'urgence adoptées par la Grande-Bretagne à l'époque de son mandat sur la Palestine, pourront désormais introduire un recours en justice avant que ne soit prise cette « mesure irréversible ».

Un arrêté en ce sens avait été adopté par la Cour il y a plus d'un an, par l'Association pour les droits civiques en Israël à la suite de la démolition par l'armée israélienne de quatre maisons du village de Beitza, près de Naplouse, en Cisjordanie.

« Sous l'impulsion de la loi sur l'opération militaire en cours », l'armée doit laisser aux Palestiniens un délai pour faire appel auprès d'un officier ou de la Cour suprême avant la destruction de leur maison, précise l'arrêté. Cette décision s'oppose à la volonté de M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la Défense, qui souhaite que l'armée puisse opérer sans contraintes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En dépit de vives critiques de l'opinion internationale, l'armée a déjà détruit — la plus souvent à titre de représailles — deux cent vingt-sept maisons dans les territoires occupés, depuis le début de l'intifada. Selon plusieurs associations, ce chiffre est en réalité plus élevé.

Dans les territoires occupés, un Palestinien a été tué par balles dans la nuit de samedi à dimanche lors d'affrontements entre manifestants et militaires et un second, blessé par balles le 15 juin, a succombé dimanche à ses blessures. Dix-huit Palestiniens ont été blessés par armes à feu depuis le samedi soir dans les territoires occupés par la direction unifiée du soulèvement — en signe de solidarité avec les habitants de la bande de Gaza ». D'autre part, un Palestinien soupçonné de « collaboration » avec les autorités israéliennes a été assassiné dans la nuit de vendredi à samedi à coups de couteau et de bâton. — (AFP, Reuters, AP).

Le Hezbollah annonce l'exécution d'un officier américain

(Suite de la première page.)

L'organisation affirme une nouvelle fois qu'« il a été prouvé d'une manière catégorique » que le colonel Higgins est « membre de la CIA et complote avec Israël contre la résistance islamique », bras armé du Hezbollah qui revendique des opérations anti-israéliennes au Liban sud.

Dès l'enlèvement du cheikh Obeid, l'affaire des treize otages américains et britanniques,

aux combats entre les deux formations, et à la quasi-évacuation des intégristes de cette région du sud du pays.

Refusant de s'engager dans ces affrontements, le cheikh Obeid, membre du conseil consultatif du Hezbollah (la Choura, la plus haute instance du mouvement intégriste), avait été quelque peu mis à l'écart, et ce n'est que très récemment qu'il avait retrouvé toutes ses responsabilités au sein du Hezbollah.

Son enlèvement, qui survient alors que les deux formations chiites viennent de nouveau signer sous l'égide de la Syrie et de l'Iran un accord de réconciliation à Téhéran et de décider de mener en commun la lutte contre Israël, a été unanimement condamné par les dirigeants des deux mouvements qui ont appelé à une grève générale de protestation lundi. A l'issue d'une réunion commune tenue samedi soir à Baalbek, M. Nabih Berri, chef d'Amal, déclarait : « L'enlèvement du cheikh Obeid n'est pas un rapt ordinaire mais une agression contre tous les chiites afin de contrecarrer leur entente et faire croire que leurs rangs sont infiltrés. Notre riposte sera très dure ».

« Le cheikh Obeid et ses deux compagnons doivent être libérés sans et sans, faute de quoi, ajoute le communiqué, il sera de notre droit d'avoir recours à tous les moyens à notre disposition ». Le Hezbollah conclut que « la responsabilité de sa libération incombe autant à Israël qu'aux États-Unis qui encouragent l'ennemi sioniste ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, qui avait, mercredi dernier au cours du débat sur le renouvellement du mandat de la force intérimaire des Nations unies au Liban, demandé la « libération sans délai » du colonel Higgins, et avait « déploré » l'action israélienne en « demandant la libé-

tion des trois Libanais », a exprimé, dimanche soir, sa « profonde préoccupation » sur le sort de l'officier américain.

L'Organisation des opprimés dans le monde s'était fait connaître en novembre 1985 en revendiquant l'enlèvement de quatre membres de la communauté juive libanaise. Elle a ensuite revendiqué plusieurs rapt de juifs libanais et annoncé l'« exécution » de huit d'entre eux, mais seuls trois corps ont été retrouvés.

Depuis l'enlèvement du colonel Higgins, l'organisation avait diffusé, le 22 février 1988, une cassette vidéo de l'otage américain demandant que soient satisfaites les revendications de ses ravisseurs, c'est-à-dire la libération par Israël des détenus libanais et palestiniens, le retrait de l'État hébreu du Liban, et l'arrêt de l'intervention américaine dans ce pays.

Elle s'était manifestée de nouveau, le 11 avril suivant, menaçant la vie de l'officier de l'ONU et en envoyant une photo noir et blanc de l'otage pour annoncer que « son interrogatoire était terminé, il serait jugé pour espionnage au profit de l'Amérique des peuples libanais et palestiniens devant le tribunal des opprimés ».

Il avait toutefois fallu attendre le 12 décembre pour que, dans un nouveau communiqué non authentifié, l'organisation annonce sa « décision d'exécuter l'espion américain ».

En s'en prenant au colonel Higgins et non aux trois soldats israéliens, dont deux au moins sont aux mains des intégristes, alors que le troisième, un copilote, avait été pris par Amal, le Hezbollah semble vouloir impliquer les États-Unis dans cette affaire, et c'est donc un sinistre compte à rebours qui s'est engagé dimanche au Liban au moment où M. Hachemi Rafсандjani inaugurait à Téhéran ses nouvelles fonctions de président de la République iranienne.

Fr. G.

L'appel de Washington à Téhéran

Quelques heures après un communiqué de l'Organisation des opprimés dans le monde menaçant de pendre, lundi 31 juillet à 15 heures locales (14 heures à Paris), le colonel américain Richard Higgins, les États-Unis ont lancé un appel indirect à Téhéran pour que le gouvernement iranien agisse en vue d'assurer la sécurité des otages américains au Liban.

Dans un texte rendu public dimanche 30 juillet, la Maison Blanche affirme que les États-Unis « attendent de ceux qui ont une influence sur les preneurs d'otages qu'ils fassent tout leur possible pour qu'il ne soit fait aucun mal aux otages américains ou aux autres Américains au Liban ». « Nous considérons les preneurs d'otages américains comme entières-

ment responsables de la sécurité de ces otages », précise le texte.

A Paris, en marge de la conférence sur le Cambodge, un porte-parole du département d'État américain a qualifié de « scandaleux et barbare » la menace, qui, a-t-il dit, « est un affront au monde civilisé ».

A Moscou, le gouvernement soviétique a déclaré que l'enlèvement du chef religieux chiite constituait « une infraction grossière à la souveraineté du Liban et ne peut être justifiée par aucun motif ». En Egypte, le ministre d'État aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, a qualifié l'opération d'« acte terroriste que condamne la communauté internationale ». L'O.L.P. dans une déclaration faite à Tunis, a abondé dans le même sens.

La destruction de Beyrouth se poursuit inexorablement

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

« Le pire est encore à venir », déclare le chef druze, M. Walid Joumblatt. « La bataille sera féroce », renchérit M. Nabih Berri, le chef de la milice chiite Amal. Les prévisions, plus pessimistes les unes que les autres, de tous les « responsables » politiques libanais au diapasone d'une situation qui se dégrade de jour en jour.

C'est après un court répit de trente-six heures qu'ont repris, dimanche 30 juillet, les bombardements aveugles entre l'armée syrienne et ses alliés d'une part, et d'autre part, les brigades de l'armée libanaise fidèles au général Michel Aoun. Ils ont touché les deux secteurs de Beyrouth, leur banlieue et l'ensemble du « pays chrétien ».

Démunis en fin d'après-midi, les tire d'artillerie ont surpris les quelques canonniers qui avaient cru pouvoir profiter de ce trêve chaude dimanche d'être pour sortir un peu de chez eux.

aucun quartier n'a été épargné ; de nombreux incendies se sont déclarés.

A Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, sept personnes d'une même famille ont été grièvement atteintes dans le rez-de-chaussée de l'immeuble où elles s'étaient réfugiées dans un quartier du bord de mer. Toute la soirée et une partie de la nuit, les flashes des différentes radios égrénaient presque en permanence le lieu des chutes des obus et la liste des victimes. L'intensité des tirs a longtemps empêché compliers et ambulanciers d'intervenir, et le bilan provisoire de ces nouvelles heures de terreur s'établissait, lundi en début de matinée, à cinq tués et cent vingt-trois blessés.

Depuis plusieurs jours, à l'unisson de la presse syrienne qui réclame quotidiennement et sur un ton de plus en plus cassant la chute du général Aoun, « l'insurrection d'un complot diabolique qui ne vise pas seulement le Liban mais toute la nation arabe », les alliés de Damas ont durci le ton. Il n'est pas indifférent que ce soit à la sortie d'un entretien de deux heures, dimanche, avec le président syrien Hafez El Assad, que M. Nabih Berri déclare : « Il est invivable de dynamiter le régime » Aoun, qui n'est que « l'autre face d'Israël ». « Aoun nous rappelle ce qu'a fait Bachir Gemayel [président élu du Liban, assassiné en 1982 dans l'explosion d'une charge de TNT]. Il n'est pas

plus fort que Bachir, et nous ne sommes pas plus faibles que nous l'étions le 6 février 1984 ».

Un nouveau Stalingrad

La veille, à l'issue d'une rencontre avec les dirigeants du Hezbollah à Baalbek, M. Berri avait appelé les soldats de l'armée relevant du gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoes à « utiliser leurs armes » contre le régime du général Aoun. Deux jours plus tôt, le chef druze, M. Walid Joumblatt, avait appelé « les forces nationales et musulmanes à s'unir » pour faire face au général Aoun, et l'accusait de « transformer Beyrouth en un nouveau Stalingrad ».

Ce durcissement dans le ton, qui s'accompagne depuis dix jours d'une flambée de violence destructrice et meurtrière, intervient alors que la mission du triumvirat arabe désigné le 26 mai par le sommet de « Coopération arabe » de plus en plus échauffée. La réunion ministérielle tenue ce week-end à Rabat entre les chefs des diplomates saoudiens, marocains et algériens, sur laquelle rien de concret n'a filtré, aurait mis au point un nouveau plan de sécurité, mais les Libanais, échauffés par ses précédents échecs, n'espèrent plus grand-chose de la médiation arabe et continuent d'assiner, impuissants, à la destruction de leur capitale.

FRANÇOISE CHÉPAUX

Document

Le pacte germano-soviétique et ses protocoles secrets

La première définition des « sphères d'intérêts »

Protocole annexe au pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS

Les représentants plénipotentiaires des deux parties ont discuté de manière confidentielle la question des frontières de leurs sphères d'influence en Europe orientale. Ces conversations ont abouti aux conclusions suivantes :

1. — En cas de réorganisation territoriale ou politique dans les régions faisant partie des Etats baltes — Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie — la frontière nord de la Lituanie sera la frontière entre les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS. Dans cette perspective, les parties contractantes reconnaissent les intérêts de la Lituanie dans la région de Vilno.

2. — En cas de réorganisation territoriale et politique dans les régions faisant partie de l'Etat polonais, la frontière entre les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS devra passer approximativement le long des rivières Narew, Vistule et San. La question de savoir si l'existence ultérieure d'un Etat

polonais indépendant correspond aux intérêts des deux parties contractantes, et quelles seront les frontières de cet Etat, ne pourra être définitivement résolue qu'à la faveur de l'évolution politique future. Mais dans tous les cas, les deux gouvernements régleront cette question par accord amical.

3. — En ce qui concerne l'Europe du Sud-Est, la partie soviétique a attiré l'attention sur les intérêts de l'URSS sur la Bessarabie. La partie allemande déclare son désintérêt politique total dans ces régions.

4. — Les deux parties garderont ce protocole strictement secret.

Moscou, le 23 août 1939.

Pour le gouvernement allemand : JOACHIM VON RIBBENTROP

Pour le gouvernement de l'URSS : V. MOLOTOV

Le partage de la Lituanie...

Comme le montre le protocole du 23 août, la Lituanie, la plus méridionale des républiques baltes, avait été rattachée alors à la « sphère d'intérêts » allemande. Un mois plus tard, Staline obtenait que cette république — moyennant une amputation partielle de son territoire au profit de l'Allemagne — tombe, elle aussi, dans son escarcelle.

PROTOCOLE ADDITIONNEL SECRET

Les plénipotentiaires soussignés constatant l'accord existant entre le gouvernement allemand et le gouvernement de l'URSS :

Le protocole additionnel secret du 23 août 1939 est modifié dans son article 1, dans la mesure où le territoire de l'Etat lituanien est rattaché à la sphère d'intérêts de l'URSS et où, d'autre part, la province de Lublin et des parties de celle de Varsovie sont rattachées à la sphère d'intérêts de l'Allemagne (voir la carte annexée au traité frontalier et d'amitié entre l'URSS et l'Allemagne). Dès que le gouvernement de l'URSS aura pris sur le territoire lituanien des mesures spéciales

visant à la protection de ses intérêts, la frontière germano-lituanienne sera rectifiée dans le but de parvenir à un tracé simple et naturel, le territoire lituanien situé au sud-ouest de la ligne indiquée sur la carte revenant à l'Allemagne.

Il est constaté d'autre part que les accords économiques en vigueur entre l'Allemagne et la Lituanie ne doivent pas être affectés par les mesures ci-dessus indiquées de l'Union soviétique.

Moscou, le 23 septembre 1939
Pour le gouvernement de l'URSS : V. MOLOTOV
Pour le gouvernement de l'Allemagne : JOACHIM VON RIBBENTROP

... et l'achat du « reste »

Ce n'est pas fini pour la Lituanie. Le 10 janvier 1941, moins de six mois après l'annexion hitlérienne contre la Russie et alors que les relations sont déjà très dégradées entre les deux complices de 1939, Staline, qui a annexé définitivement les pays baltes pendant l'été de 1940, arrondit encore son domaine en obtenant de Hitler la partie de la Lituanie qu'il avait reconnue à l'Allemagne en septembre 1939. Simple-ment, il paie cette concession allemande au prix fort, en devises et pratiquement sans délai, comme si Hitler voulait se faire payer avant de déclencher contre l'URSS l'opération « Barbarossa ». Ce troisième protocole secret est signé entre Molotov et le comte von der Schulenburg, ambassadeur du Reich à Moscou.

PROTOCOLE SECRET

Le comte von der Schulenburg, au nom du gouvernement du Reich allemand, d'une part, V. M. Molotov, au nom du gouvernement de l'URSS d'autre part, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Le gouvernement allemand renonce à ses prétentions sur la partie du territoire de la Lituanie mentionnée dans le protocole additionnel secret du 28 septembre 1939 et indiquée sur la carte jointe à ce protocole.

2. Le gouvernement de l'Union des républiques soviétiques socialistes est prêt à compenser auprès du gouvernement de l'Allemagne le territoire indiqué à l'article 1 du présent protocole en versant à l'Allemagne une somme de 7,5 millions dollars-or, équivalente à 31,5 millions marks allemands.

Le règlement de ce montant de 31,5 millions de marks sera assuré par le gouvernement de l'URSS de la manière suivante : un huitième, soit 3 millions 937 500 marks, sera réglé par la livraison de métaux non fer-

reux pendant les trois mois suivant la signature du présent protocole ; les sept huitièmes restants, soit 27 millions 562 500 marks, seront réglés en or et viendront en déduction des paiements en or dus par l'Allemagne à la date du 11 février 1941 conformément à l'échange de lettres entre M. Schürme, président de la délégation économique allemande, et A. L. Mikolaj, commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS, dans le cadre de la signature de l'accord du 10 janvier 1941 « sur les relations mutuelles à effectuer pendant la seconde période d'application de l'accord économique du 11 février 1940 entre l'Allemagne et l'URSS ».

Moscou, le 10 janvier 1941.

Pour le gouvernement de l'URSS : V. MOLOTOV
Pour le gouvernement de l'Allemagne : VON SCHULENBURG

Sur instruction du gouvernement de l'URSS : V. MOLOTOV



Les signatures de Staline et de Ribbentrop

Cette carte de la « nouvelle Europe » était annexée au traité « frontalier et d'amitié » entre l'Allemagne et l'URSS du 28 septembre 1939. La signature en bleu est celle de Staline, celle en rouge est de Ribbentrop. La portion de frontière rectifiée près de Lemberg (Lvov) porte une seconde signature de Staline.

(Tiré de la revue Osteuropa.)

Le partage de l'Europe de l'Est

(Suite de la première page.)

S'il n'était question que des documents « publiés à l'époque », comme l'indique TASS, le champ des investigations serait singulièrement limité, puisque toute la controverse porte précisément sur ce qui n'a pas été publié, à savoir ces fameux protocoles. Les dernières mises au point soviétiques reconnaissent l'existence de ces textes : ceux-ci ont d'ailleurs été publiés dans des journaux baltes, et décrits assez précisément avec un certain détail au cours d'une émission de la télévision soviétique le 16 juillet. Mais Moscou continue de mettre en doute leur authenticité, arguant du fait qu'il ne s'agit pas d'originaux, mais de photocopies.

De fait, les originaux ont été détruits, mais, à partir de l'escalade des bombardements aériens sur l'Allemagne en 1942-1943, des microfilms de toutes les archives avaient été réalisés et envoyés en lieu sûr. Selon une étude très complète, publiée par la revue ouest-allemande *Osteuropa* (1) dans son numéro de mai de cette année, le gros de ces archives se trouvait à la fin de la guerre dans divers châteaux du massif du Harz. A la veille de la défaite, l'ordre vint de Berlin de détruire également ces micro-

Entwicklung geklärt werden.

In jedem Falle werden bei Regierungen diese Frage in Wege einer freundschaftlichen Verständigung lösen.

3) Hinsichtlich des Südostens Europas wird von sowjetischer Seite das Interesse an Bessarabien betont. Von deutscher Seite wird das völlige politische Desinteresse an diesen Gebieten erklärt.

4) Dieses Protokoll wird von beiden Seiten streng geheim behandelt werden.

Moskau, den 25. August 1939.

Für die Deutsche Reichsregierung:

JOACHIM VON RIBBENTROP

In Vollmacht der Regierung d. U.S.S.R.:

V. MOLOTOV

Fac-similé des signatures de Ribbentrop, pour le gouvernement allemand, et de Molotov, pour le gouvernement soviétique, au bas du protocole secret du 23 août 1939. (Lire notre encadré.) (Tiré de la revue *Osteuropa*.)

Des copies de copies

Fort heureusement, l'un des fonctionnaires qui en étaient chargés, le diplomate et interprète Carl von Loesch, n'executa pas les ordres : au lieu de brûler les 30 ou 40 bobines qui lui avaient été confiées, il les enterra dans le parc du manoir de Schönberg. Après la défaite, il en avertit le lieutenant-colonel Thompson de l'armée britannique. C'est en la présence de ce dernier, ainsi que de celle du diplomate américain Ralph Collins, que les documents furent déterrés le 14 mai 1945. Ils furent ensuite stockés au château de Marbourg, dans la zone américaine, d'occupation, puis transférés en Grande-Bretagne à l'été 1948. A partir de là, et jusqu'en 1959, des copies de ces archives furent restituées au ministère des

affaires étrangères de la République fédérale, qui les a mises à la disposition du public.

Le fait qu'il s'agit de « copies de copies » diminue-t-il l'authenticité de ces documents, comme l'affirment certains auteurs soviétiques ? C'est pratiquement exclu, et pas seulement parce que tout s'est déroulé dans les faits exactement comme les signataires l'avaient décrit. Comme le fait observer l'historien américain George Kent, qui les a édités, les protocoles secrets de 1939 figurent dans le même film qu'une grande quantité d'autres documents diplomatiques du Reich de cette époque, et dont l'authenticité n'est aucunement mise en doute. Si ces protocoles avaient

été fabriqués plusieurs années après coup par les « officines anti-communistes », il aurait été plus facile de fabriquer un original. D'autant que le microfilm contient certaines fautes mineures qui rendent compte de la hâte avec laquelle les accords ont été rédigés et signés : il manque ici un f à « Nichtangriffsvertrag » (pacte de non-agression), là un h au mot « berühren » (concerner). « Ungefähr » (approximativement) est écrit « ungefähr », etc.

Il faut d'ailleurs ajouter à tout cela une grande carte (126 cm de large sur 110 de haut), non détruite pendant la guerre et dont l'original en couleurs fait partie intégrante du traité d'amitié du 28 septembre. De fabrication allemande, cette carte porte en bas à

droite la signature de Ribbentrop, mais surtout celle de Staline : une signature triomphale, puisque la griffe du « père des peuples » ne mesure pas moins de 58 cm de hauteur ! Andor Hencke, collaborateur de l'ambassade du Reich à Moscou qui assistait à la cérémonie, a rapporté plus tard que Staline s'adressa ainsi ensuite aux présents : « Ma signature est-elle assez claire ? » Par la suite, une portion de la frontière au sud de Lublin fut rectifiée, et Staline porta à nouveau sa signature dans cette zone pour ratifier cette correction.

MICHEL TATU.

(1) Revue éditée par la Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde, Schenkerstr. 30 - 1000 Berlin 15.

ملک من الحلال

Europe

URSS

Face à l'offensive des conservateurs

M. Eltsine et les réformateurs ont constitué un groupe parlementaire au Soviet suprême

Au moment où les conservateurs relaissent leur offensive contre M. Mikhaïl Gorbatchev, les députés du Soviet suprême partisans d'une accélération des réformes se sont constitués, dimanche 30 juillet, en groupe parlementaire pour faire entendre leur voix au Parlement soviétique. A la tête de ce groupe figurent des personnalités comme M. Boris Eltsine et l'académicien Andreï Sakharov, qui vient, dans l'hémicycle

de se prononcer pour la transformation de l'URSS en une confédération où toutes les Républiques disposeraient d'une large indépendance.

La situation est également à nouveau tendue sur le plan social. La Pravda a révélé, dimanche, que les autorités tentaient de désamorcer un grave conflit dans les chemins de fer en négociant avec les cheminots.

L'organe du Parti communiste a indiqué que depuis plusieurs jours des appels à la grève avaient été lancés dans le nord-ouest du pays et a reconnu que certaines de leurs revendications, notamment concernant les conditions de travail et les salaires, étaient justifiées. M. Gorbatchev avait déjà évoqué le risque d'une telle grève au moment de celle des mineurs (le Monde du 20 juillet).

MOSCOU

de notre correspondant

Pour la première fois en URSS, depuis vraisemblablement le début des années 20, des députés soviétiques ont formé ce week-end un groupe parlementaire ayant pour objectif de pousser le Kremlin à accélérer le cours des réformes, trop timides à leurs yeux, alors que le mécontentement de la population vient de se traduire par des grèves de mineurs sans précédent dans le pays.

Ce Groupe interrégional, qui rassemble deux cent soixante-neuf députés progressistes, s'est réuni pendant deux jours, samedi 29 et dimanche 30 juillet, à la Maison du cinéma de Moscou pour définir ses principales lignes d'action et aussi élire ses organes dirigeants. Après de longues discussions, les participants se sont prononcés finalement en faveur d'une direction collégiale de cinq coprésidents, élus pour cinq ans. Les personnalités désignées sont Boris Eltsine, député de Moscou, extrêmement populaire dans le pays, et considéré par beaucoup comme l'un des chefs de file des réformateurs en URSS, l'académicien Andreï Sakharov, l'historien Youri Afanassiév, l'économiste Gavrill Popov et le député estonien Viktor Palmé. Les députés ont, en outre, désigné un comité de coordination de vingt-cinq membres.

Boris Eltsine s'est félicité des résultats de la réunion qui permettrait, a-t-il expliqué, à la « minorité » des députés réformateurs de mieux défendre leurs propositions contre la « majorité » des parlementaires conservateurs. « Il y aura lutte » entre la « majorité » et la « minorité » et « nous combattrons pour nos propositions », a poursuivi le député de Moscou, qui semble ne guère se faire d'illusions sur les sentiments de la plupart des députés du Soviet suprême à l'égard du Groupe interrégional.

Il ressort de plusieurs interventions faites pendant le week-end que les députés progressistes entendent agir comme un groupe de pression au sein du Parlement soviétique. Un député arménien a rejeté ainsi l'étiquette d'opposition pouvant être appliquée au Groupe interrégional. « En fait, nous aidons le Soviet suprême », a-t-il estimé en citant un député de Moscou, M. Youri Stankovitch, selon lequel le groupe de parlementaires progressistes permettrait de donner davantage de « dynamisme » aux travaux du Soviet suprême.

Plusieurs députés, Boris Eltsine en tête, ont dénoncé pendant les débats les conservateurs du parti et l'appareil qui freinent le cours des réformes, ce qui peut se révéler extrêmement dangereux étant donné l'état de tension sociale régnant dans le pays. Lors d'un véritable discours-programme prononcé samedi, Boris

Eltsine a évoqué longuement les grèves des mineurs qui ont révélé la « perte de confiance » de la population à l'égard de la classe politique et notamment des cadres locaux. « Les gens sont fatigués d'attendre », a ajouté le député de Moscou, en appelant à la tenue d'élections locales avant le mois de novembre prochain. Ces élections locales sont vivement redoutées des conservateurs qui craignent de voir leurs partisans subir un échec électoral retentissant.

Une autre intervention remarquée fut celle de l'historien Youri Afanassiév. Déplorant que l'URSS connaisse actuellement un « statu quo de la perestroïka de Gorbatchev », il a appelé ses concitoyens à « se débarrasser de la peur accumulée pendant soixante-dix ans ». L'historien a également considéré que le marxisme-léninisme, « entièrement dogmatique », était une philosophie relevant du dix-neuvième siècle, « alors que nous devons nous diriger vers le vingt et unième siècle ».

Programme d'action

La constitution du Groupe inter régional semble avoir été suivie au Kremlin avec, sinon de la sympathie, tout au moins de l'intérêt. La presse soviétique a rendu compte assez largement des travaux du Groupe interrégional. Evgeni Primakov, le président de l'une des

Trois ans après la catastrophe

Plus de 100 000 personnes devraient encore être évacuées de la zone de Tchernobyl

Trois ans après la catastrophe de Tchernobyl, le Parlement de Biélorussie a recommandé, samedi 29 juillet, l'évacuation de 106 000 personnes des villages de la zone contaminée. Les députés avaient approuvé la veille un nouveau plan d'évacuation proposé par le gouvernement concernant 11 600 personnes durant les cinq années à venir. Au cours du débat, plusieurs scientifiques et députés étaient intervenus pour estimer que seul un plan d'évacuation massif pourrait permettre aux populations touchées de retrouver des conditions de vie normales.

Le Soviet suprême de la République a reconnu que le coût d'une évacuation massive, évalué à 10 milliards de roubles (16 milliards de dollars au taux officiel), dépassait les possibilités financières de la Biélorussie, et qu'une aide fédérale était nécessaire. Mais les députés ont souligné qu'assurer « une vie normale » aux habitants des zones à haut risque au cours des huit à dix prochaines années coûterait plus cher qu'une évacuation.

Le cinquième du territoire de la République biélorusse, située au nord de Tchernobyl (Ukraine), avait été exposé aux radiations.

Plus de soixante-dix localités ont déjà été rayées de la carte au cours des trois dernières années. Au moins 100 000 personnes avaient été évacuées en Ukraine et en Biélorussie immédiatement après la catastrophe, mais les autorités avaient largement sous-estimé l'impact de l'accident. En février dernier, les responsables biélorusses avaient déjà annoncé l'évacuation de vingt villages supplémentaires en raison de la persistance d'une forte radioactivité.

Dans le numéro 2 du journal ukrainien *Nadelia*, le député ukrainien Ala Yarochinskaya a accusé les autorités de passer sous silence les conséquences de la catastrophe, et, notamment, de ne pas communiquer aux parents les résultats des examens médicaux subis par leurs enfants. Selon le député, une augmentation importante du nombre de cataractes et d'anémies infantiles a été constatée. — (AFP, AP, Reuter.)

HONGRIE : dissolution du comité central ?

Le Parti communiste envisage une réforme en profondeur de ses structures

Le comité central du Parti communiste hongrois (PSOH), réuni vendredi en séance plénière, a adopté une résolution recommandant au prochain congrès du parti, en octobre, une restructuration en profondeur des organes dirigeants du parti. Selon un communiqué publié samedi 29 juillet par l'agence MTI, le comité central s'est prononcé pour la dissolution au profit d'un « présidium national » et d'un « comité national du parti ».

Le comité central du parti, dirigé jusqu'à juin dernier par un secrétaire général chapeautant un bureau politique (entre-huit et dix membres) et un secrétariat (moins d'une

dizaine de membres), est d'ores et déjà doté depuis fin juin d'un nouvel organe dirigeant, à savoir un présidium de quatre membres.

Le comité central (actuellement cent dix-huit membres) devrait être remplacé par un présidium national, sorte de « Parlement du parti » qui remplacerait lui-même le bureau politique actuel. Selon MTI, ce présidium national devra comprendre le président du parti — actuellement M. Nyers, — ses vice-présidents, son secrétaire exécutif, les secrétaires du parti au niveau national, le chef du groupe parlementaire du PSOH, ainsi que sept à dix autres membres. — (AFP.)

Afrique

CONGO

Succès des « modérés » au congrès du parti

Le général Denis Sassou Nguesso a été reconduit, dimanche 30 juillet, à la tête du Parti congolais du travail (PCT), le parti unique au pouvoir, et de l'Etat pour un troisième mandat de cinq ans. Il était le seul candidat en lice et le vote s'est fait à « main levée ».

La tendance « modérée » semble l'avoir emporté sur les éléments considérés comme « durs » dans la nouvelle composition du comité central. Ainsi, M. Camille Bongou, considéré comme le numéro deux du régime congolais, ainsi que plusieurs membres de la « ligne dure » du PCT ont été exclus du comité central. Comme l'a été M. Pierre Nzé, idéologue marxiste

sous le régime du président Marien Ngouabi, assassiné en 1977, et qui fut ministre des affaires étrangères de 1979 à 1984.

Parmi les nouveaux arrivants, l'un des plus populaires à Brazzaville est le colonel Pierre Oba, trente-neuf ans, directeur de la sécurité publique, particulièrement réputé pour son intégrité. Son entrée au comité central, ainsi que celle de plusieurs autres cadres « jeunes et dynamiques », devrait permettre au parti de mieux lutter contre la « corruption » et l'« embourgeoisement » qui avaient été dénoncés par le général Sassou Nguesso dans son discours d'ouverture. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Le maréchal Mobutu par lui-même...

Le maréchal Mobutu, qui préside, depuis vingt-quatre ans, aux destinées du Zaïre, est d'habitude plutôt avare de confidences. Dans *Mobutu, dignité pour l'Afrique*, un livre-entretien de Jean-Louis Remilleux, grand reporter au *Figaro Magazine*, il se montre plus disert sans vraiment aller au fond des choses. Qui s'en étonnera ?

Ce fils d'un cuisinier, « employé chez les curés », qui se dit « catholique dans l'âme », avait eu une « attirance pour le journalisme » avant de choisir la carrière des armes, qui l'a conduit, coup d'Etat aidant, à où il se trouve aujourd'hui. « L'essentiel de mon activité consiste non pas à imposer, mais à éduquer, à convaincre », assure-t-il. La palmarès a pour but de faire émerger l'unité nationale. Pas question donc de multipartisme : « Nos concitoyens, dit-il, ne nous ont pas légué votre philosophie de l'opposition ».

La corruption ? C'est, à son avis, « la chose du monde la mieux partagée ». Au Zaïre, elle ne serait pas « institutionnalisée comme dans les pays développés ». Au reste, le MPR, le parti unique au pouvoir, a lancé le mot d'ordre « Servir et non se servir ».

Les libertés publiques ? Le maréchal Mobutu a du « respect » pour les organisations internationales des droits de l'homme. Mais, précise-t-il, « il ne faut pas qu'elles prétendent intervenir dans nos débats internes ». Quant aux réfugiés politiques qui, de temps en temps, régent, de l'étranger, des communiqués vengeurs, la plupart ne sont, à ses yeux, que des « fanatisés ». Sa fortune, dont certains disent qu'elle est plus élevée que le PNB du Zaïre ? Cela ne l'intrigue pas que l'on raconte, à ce sujet, « des contes à dormir debout ». Il conseille aux journalistes, belges entre autres, qui s'obstinent à détourner l'attention sur sa personne, « de s'amuser plutôt à évaluer les richesses que Léopold II a tirées du Congo ».

De piroquettes en demi-vérités, le maréchal Mobutu donne évidemment de lui un portrait on ne peut plus flatteur. On n'en attendait pas moins d'un homme qui deviendra — si M. Félix Houphouët-Boigny venait à disparaître avant lui — le doyen des chefs d'Etat africains, en somme le « Sage » du continent.

JACQUES DE BARRIN.

* *Mobutu, dignité pour l'Afrique*, entretiens avec Jean-Louis Remilleux, éditions Albin Michel, 209 pages : 85 F.

MOZAMBIQUE :

une page tournée

Le FRELIMO abandonne toute référence au marxisme-léninisme

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti unique au pouvoir depuis l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, a officiellement rompu avec l'orthodoxie marxiste-léniniste au cours de son quatrième congrès, qui devait se terminer lundi 31 juillet à Maputo.

Entérinant la libéralisation de l'économie et l'ouverture vers l'Occident mises en pratique ces deux dernières années par le président Joaquim Chissano, les quelque sept cents délégués au Congrès ont, en effet, adopté, dimanche 30 juillet, un nouveau programme ne contenant pas la moindre référence au marxisme-léninisme, remplacé par une simple adhésion aux « principes universels du socialisme ». Le précédent congrès, en 1983, avait, au contraire, été celui de la radicalisation d'un parti qui, en 1977, s'était proclamé marxiste-léniniste et « avant-garde de l'alliance ouvrière-paysan ».

L'heure n'est donc plus à l'orthodoxie idéologique mais au réalisme et à la reconstruction d'une économie ruinée par la guerre et la sécheresse. Pour cela, Maputo fait confiance à l'initiative privée plutôt qu'à l'Etat. C'est ainsi que l'accent est mis non plus sur les formes d'Etat, mais sur les petits paysans. De même, le FRELIMO prône désormais un accroissement de la productivité et le principe d'un salaire lié à cette productivité.

Le FRELIMO a aussi pris deux autres décisions très significatives : l'acceptation en son sein des « patrons » (c'est-à-dire de toute personne possédant un moyen de production, par exemple les fermiers) et des croyants, qui ne pouvaient jusqu'à présent adhérer au parti ; et la légalisation de l'enseignement privé.

L'ère Samora Machel, le premier président du Mozambique (né, en octobre 1986, dans un accident d'avion en Afrique du Sud), est donc, à tous points de vue, définitivement close.

(Interim.)

TUNISIE : après son échec aux élections législatives

M. Ahmed Mestiri démissionne du Mouvement des démocrates socialistes

M. Ahmed Mestiri est demeuré inflexible : devant le conseil national du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), réuni, dimanche 30 juillet, qui lui demandait de revoir sa décision, il a confirmé sa démission du secrétariat général et du bureau politique du parti qu'il avait fondé en 1978.

Il ne s'agit apparemment que d'une semi-retraite puisque M. Mestiri demeure membre du conseil national. Cette instance tiendra sa prochaine session le 10 septembre pour élire un nouveau secrétaire général, renouveler l'exécutif et fixer la date du futur congrès. En attendant, un « coordinateur » qui sera désigné dans les prochains jours parmi les membres du bureau politique, assurera l'intérim de la direction du MDS.

M. Mestiri s'est abstenu jusqu'ici de donner les raisons qui l'ont amené à se retirer, mais que l'on peut aisément lier à l'échec du MDS — comme de toutes les autres formations de l'opposition — aux élections législatives du 2 avril, dont il a contesté aussi bien les résultats que les conditions qui les ont entourées.

« J'avais fait un pari et je l'ai perdu », confiait récemment

M. Mestiri à des amis. Un pari qui consistait à soutenir, quitte à fermer les yeux sur quelques dérapages, « le changement démocratique » auquel M. Ben Ali s'est engagé dès son arrivée au pouvoir. Or, la consultation d'avril a mis en évidence, selon lui, que ce changement, pour lequel il avait milité contre vents et marées pendant des années sous le régime de l'ex-président Bourguiba, n'était pas aussi profond qu'il le souhaitait : les pesanteurs et les partis-pris de l'administration sont demeurés les mêmes, et le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) a hérité des trop mauvaises habitudes de parti unique de l'ancien Parti socialiste destitué.

M. Mestiri laissera un vide sur la scène politique, où il a longtemps occupé une des toutes premières places, surtout à partir de 1970 lorsqu'il fut le premier responsable du pays à s'opposer publiquement et fermement au pouvoir personnel de l'ex-président Bourguiba.

MICHEL DEURÉ.

BÉNIN

Des députés plaident pour une ouverture politique

COTONOU de notre correspondant

Pour la première fois, le 29 juillet, deux députés ont souhaité, devant le chef de l'Etat, le général Mathieu Kérékou, une ouverture politique et l'instauration du multipartisme au moment où l'agitation sociale se poursuit dans le pays. M. Robert Besson, binationnel de l'ordre national des avocats du Bénin, député et doyen de la faculté des sciences juridiques, économiques et politiques de l'Université de Cotonou, a précisé d'entrée de jeu : « Notre discours va heurter des gens, mais nous ne sommes pas des comploteurs ». Le professeur René Awassou a fait part de ses préoccupations d'ordre politique : « Il serait temps que, après quinze ans de révolution socialiste, on ouvre le jeu politique ».

Situant leur démarche dans le cadre d'une économie en pleine décrépitude, les deux députés se sont montrés favorables au multipartisme : « Le système où il y a plusieurs partis politiques permet une plus grande efficacité de l'action gouvernementale », ont-ils indiqué. Selon eux, le président Kérékou a

écouté avec intérêt leurs propositions et les a invités à lancer le débat lors de la prochaine session. La nouvelle Assemblée nationale a été renouvelée il y a un mois et les observateurs estiment que les prochains débats parlementaires devraient faire apparaître des divergences entre les cadres du parti unique, partisans de la fermeté face aux revendications des fonctionnaires en grève et les « rénovateurs » favorables au dialogue.

Le Bénin traverse une crise économique et sociale sans précédent. Depuis le 6 avril dernier, les enseignants sont en grève pour réclamer trois mois d'arriérés de salaires. Depuis une semaine, ils ont été rejoints par les agents des ministères des finances, de la santé, des affaires étrangères, du plan et du travail. L'année scolaire et universitaire a été déclarée année blanche : les étudiants boycottent les cours depuis neuf mois pour non-paiement des bourses. Toutefois, le Bénin a signé, en juin, un accord avec le FMI et la Banque mondiale en vue de l'application d'un plan d'ajustement structurel.

ROBERT MINANGUY.

Publié
**HASSAN II
DU MAROC
L'IMAGE
TÉMAIRE**

Seul monarque du continent noir — si l'on excepte deux esclaves d'Afrique saoudite — le souverain chérifien célèbre son 60^e anniversaire. Il a engagé son pays sur la voie du développement et de la décentralisation. Michel Jobert, qui connaît bien le roi, dresse un bilan tout en nuances de sa politique.

Dans le numéro de juillet-août d'Arabic

en kiosques et en librairie
78, rue Joffroy — 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

Politique

Les décisions du Conseil constitutionnel

La « loi Joxe » sur l'immigration amputée d'un article

(...) Les députés et les sénateurs ont voté la loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France. Saisi par des députés et sénateurs de l'opposition et par le premier ministre, le Conseil constitutionnel avait essentiellement à apprécier la conformité à la Constitution de l'article 10 du texte. Soumis à son appréciation par tous les requérants, cet article disposait qu'une décision préfectorale de reconduite à la frontière d'un étranger pouvait être contestée devant le tribunal de grande instance ou son délégué. C'est cet article et toutes les dispositions de la loi qui en étaient inséparables que le Conseil constitutionnel a annulés au terme de l'examen suivant :

(...) Conformément à la conception française de la séparation des pouvoirs, figure au nombre des « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » celui selon lequel, l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire, relève en dernier ressort de la compétence de la juridiction administrative. L'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif, leurs agents, les collectivités territoriales de la République ou les organismes publics placés sous leur autorité ou leur contrôle ;

(...) cependant (...), dans la mise en œuvre de ce principe, lorsque l'application d'une législation ou d'une réglementation spécifique pourrait engendrer des conséquences contentieuses diverses qui se répartiraient, selon les règles habituelles de compétence, entre la juridiction administrative et la juridiction judiciaire, il est loisible au législateur, dans l'attente d'une bonne administration de la justice, d'unifier les règles de compétence juridictionnelle au sein de l'ordre juridictionnel principalement intéressé ;

(...) les décisions prises par l'autorité administrative sur le fondement de l'ordonnance (...) du 2 novembre 1945 modifiée, constituent l'exercice des prérogatives de puissance publique ; (...) il en va ainsi notamment des mesures de refus d'entrée sur le territoire national visées à l'article 5 de l'ordonnance, des décisions relatives à l'octroi d'une carte de séjour mentionnée à l'article 6 de l'ordonnance, des décisions concernant la délivrance de la carte de résident dans les cas visés respectivement par les articles 14 et 15 de l'ordonnance, de l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière d'un étranger se trouvant en situation irrégulière pris en application de l'article 22 de l'ordonnance, de l'expulsion d'un étranger dans les hypothèses définies aux articles 23 à 26 de l'ordonnance, ou de son assignation à résidence en vertu de l'article 28 de l'ordonnance ;

Les arguments du législateur

(...) s'agissant de l'usage par une autorité exerçant le pouvoir exécutif ou par un de ses agents de prérogatives de puissance publique, les recours tendant à l'annulation des décisions administratives relatives à l'entrée et au séjour en France des étrangers relèvent de la compétence de la juridiction administrative ;

(...) le législateur a, dans le cas particulier de l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, entendu déroger, par l'article 10 de la loi déferée, aux règles habituelles de répartition des compétences entre les ordres de juridiction en se fondant sur la compétence reconnue à l'autorité judiciaire en matière de liberté individuelle et notamment de peines privatives de liberté ainsi qu'en ce qui concerne les questions relatives à l'état des personnes ; (...) il a estimé également qu'un transfert de compétence au tribunal de grande instance statuant en la forme du référé répondait à un souci de bonne administration de la justice ;

(...) aux termes de l'article 66 de la Constitution l'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle ; (...) que l'article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 satisfait à cette exigence en soumettant au contrôle

Nous publions ci-dessous les principaux extraits de la décision du 28 juillet du Conseil constitutionnel (le Monde daté 30-31 juillet) sur la loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France. Saisi par des députés et sénateurs de l'opposition et par le premier ministre, le Conseil constitutionnel avait essentiellement à apprécier la conformité à la Constitution de l'article 10 du texte. Soumis à son appréciation par tous les requérants, cet article disposait qu'une décision préfectorale de reconduite à la frontière d'un étranger pouvait être contestée devant le tribunal de grande instance ou son délégué. C'est cet article et toutes les dispositions de la loi qui en étaient inséparables que le Conseil constitutionnel a annulés au terme de l'examen suivant :

de l'autorité judiciaire toute prolongation au-delà de vingt-quatre heures du maintien dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire d'un étranger qui, soit n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer sur le territoire français, soit, faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion ou devant être reconduit à la frontière, ne peut quitter immédiatement le territoire français ;

Des litiges peu nombreux

(...) toutefois, (...) la compétence ainsi reconnue à l'autorité judiciaire pour contrôler une mesure de surveillance qui met en cause la liberté individuelle, s'exerce indépendamment du contrôle de la légalité des décisions administratives de refus d'accès au territoire national, de reconduite à la frontière ou d'expulsion ; (...) au demeurant, une mesure de rétention de l'étranger qui est dans l'impossibilité de

différer immédiatement à une décision d'expulsion ne peut intervenir que « s'il y a nécessité absolue » ; (...) dès lors, la prolongation par l'autorité judiciaire de cette mesure de surveillance ne saurait revêtir un caractère systématique et s'appliquer, tant s'en faut, à tous les cas où il y a intervention d'une décision administrative d'expulsion d'un étranger du territoire national ;

(...) si l'entrée et le séjour irréguliers en France d'un étranger constituent, dans les cas visés aux articles 19 et 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, une infraction pénale relevant de la seule compétence du juge judiciaire, cette compétence spécifique ne saurait justifier qu'il soit fait échec à la compétence générale du juge administratif dans le domaine de l'annulation des actes de la puissance publique ;

(...) sans doute (...) en vertu du troisième alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, dans sa rédaction résultant de l'article 13-VI de la loi déferée, certaines catégories d'étrangers ne peuvent

faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière en raison de considérations liées à leur âge ou à leur situation familiale ; (...) en outre, une mesure d'expulsion n'est légalement justifiée que si l'intérêt est de nationalité étrangère ou n'a pas de nationalité ;

(...) cependant (...) les litiges liés à ces situations ne sont pas d'une nature ou d'une fréquence telle qu'ils puissent entraîner une dérogation aux règles normales de compétence ; (...) au surplus, en vertu de dispositifs identiques à celles du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance, est prohibée l'expulsion des mêmes catégories d'étrangers, hors le cas de la procédure exceptionnelle régie par l'article 26 de l'ordonnance ; le contrôle de la légalité des semblables mesures ressortit à la compétence du juge administratif ;

(...) par ailleurs, (...) la bonne administration de la justice commande que l'exercice d'une voie de recours appropriée assure la garantie effective des droits des intéressés ; (...) toutefois, cette exigence, qui peut être satisfaite aussi bien par la juridiction judiciaire que par la juridiction administrative, ne saurait à elle seule autoriser qu'il soit porté atteinte à un principe de valeur constitutionnelle ;

(...) il résulte de tout ce qui précède que l'article 10 de la loi déferée, qui méconnaît un principe fondamental reconnu par les lois de la République réaffirmé par le préambule de la Constitution de 1946 et auquel se réfère le préambule de la Constitution de 1958, doit être déclaré contraire à la Constitution.

La fin d'une idée érodée

La petite digue de l'article 10 de la loi Joxe sur l'immigration a cédé. Il n'appartient pas au juge judiciaire d'examiner le bien-fondé de mesures administratives de reconduite à la frontière d'étrangers. Au juge administratif de continuer, et au besoin de réformer, ce que l'autorité administrative a décidé.

Les parlementaires de l'opposition poussaient bien sûr de toutes leurs forces la petite digue, seule vraie faiblesse aperçue par eux pendant les débats sur une loi et un sujet toujours susceptible de nourrir à droite passions, rancœurs, ou plus simplement de provoquer des regards en coin en direction d'un électeur réputé exagérer sur ce chapitre.

Même le premier ministre avait fini, par courtoisie — ou plus prosaïquement par perplexité — par monter sur la petite digue en agitant le petit drapeau de son propre recours au Conseil, invité à « vérifier ». Vérification faite, donc, gouvernement et majorité sont réputés s'être arrotés à tort sur ce double circuit, administratif et judiciaire. Non sans quelques intentions, mais insuffisantes pour justifier une solution que le Conseil constitutionnel paraît décidé à n'accepter que dans de rares cas, « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ».

A dire vrai, plutôt que d'un érolement d'une forme volonte du pouvoir, il faut parler du tassement sans cesse d'une idée, à laquelle la gauche elle-même ne tient pas trop, après l'avoir il y a quelques années portée au pinacle.

Cette idée — un juge judiciaire indispensable, préférable par ce que

plus rapide et peut-être plus soucieux des libertés que son homologue administratif — a mal résisté à l'expérience, tout et le contraire de tout ayant, en quelques années, été essayé dans ce domaine de reconduite d'étrangers aux frontières.

Il suffit, souligne en outre le Conseil, qu'il soit possible de faire appel au juge judiciaire dans les cas — relativement rares dans la pratique — où son intervention s'impose vraiment constitutionnellement.

La loi Joxe ainsi amputée peut désormais être promulguée. L'exercice d'exorcisme par la gauche, si

ardemment et radicalement voulu par le chef de l'Etat, de la loi Pasqua de 1986, est achevé. Quatre lois successives sur l'immigration, en huit ans, c'est beaucoup. Et bien peu. Car reste à accomplir le plus difficile, en chantier depuis tant de temps : résoudre les problèmes de l'immigration là où et quand elle en pose, combattre les fantasmes et leurs funestes conséquences. Sans insulter l'évidence ou l'avenir, ou cette Déclaration des droits de l'homme plus que jamais verbalement décriée pour cause de commémoration.

MICHEL KAJMAN.

Les réactions

« M. Gaston Fliscomier, membre du bureau politique du Parti communiste, estime que le Conseil constitutionnel — « cet organisme antidémocratique », dit-il — « a démontré toute sa malhonnêteté en tentant de réintroduire subrepticement la loi Pasqua ».

« La commission exécutive de la CFDT considère, pour sa part, que « peu importe la juridiction » auprès de laquelle l'étranger pourra faire appel. « L'essentiel, dit-elle, c'est que les pouvoirs publics prennent les moyens de préserver l'esprit de la loi votée par le Parlement. » La centrale syndicale ajoute que l'appel devant le tribunal administratif devra être suspensif ».

« Le mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MURAP) déplore la décision du Conseil constitutionnel et « demande que la situation réelle de

l'étranger puisse faire l'objet d'une décision prise en droit et en opportunité ». Il « demande également que tout recours exercé contre un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière ait un caractère suspensif ».

« Le groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) estime que la décision du conseil constitutionnel « a pour conséquence immédiate de maintenir en vigueur d'une des dispositions les plus contestables de la loi Pasqua, à savoir l'absence totale de garanties contre l'arbitraire préfectoral dans ce domaine ». Le GISTI « demande instantanément au gouvernement de déposer dès la prochaine rentrée parlementaire un nouveau projet de loi ». « Laisser les choses en l'état, dit-il, trait à l'essence de la volonté officielle par le président de la République lui-même ».

POINT DE VUE

Mourir sur un tas d'or ?

par Florence d'Harcourt
ancien député des Hauts-de-Seine

C'EST parce que je considère aujourd'hui qu'il y a non-assistance à personnes en danger que je me résous à pousser ce cri d'indignation. L'île-de-France, la cinquième de la France, la région la plus riche, doit-elle mourir d'asphyxie ?

En théorie, gouverner c'est prévoir. En pratique, à voir se comporter nos princes, c'est trop souvent se laisser prendre à la gorge et s'en sortir comme on peut. Il y a (heureusement) dans les affaires publiques un saut d'acceptabilité à partir duquel ils sont contraints d'agir. S'agissant des conditions de vie en Île-de-France, le saut est atteint. Beaucoup d'élus, de décideurs et surtout de citoyens sont d'accord sur ce point.

Un dossier aussi urgent et difficile, le premier ministre ne peut pas, à la fin des fins, ne pas lui-même s'en saisir. Ve-t-on l'aider, lui apporter des idées, examiner les siennes, discuter avec lui ? Pensez donc !

Les communistes sont contre ; ils sont contre tout. Les socialistes seraient d'accord sur le principe mais soutiendraient pas leur fait pas plaisir à tous. Quant à la droite, puisqu'elle est au pouvoir en Île-de-France depuis quinze ans, dire que tout n'y est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, c'est être de gauche et pratiquer la subversion. Et qui va monter au créneau pour elle ? MM. Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine ? Santini, maire d'Issy-les-

Moulineux et président du syndicat des élus d'Île-de-France ? Sarkozy, maire de Neuilly ? ...

Au secours, au secours ! On les égorge ! On croirait Harpagon crier qu'on lui dérobe sa cassette. Il n'exagère pas tellement ce député du Front national qui assimile bon nombre de collectivités locales à des « pompes à fric ». On en revient, comme par hasard, au financement des partis politiques et des campagnes électorales. M. Rocard, gardez-vous de troubler l'ordre établi, même si c'est un désordre.

Pendant quinze ans, j'ai tenu mes permanences d'élus des Hauts-de-Seine à Neuilly et à Puteaux et dans mon département. Les mêmes problèmes se posaient toujours à moi : comment loger les familles les plus démunies ? Comment loger les jeunes ménages ? Comment améliorer la relation logement-lieu de travail ? Comment aider à l'insertion des nombreux immigrés de ma circonscription et du département ? Je suis convaincue que, même en milieu super-urbanisé, des conditions de vie inhumaines et injustes ne relèvent pas de la fatalité. Mais il faut — c'est le moindre des choses — du courage et une volonté politique. Pourquoi les dénier d'avance à M. Michel Rocard, en l'accusant de vouloir faire main basse sur la région ?

La droite serait bien inspirée de saisir la main que tend le premier ministre à tous ceux qui sont concernés. Ce serait l'occasion de renoncer à un comportement strictement manichéen, qui ne peut que desservir l'intérêt général.

Flagrant délit de corruption à la Réunion

Le maire piège le conseiller général

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Trois cent mille francs : c'est la somme qu'un entrepreneur de transports en commun de la Réunion, par ailleurs conseiller général (divers droite) voulait offrir au maire de Saint-Denis pour obtenir le marché du transport scolaire pour des communes voisines, dont celle de Saint-André, dirigée par M. Jean-Paul Virapoulle, député (CDS), qui a lancé M. Carpey en politique.

Cette affaire rocambolesque suscite, bien évidemment, des remous dans l'île, d'autant plus que les deux hommes, le maire et le conseiller général, se connaissent depuis plusieurs années. En 1985, M. Virapoulle avait fait alliance avec M. Carpey au second tour d'une élection cantonale, et le transporteur indéniablement avait été son problème.

Déjà, on évoque dans l'île un règlement de comptes de bas étage. M. Carpey, murmure-t-on, aurait voulu ainsi payer une ancienne dette électorale à M. Virapoulle. Le maire de Saint-Denis dément formellement ces propos. L'affaire est d'autant plus étrange qu'un quotidien local, informé depuis plus d'une semaine de la transaction, avait envoyé ses journalistes se « planquer » devant la chambre des métiers où M. Carpey s'est fait prendre la main dans le sac.

ALIX DJOUX.

PROPOS ET DÉBATS

M. Rocard

« Le monde ne va pas trop mal »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui était, dimanche 30 juillet, l'invité de Pacific FM, a précisé qu'il consacrerait ses vacances, comme l'an dernier, à naviguer à la voile pendant une quinzaine de jours : « Nous avons fini les arbitrages budgétaires, cette fois-ci, a-t-il indiqué, et j'espère avoir la paix ». Interrogé sur l'éventualité d'un remaniement gouvernemental, il a répondu : « Dans trois ou quatre ans d'ici, oui, sûrement ! On a le temps. »

À propos de la rentrée sociale, M. Rocard a déclaré : « Ce que sont les marges de liberté sociales et budgétaires du gouvernement est connu. Elles sont explorées. Ce que nous pourrions faire à la rentrée est contractualisé déjà. Il n'y a pas de raison d'anticiper sur l'exécution de nos engagements. »

Selon le premier ministre, « il n'y a pas de vraie récession » de l'économie internationale et « le peu de dan-

ger qu'il y a est déjà en train d'être combattu par la banque fédérale de réserves américaine qui a décidé de baisser ses taux d'intérêt. Nous ne connaissons pas les grandes crises d'avant la seconde guerre mondiale, mais le monde ne va pas trop mal ».

Enfin, à propos des départs en vacances, le premier ministre a indiqué qu'il avait donné « des instructions très strictes à la police, à la gendarmerie, aux procureurs et aux préfets ».

M. Juppé

« Cacophonie »

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, déplore, dans une interview diffusée le 28 juillet par l'AFP, « la cacophonie », voire « le bruit verbal », qui règne parfois au sein de l'opposition. Il en veut pour preuve les réactions qui se sont exprimées en tout sens, à l'intérieur de son propre mouvement après la proposition de M. François Mitterrand d'élargir la saisine du Conseil constitutionnel : « Il a fallu que cha-

cun y aille de son petit communiqué ou de sa petite déclaration alors qu'on ne sait pas très bien ce que veut M. Mitterrand et qu'on a tout le temps devant nous pour harmoniser nos positions. »

M. Juppé estime que l'opposition devra faire davantage preuve « d'esprit d'équipe » à la rentrée, si elle veut « donner l'image d'une force organisée prête à reconquérir le pouvoir ».

M. Nallet

Pas d'impôt sécheresse

Invité de Pacific FM le 30 juillet, le ministre de l'agriculture a considéré que l'éventualité d'un impôt sécheresse « n'est pas une question d'actualité ». « Moi, je ne demanderai jamais un impôt sécheresse au gouvernement, a-t-il dit. Parce que je crois que l'impôt sécheresse de 1976 a été mal vécu par l'ensemble de la population, y compris les agriculteurs. » M. Nallet a ajouté cependant que « les agriculteurs demandent que, lorsqu'on connaît l'ampleur des dégâts, des pertes de

récolte, la solidarité nationale joue pour eux comme pour les autres ».

Le ministre de l'agriculture n'exclut pas l'éventualité de coupures d'eau. « Nous l'annoncerons suffisamment tôt à la population et nous en discuterons avec les élus », a-t-il expliqué.

M. Blot

« Pas si extrémiste que ça... »

M. Yan Blot, ancien président RPR du Club de l'Horloge, devenu député européen du Front national, appelle, dans une interview publiée le 29 juillet par le *Quotidien de Paris*, à l'union de la droite et de l'extrême droite : « Il est temps, dit-il, que l'hypocrisie cesse et que l'on s'accorde sur la nécessité de l'union. » Selon lui, le Front national « est un parti national-libéral, ni plus ni moins. Il manque peut-être à Jean-Marie Le Pen, précise-t-il, un vrai parti fascisant sur sa droite pour que l'on constate que ses thèses ne sont pas si extrémistes que ça. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

EUROPE... LE GRAND MARCHÉ INTÉRIEUR

Avec notamment des articles de : J. DELORS, C. LALUMIÈRE, H. NALLET, J. AUROUX, Ch. GOUX, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

MARRAKECH EN CONCORDE

10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

AIRCOM
93, rue de Monceau,
75008 Paris
Tél. : 45-22-86-46
Tél. : 64-37-80 F

سكتا من الحاصل

Médicaments : publicité à l'africaine

[illegible]

Société

Le Carnet du Monde

FAITS DIVERS

Vingt familles de squatters dans une HLM

Corvée d'eau à la Fontaine-au-Roi

Reins canalisés, main sur la hanche, Mme s'arrête un court instant pour reprendre son souffle. Elle réside un peu au-dessus de vingt étages en équilibre sur un toit et repart lentement. Plus que trois étages. Les petits sont déjà en haut; le plus jeune, lui, dort paisiblement sur le dos de sa mère, indifférent à la situation. Avec son boubou jaune et vert tombant sur ses épaules, Mme semble une jeune fille sortie d'une école de la vie quotidienne à Bamako, au Mali, son pays d'origine. En fait, elle habite 92, rue de la Fontaine-au-Roi dans le onzième arrondissement de Paris.

Rue de la Fontaine-au-Roi, la mal nommée, où vingt et une familles, immigrées pour la plupart, «squattent» depuis maintenant six mois une HLM de six étages entièrement neuve, mais sans eau ni électricité. Depuis qu'elles ont investi cet immeuble tout juste achevé en janvier dernier (avec le soutien d'une organisation de locataires mécontents, le Comité des mal-logés), les mères de familles maliennes, camerounaises ou maghrébines font six à sept fois par jour le trajet vers le point d'eau le plus proche. Une corvée réservée aux femmes. Allongée sur un matelas posé à même le sol, l'une d'elles montre son dos fatigué en guise de commentaire.

« Ici ? Ça va pas là... Et les enfants, quand ils sont sales, comment tu fais ? » Un agacement d'autant plus perceptible qu'il a été aiguë par certaines remarques des instituteurs sur la propreté des enfants.

Sous le coup d'une mesure d'expulsion applicable depuis le 21 mars 1989 (fin de la tradition-

nelle trêve d'été), les squatters sont à présent durablement installés dans ce qui ne devait être qu'un refuge provisoire. Ils ont posé matelas et lits en fer sur la maquette beige clair de ces appartements « trop beaux » pour eux. Dans les cuisines s'empilent jerrycans et seaux en plastique. On fait cuire le riz grâce à des bombes de gaz. Les salles de bains, inutilisables, servent à stocker l'eau dans les lavabos ou les baignoires. Le soir, on s'éclaira aux bougies. Dans chaque entrée, un interphone inusité attend des jours électriquement muets.

Si l'absence d'électricité rend la vie difficile, le problème numéro un reste celui de l'eau, véritable nerf de la guerre entre les « locataires » et l'office des HLM (OPAC), propriétaire des lieux. Sur sa demande, l'eau a été coupée trois jours après l'arrivée-surprise des familles. Celles-ci n'ont pas hésité à répliquer en assignant l'office, la Compagnie des eaux et l'EDF devant le tribunal des référés. Poursuivies, estimant que le rétablissement de l'eau serait un encouragement à d'autres occupations illicites, la justice a débouté les squatters. Elle a également décidé que, « vu l'urgence », le dossier devait être examiné à l'échelon du gouvernement. Après un début d'accord et l'ébauche d'une proposition de logement par la préfecture, le cas de la Fontaine-au-Roi s'est, semble-t-il, égaré dans quelque méandre administratif.

« On ne pourra pas laisser pourrir définitivement la situation », pré-dit un des responsables du Comité des mal-logés. « A terme, tout le monde y perd ». La préfecture

ayant notifié à l'OPAC, le 26 mai, son refus d'accueillir une expulsion qui mettrait une centaine d'enfants à la rue, c'est une vingtaine de F3 flamboyants neufs (d'une valeur de 2500 F par mètre carré environ) que l'office ne peut louer. « Le porte financier se monte à 250000 F », estime-t-on au secrétariat du directeur, M. Georges Péro.

La menace de gagner ne semble pas précéder outre mesure l'office, qui se refuse à « spéculer sur l'avenir » et à envisager une issue à cette affaire. Mais, de l'aveu même de cet organisme pourtant averse en informations, les entreprises responsables du chantier (l'immeuble n'avait pas encore été officiellement livré à l'OPAC lors de son occupation) paient depuis janvier des indemnités de retard. Quant au risque de dégradation des locaux, les responsables parisiens des HLM vont jusqu'à envisager de « reconstruire l'immeuble ».

La longue patience des mal-logés

« Pas d'expulsion sans rélogement », proclame la banderole déployée qui pend sur le bâtiment rose saumon de la Fontaine-au-Roi. Expression de la véritable revendication, celle qui sous-tend la bataille pour l'eau : être logé décemment. L'OPAC, de son côté, met en avant « les milliers d'autres dossiers urgents, normalement constitués, et qui attendent ». Le nombre de personnes à reloger « en priorité » s'élève, en effet, à environ 40 000 en région parisienne.

Les familles de squatters, elles, ne rêvent même pas de rester dans les locaux qu'elles occupent depuis six mois. Et pour cause : impossible pour ces émigrés de payer la facture dans des appartements prévus pour un équipement tout électrique. Ils ne souhaitent qu'une chose : ne pas retourner là où ils vivaient « avant ». Des taudis bien souvent au bord de l'écroulement (nombre d'entre eux sont sous le coup d'arrêts de pitié ou d'insalubrité), où six à huit personnes s'entassaient dans une même pièce. Classées « prioritaires » par l'office des HLM, les habitants de la Fontaine-au-Roi attendent de nouveaux logements depuis trois, quatre, cinq ans et plus.

Retenues dans leur HLM — on ferme soigneusement la porte à clé à chaque sortie, par peur de la police — les familles sont donc prêtes à patienter. Tout récemment encore, le secrétariat d'Etat à la famille affirmait être intervenu auprès de la préfecture pour obtenir le rétablissement de l'eau. Les habitants de la Fontaine-au-Roi ont sauté de joie. Puis ont douté. Ils n'y croient vraiment que lorsque l'eau coule dans les robinets intacts. — Pas avant quinze jours, dans le meilleur des cas, car il faudra d'abord désinfecter les tuyaux inutilisés depuis de longs mois. A moins que leur dossier ne s'enlise une fois de plus...

En attendant, les femmes africaines continuent leur corvée d'eau, rue de la Fontaine-au-Roi. Et les squatters campent toujours entre des murs crâmes et des portes vert bouteille.

JUDITH RUEFF.

A Rosteg (Bas-Rhin)

Une troisième victime après l'explosion d'un pipeline

L'explosion de l'oléoduc de Rosteg (Bas-Rhin) (*Le Monde* du 30-31 juillet) a entraîné, dimanche 30 juillet, une troisième victime : celle de Norman Hertrich, un père de famille de vingt-neuf ans. Après les gendarmes Dominique Meyer, trente-deux ans, et Marc Wolter, également âgé de trente-deux ans, le jeune homme a succombé à ses brûlures à l'hôpital Percy de Clamart, en région parisienne. Verrier et conseiller municipal de Rosteg, Norman Hertrich était, vendredi, en train de prendre des photos du brouillard de naphta qui s'échappait du pipeline lorsqu'il a été happé par les flammes et brûlé au troisième degré.

Sur place, dans le lotissement Kleinfeld, la centaine d'habitants évacués ont pu regagner leurs logements dans la journée de dimanche. Après deux jours de travaux infructueux, les ingénieurs de l'entreprise

chargée de l'exploitation de l'oléoduc, la SPLSE (Société de pipeline sud-européen), ont réussi à colmater la brèche de 10 centimètres de l'aide d'un manchon métallique. Dans l'après-midi pourtant, une nouvelle fuite, « peu importante » selon la mairie du village, a entraîné une dizaine de résidents à quitter de nouveaux logements les plus proches du lieu de l'accident. Ils ont pu réintégrer leur domicile dans la soirée.

L'explosion s'est produite après la perforation du pipeline par une dent de pelleuse alors que la réglementation prévoit l'interdiction de creuser sans autorisation à plus de 60 centimètres de profondeur sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre de l'oléoduc. L'enquête devra donc déterminer les responsabilités respectives de l'entreprise et du propriétaire du terrain en matière de demandes d'autorisation.

● Accident de parachutisme : trois morts. — Un parachutiste horticole 29 juillet pris de la Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne) par l'avion qui venait de la largeur, est décédé dimanche des suites de ses blessures à l'hôpital de Meaux. Fabrice Rabanovitz, vingt-cinq ans, demeurant à Paris, est la troisième victime de cet accident. Le pilote de l'avion et le largueur, Pascal Bastien, vingt-neuf ans, et Marc Olivette, vingt-six ans, avaient été tués sur le coup lorsque l'appareil, déséquilibré par le choc, s'était écrasé dans un champ à proximité de l'aérodrome de la Ferté-Gaucher.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 28 juillet 1989 :

DES DÉCRETS
● N° 89-520 du 27 juillet 1989 modifiant le décret n° 81-535 du 12 mai relatif au recrutement de professeurs contractuels.

● N° 89-526 du 24 juillet 1989 relatif à l'assurance volontaire vieillesse des conjoints collaborateurs des membres des professions libérales.

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 29 juillet 1989 :

DES ARRÊTÉS
● Du 7 juillet 1989 modifiant l'arrêté du 7 décembre 1987 portant application du décret n° 87-844 du 16 octobre 1987 portant création d'une aide publique à la réinsertion des travailleurs étrangers.

● Du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret n° 89-3 du

JUSTICE

Le tribunal de Paris refuse de faire saisir « les Versets sataniques »

Le tribunal de Paris, présidé par M. Jean Favard, a estimé, samedi 29 juillet, qu'il n'y avait pas lieu de faire saisir ni d'interdire les *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, comme le lui avait demandé, jeudi en référé, huit associations musulmanes et six particuliers.

Selon ces associations, l'œuvre de Salman Rushdie représentant « vis à vis de la deuxième communauté religieuse de France une atteinte grave aux convictions religieuses, ainsi qu'une offense à des valeurs sacrées », pourrait conduire à des troubles de l'ordre public.

A l'appui de son jugement, le tribunal souligne que « la lecture de ce livre fait apparaître qu'il s'agit d'un roman sans la moindre prétention historique, se caractérisant, avant tout, par un foisonnement de mots et d'images où rêves et réalités s'entremêlent constamment (...).

que la fiction y est telle qu'elle emporte tout sans laisser place au moindre sentiment de réalité (...) ». « On ne voit pas des lors, ajoute le tribunal, comment cette œuvre, aussi évidemment imaginaire, pourrait être de nature à tenir la figure du Prophète ».

De plus, soulignent les magistrats, « si certains passages des *Versets sataniques* (...) viennent à être lus par un croyant et émettent de nature à le heurter et à lui donner le sentiment d'être atteint dans sa foi, force est de constater que personne ne se trouve contraint de lire un livre ».

Cependant, dans un souci d'apaisement, le tribunal a donné acte aux éditions Bourgois de leur engagement de ne pas prendre de mesures de publicité particulières pour le roman de Salman Rushdie.

En Seine-Saint-Denis

Le meurtrier présumé de la petite Malienne a été inculpé

Manuel Pinto, dix-neuf ans, d'origine portugaise, meurtrier présumé de la petite Malienne, Aminata Fumano, cinq ans, a été inculpé d'homicide volontaire, samedi 29 juillet, par M. Joël Peniguel, juge d'instruction à Bobigny. Il devait être écroué à la prison de Fleury-Mérogis.

Manuel Pinto avait été arrêté le 27 juillet par les policiers de la brigade criminelle, à son domicile de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), dans la cité où vivait sa victime, retrouvée, trois jours plus tôt, étranglée dans un parking du quartier Basile de la ville. Le jeune Portugais avait passé des heures complètes, confondue par ses empreintes laissées sur une des feuilles des journaux qui avaient servi à recouvrir le corps de la petite fille.

La famille de la fillette, M. Djamel Fumano, ses deux épouses et leurs huit enfants, habitait dans l'immeuble récent qui surplombe le parking.

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Naissances

— Fabienne FAUR, Catherine BOURGEOIS, et Alice sont heureuses d'annoncer la naissance de

Valentin,

à Paris, le 5 juillet 1989.

80, rue de la Roquette, 75011 Paris.

Décès

Montluçon.
M^{me} Billy Dreyfus, Vézénay, Sophie, Sylvain et Emilie, Sa famille. Ses amis, font part du décès de

M. Billy DREYFUS, ancien directeur des usines Dunlop, le 24 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu, le 26 juillet 1989, au cimetière Notre-Dame, à Montluçon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

99, avenue J.-F. Kennedy, 03100 Montluçon.

— Nantes, Paris.

M^{me} Jean Fontaineau, son épouse, Le docteur et M^{me} Jacques Fontaineau, M. et M^{me} Michel Fontaineau, Le docteur Frédéric Fontaineau, Thierry Fontaineau et Maruschka Deimann, Jean-Marie Fontaineau, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Xavier Leclainche, sa sœur, Aiment que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean FONTINEAU, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, ancien conseiller général de Loire-Atlantique, survenu à Nantes, le 28 juillet 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie sera célébrée, le mardi 1^{er} août, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas de Nantes.

22, boulevard Gabriel-Guin'haas, 44000 Nantes, 107, rue de Sévres, 75006 Paris.

— Bouvencourt-sur-Bresle.

M. A. Keivan, son neveu, Francis Keivan, Valérie Keivan, ses petits-enfants, M. et M^{me} A. Favel et leurs enfants, M. Georges Lévy, ses cousins germains, M. et M^{me} B. Wabie et leurs enfants, Les familles J. Delabie, Croblet, Belloc, Fafet, Lottelier, M^{me} Jacqueline Cottrelle, M. Gérard Laurent, M^{me} Christiane Leclercq. Ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcelle DELABIE, née Herbelin, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, ancien député, ancien sénateur, conseiller général honoraire, ancien maire, président de l'ACVSC, survenue le 29 juillet 1989, à Amiens, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées ce mardi 1^{er} août, à 15 h 30, en l'église de Bouvencourt-sur-Bresle, sa paroisse, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Picardie, 80117 Bouvencourt-sur-Bresle.

— Ponchon.

Le docteur Micheline Sudaika, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jean SUDAIKA, survenue, le 26 juillet 1989, dans sa soixante-troisième année.

La Gravelle, Ponchon, 60430 Noailles.

Anniversaires

— Le 1^{er} août 1988,

Dominique PUJADE-LAURAIN, née Dominique Pélissier, nous quitte.

Elle reste vivante pour tous ceux qui l'ont aimée, ont partagé sa joie de vivre et son enthousiasme.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauré (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Veruet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 38-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM
Imprimerie de « Le Monde »
7, rue de Montparnasse
PARIS 14

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Régistrement sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 806 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سنة 1410 هـ

Sports

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Allemagne

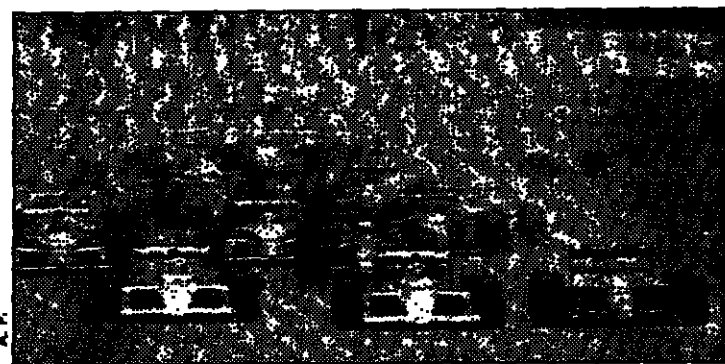
Prost « regonflé »

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté avec le succès, dimanche 30 juillet à Hockenheim, en devant son coéquipier Alain Prost, doublé à deux tours de l'arrivée du Grand Prix d'Allemagne de formule 1 automobile. Le Britannique Nigel Mansell (Ferrari) a pris la troisième place à 1 min 23 s et l'italien Riccardo Patrese (Williams-Renault) la quatrième à un tour. Au classement du championnat du monde des conducteurs, Alain Prost précède Ayrton Senna de 17 points.

HOCKENHEIM
de notre envoyé spécial

La formule 1 automobile, sport de grande rigueur technique et de gros budgets, cultive parfois le paradoxe. La République fédérale d'Allemagne, première puissance économique européenne, n'est pas cette année représentée dans son grand prix de formule 1. Mercedes, retirée après la catastrophe du Mans en 1955, vient de renouer avec la compétition mais dans les courses de sport-prototypes. Après le premier titre mondial remporté par un moteur turbo avec Brabham et Nelson Piquet en 1983, BMW a abandonné la formule 1 quatre ans plus tard. Enfin, Porsche, couronnée avec McLaren en 1984 (Niki Lauda), 1985 et 1986 (Alain Prost), prépare un nouveau moteur V 10 de 3,5 litres mais réclame un vain quel que 100 millions de deutschemarks (340 millions de francs) pour la fournir à une équipe.

Malgré l'absence des géants de son industrie automobile, la RFA figure encore modestement en formule 1 avec deux équipes et trois pilotes : Zakpote, motorisée par Yamaha, avec Bernd Schneider et le japonais Aguri Suzuki, et Rial, motorisée par Ford, avec Christian Danner et Volker Weidert. Hélas ! les deux premières voitures n'avaient pas, comme depuis le début de la saison, franchi le cap des pré-qualifications du vendredi 28 juillet



Alain Prost s'est incliné devant Ayrton Senna à Hockenheim mais reste en tête du classement du championnat du monde des pilotes.

et les deux autres celui des qualifications du lendemain.

Quatre-vingt mille spectateurs avaient néanmoins pris place dimanche dans l'immense stadium bâti autour des stands et de la partie sinuée du circuit. L'essentiel de ce dernier, composé de deux longues lignes droites en forêt où les meilleures monoplaces dépassent les 320 kilomètres à l'heure malgré deux chicanes artificielles destinées à les freiner, est interdit au public depuis l'accident mortel de Jim Clark en 1968.

Sur ce circuit à deux vitesses « bien délimitées, les McLaren ne pouvaient, en fait, être inquiétées. Grâce à leur finesse aérodynamique et à une nouvelle évolution depuis le Grand Prix de Grande-Bretagne, leur très performant moteur V 10 Honda leur permettait d'être les plus rapides en ligne droite malgré des allers-retours plus incertains afin d'assurer ensuite une meilleure adhérence dans la partie sinuée.

La « dramatisation » du duel entre Alain Prost et Ayrton Senna, coéquipiers devenus ennemis, n'était sans doute pas étrangère au succès de ce grand prix. En poussant le Français à quitter McLaren, le Brésilien pensait avoir pris un avantage psychologique déterminant. Or quatre abandons consécutifs à Phoenix (problèmes électroniques), à Montréal (moteur), à Castellet (différentiel cassé lors du second départ)

et à Silverstone (sortie de piste après un passage de vitesse raté), survenant après celui de la première course à Rio-de-Janeiro (accrochage au départ avec Gerhard Berger), avaient relégué Prost à vingt points de son rival au classement du championnat du monde.

La pression
a changé de camp

Le règlement du championnat, qui ne retient en fin de saison que les deux meilleurs résultats de chaque pilote dans les seize courses, peut encore permettre au Brésilien, qui compte quatre victoires, de terminer avec onze succès. Mais il n'a plus droit au moindre faux-pas face à un adversaire aussi impressionnant de régularité que le Français (trois victoires et quatre deuxième places en neuf courses).

Entre Senna, condamné au succès, et Prost, libéré par sa décision et conforté par son avance, la pression a brutalement changé de camp. Avec une joie de conduire retrouvée, le Français laissait entendre à Hockenheim que l'hypothèse d'une année sabbatique pour préparer sa propre équipe ou son retour chez McLaren en 1991 s'éloignait. L'ingénieur John Barnard, avec lequel il envisageait de faire équipe, serait d'ailleurs en négociation avec l'écurie Benetton-Ford pour la saison prochaine.

La sérénité affichée par Alain Prost contraste désormais avec la fébrilité manifestée en plusieurs occasions par Ayrton Senna. A Silverstone, le Brésilien avait risqué l'accrochage au premier virage avec son coéquipier mieux parti que lui. Aux essais d'Hockenheim, il a réussi le meilleur temps pour la trentième fois de sa carrière, mais il avait, le vendredi, sérieusement endommagé son véhicule par une faute qui aurait pu avoir de plus graves conséquences. « J'ai commis un erreur, reconnaissait-il. J'ai mis la roue gauche sur une bordure lors d'un freinage et ma voiture a pivoté. Une erreur stupide. Le choc a été violent. »

Le Brésilien avait heureusement retrouvé son sang-froid et toute sa concentration pour la course. Parti en tête, il n'a cédé le commandement au Français qu'à la suite d'un arrêt un peu trop prolongé (22 s) pour son changement de pneus au dix-neuvième tour. Un mécanicien avait voulu vérifier que la sécurité qui bloque sa roue arrière droite était bien fixée.

Contraint de chasser à son tour derrière Prost, Senna était revenu de quatre à une seconde lorsqu'il le doublait un peu trop facilement en pleine ligne droite. « J'avais passé ma sixième vitesse lorsqu'elle a sauté dans la ligne droite, expliquait le Français. J'ai dû finir en troisième et en quatrième. »

Aurait-il résisté au retour de Senna sans cet incident mécanique ? « C'est plus facile de revenir sur un adversaire qui vous précède de très peu, répondait-il. On bénéficie de ses repères pour les freinages et de son aspiration en ligne droite mais les turbulences créées par les roues qui précèdent rendent les dépassements difficiles à réaliser. Je suis bien placé pour le savoir puisque je suis resté vingt tours derrière lui et là il ne me restait plus que deux tours à couvrir. »

Grâce à cette victoire, Ayrton Senna a donc préservé ses chances de conserver son titre mondial. Mais la suite de la compétition apparaît toujours à un compte à rebours qui ne lui autorise plus le moindre échec.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : la refonte du Racing

Les nouveaux pauvres

Le Racing Paris 1 s'est incliné à Bordeaux (4-0), samedi 29 juillet, lors de la seconde journée du championnat de France de football. Cette équipe, qui a pris le relais du Matra Racing, a perdu ses vedettes, ses ambitions et son argent. Une véritable métamorphose.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« Numéro 2 : Dangbeto... Numéro 3 : Rochard... Numéro 9 : Lila... » La voix du speaker résonne dans le stade municipal de Bordeaux. Le ton est clair, les mots bien articulés. Mais le public a beau tendre l'oreille, il ne reconnaît pas un seul de ces noms. Une lecture de l'annuaire aux pages « Dupont-Durand » produirait le même effet. Il y a quelques mois, pourtant, d'autres joueurs parisiens venaient de même s'asseoir sur les bancs de la pelouse girondine. Ils avaient des noms connus, prestigieux. Des vedettes. Aujourd'hui, le Matra Racing a cédé sa place au Racing Paris 1 et à de nouveaux joueurs, pour la plupart jeunes et inconnus. Plus qu'un simple changement patrimonial, c'est une véritable métamorphose. Jadis riche et ambitieux, il est désormais rentré dans le rang avec des moyens et des ambitions limités.

Le processus de cette métamorphose a été déclenché le 6 avril 1989 par M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra (Le Monde des 31 mars et 8 avril). Il annonce alors son intention de se retirer du football, mettant ainsi un terme à sept années d'investissements infructueux. Mais qui vont devenir les joueurs et, surtout, qui va reprendre la place laissée libre en première division ? Après plus de deux mois d'incertitudes et de rumeurs, M. Jean-Luc Lagardère dévoile ses intentions (Le Monde du 24 juin) : l'équipe s'engagera bien dans le championnat 1989-1990, mais sous le nom de RP 1 (Racing Paris 1). Les objectifs et le budget du club sont revus à la baisse.

Un budget
de 40 millions de francs

C'est ce RP 1 qui a donc débuté le championnat, samedi 22 juillet à Paris, contre Monaco (0-0) et s'est déplacé à Bordeaux (4-0), samedi 29. Mais la situation du club ne s'en trouve pas éclaircie pour autant et le public se pose toujours bien des questions à son propos.

M. Jean-Luc Lagardère a-t-il oui ou non quitté le football ? L'entrepreneur Matra s'est retiré, mais pas M. Lagardère. La nuance est importante. Il liquide simplement son fonds de commerce. Il assiste aux matches à Paris mais n'intervient pratiquement plus dans la vie du club, laissant à M. Jean-Louis Plette, son homme de confiance pour les choses du ballon, le soin de gérer le RP 1. Tout arrêté à la fin de la dernière saison lui aurait sans doute coûté beaucoup plus cher que de continuer au moins une année supplémentaire. Il aurait dû payer de très lourdes indemnités de licenciement à des joueurs réputés les mieux payés du pays. Des dépenses qui seraient venues s'ajouter à celles (80 millions de francs par an), déjà consenties pour tenter de bâtir un grand club.

Mieux valait donc continuer. Avec quels moyens ? En vendant certains joueurs encore sous contrat. Plusieurs éléments de valeur, donc généreusement rémunérés, sont partis : Jean-Luc Dogon à Bordeaux, Vincent Guérin à Montpellier... Et les dirigeants parisiens sont sur le

point de transférer l'Uruguayen Enzo Francescoli à l'Olympique de Marseille pour 22 millions de francs. L'argent récolté sur l'ensemble de ces opérations permettra de vivre cette saison sur la base d'un budget de 40 millions de francs, soit l'équivalent d'Anaxaro ou de Mulhouse.

Le RP 1 envisage aussi de s'associer à différents sponsors. Une démarche impensable du temps de Matra, lorsque le club dépendait uniquement de l'entreprise. Quant aux dépenses de fonctionnement, elles ont été ramenées au strict minimum. L'équipe ne voyage plus en avion spécial mais sur les vols réguliers. Le siège du club va bientôt quitter les luxueux locaux de l'avenue Hoche pour des bureaux plus modestes. Trois permanents assureront l'administration et les deux bénévoles d'accueil ne sont que des intérimaires ! « Nous sommes devenus un club normal », explique Jean-Louis Plette. C'est ainsi que nous allons demander des subventions à la Mairie de Paris pour l'an prochain.

Sur le plan sportif, la même humilité a prévalu. Seuls le défenseur central portugais Luis Fernando Sobrinho (Setubal) et l'arrière latéral Jean-Pierre Bado (Strasbourg) ont été engagés. Faut-il dire, le nouvel entraîneur, le Polonais Henryk Kasprzak, s'est contenté de quelques anciens (le gardien Pascal Ometta ou le milieu de terrain Alain Ben Mabrouk) et de jeunes joueurs issus du centre de formation (Dangbeto, Lima...). Tous soulignent l'ambivalence de l'ambiance au sein du groupe. Il reste simplement à l'équipe d'acquiescer à la rigueur défensive indispensable à ce niveau. Une tâche bien délicate si l'on se réfère à la piètre prestation de la défense face aux Girondins.

Le maintien en première division est donc loin d'être assuré et, au-delà de la fin de ce championnat, les intentions de M. Jean-Luc Lagardère demeurent très floues. Mais pour les jeunes joueurs, l'occasion est unique de se mettre en valeur ou, parfois, d'arrondir leurs fins de mois. Ainsi Philippe Rochard, vingt et un ans, qui n'avait jamais joué à un tel niveau : « Je suis un homme, qui n'est pas professionnel, pointe à l'ANPE et reçoit 1 200 F par mois des ASSÉDIC — doublant pratiquement ses revenus mensuels le jour du premier sacre du RP 1. Une prime de 2 000 F (multipliée par quatre en fin de saison si l'équipe se maintient) est, en effet, attribuée à chaque joueur en cas de victoire. Malgré ses évidentes qualités, les dirigeants n'envisagent toujours pas de lui faire signer un contrat. Le temps du luxe est bien révolu.

PHILIPPE BROUSSARD.

ATHLÉTISME

Sotomayor
saute plus haut

Le Cubain Javier Sotomayor, vingt et un ans, a battu son propre record du monde de saut en hauteur en franchissant 2,44 mètres, samedi 29 juillet, lors des championnats d'Amérique des Caraïbes disputés à San-Juan (Porto-Rico). Le doute avait initialement plané sur cette performance après une confusion entre le système métrique reconnu par la Fédération internationale (FIAA) et la mesure anglo-saxonne (en pieds). Mais finalement le record a bien été homologué. Le Cubain, privé de la consécration olympique en raison du boycottage par son pays des Jeux de Séoul, a reporté tous ses espoirs sur les Jeux olympiques de 1992 à Barcelone.

VOILE : la course du « Figaro »

Le sommeil en veilleuse

Laurent Cordelle a remporté la première étape Perros-Guirec (Côtes-du-Nord)-Dublin de la course en solitaire du Figaro. Samedi 31 juillet, les vingt-six half-tonners (des monocotes de 9 mètres) devaient quitter le port irlandais pour Lorient, terme de la deuxième étape, avant de rejoindre l'Espagne puis la Tunisie-sur-Mer (Morillon) le 15 août. Au total, ce sont près de 1 500 milles nautiques que les vingt-six concurrents doivent parcourir pendant trois semaines. La veille s'impose, sans négliger le repos minimum. Un compromis difficile à gérer.

DUBLIN
de notre envoyé spécial

Sagement alignés au pied du Club House du port de Dun-Laoghaire, les vingt-six voiliers de la course du Figaro ne semblent pas avoir trop souffert de leur première traversée de la Manche. Le vent, capricieux, n'a soufflé que moyennement, laissant aux skippers une grande liberté de manœuvre pour éviter les « cailloux » de la pointe ouest de l'Angleterre, comme les bancs de sable qui précèdent le mouillage irlandais.

Sur les pontons, quelques marins rasés de près pient des voiles et préparent le ravitaillement de la prochaine étape.

L'ambiance est familiale pour cette seconde journée de repos sous la tour où James Joyce imagine Ulysse. Les navigateurs parlent de leur voyage, racontent leurs petites traversées et leurs moments de plaisir. Le sirène du ferry-boat n'interrompt même pas les conversations. Après plus de soixante heures de solitude, les marins éprouvent le besoin de se confier.

« Les journées sont longues, mais les nuits ne sont pas faciles à gérer », explique Alain Pottier, maître à bord d'El Aquilote. Ce grand gaillard, âgé de trente-deux ans, sportif de haut niveau et salarié de Télédiffusion de France, évoque les deux nuits qu'il vient de passer en mer. « C'est le moment que l'on attend, car la journée de jour permet de changer la voiture sans que les concurrents proches s'en aperçoivent ». Mais il précise aussi que « c'est dans la nuit qu'il faut être le plus attentif ».

La crainte des cargos, nombreux en Manche, à proximité des côtes et de leurs radars, ne l'empêche pas de dormir. Il ferme les yeux un quart d'heure, jette un coup d'œil au gréement puis tente à nouveau

d'oublier l'environnement. « Ce n'est pas vraiment du sommeil, mais cela permet de reprendre un peu de forces », assure le navigateur. Une recette pour garder la forme sans que le bateau soit trop longtemps livré à lui-même. Une méthode sur laquelle compte Alain Pottier, portier sur voilier tricolore à la victoire.

Alain Gauthier, qui, à bord du Concord, a précédé de quelques minutes à Dublin, occupe ses nuits de la même façon. Il dort par tranches de vingt minutes à l'intérieur de la cabine ou dans le fond du cockpit. Comme Alain Pottier, il assure les services d'un réveil pour rythmer ses moments de repos. Laurent Cordelle, lui, joue les originaux dans le milieu. « Je dois être le seul concurrent à me laisser aller complètement au sommeil », avoue-t-il.

Quand le soleil se couche et que les conditions météorologiques sont bonnes, Laurent Cordelle dort profondément. C'est du moins ce qu'il affirme. Il prend toutefois quelques précautions. La première, extrêmement importante pour ce marin aussi superstitieux que tous les bateaux de mer, consiste à « flatter » le navire : « Je caresse le bord puis le pilote automatique en lui disant qu'il barre aussi bien que moi. »

Deuxième règle pour Laurent Cordelle : ne pas rentrer dans la cabine, mais dormir sur le pont dans les filières, à un endroit où « on sent tout ce qui se passe autour ». Ces deux précautions prises, l'homme s'abandonne. « L'autre nuit, je me suis couché vers 9 heures et réveillé à minuit, car la grande voile, légèrement déformée, faisait un bruit anormal », raconte le skipper. A quarante-deux ans, il prétend avoir une longue pratique de la maîtrise du sommeil. « Je dors, souvent je rêve, parfois même je me réveille en sursaut. Je m'imagine à bord d'un planeur ! Mais, en tout cas, je récupère des efforts de la journée. »

Fier de ce système qu'il pratique sur toutes les épreuves, Laurent Cordelle assure pouvoir « durer sur mer très très longtemps de cette façon ». Lors de l'arrivée près des côtes irlandaises, il a su se montrer le meilleur parmi les quatre monocotes qui naviguaient en tête de la course. Résultat d'un repos salvateur ou habileté tactique d'un vieux renard « professionnel du bateau depuis l'école primaire » ? L'ancien champion de Marc Boin pour le défi de l'Amérique se garde de répondre. La course ne fait que commencer. Il sait qu'il n'est pas seul à nourrir les plus hautes ambitions.

SERGE BOLLOCH.

MOTOCYCLISME : les Huit Heures de Suzuka

Sarron endure au Japon

Les Français Dominique Sarron et Alex Vieira (Honda) ont remporté, dimanche 30 juillet, les Huit Heures de Suzuka, la course de moto la plus populaire du Japon.

SUZUKA
de notre envoyé spécial

Par les quelque 160 000 spectateurs qu'elle attire et sa retransmission télévisée, l'épreuve des Huit Heures de Suzuka — un circuit qui appartient à Honda — est de loin la plus importante pour les motards japonais. Les quatre constructeurs nippons (Honda, Suzuki, Yamaha et Kawasaki) engagent les meilleurs pilotes internationaux de Grande Prix de vitesse et les lancent pour l'occasion dans une course d'endurance qui se transforme bien vite en un sprint de huit heures, achevé

cette année à 148 km/h de moyenne !

Une nouvelle défaite de Honda après deux victoires consécutives de Yamaha en 1987 et 1988 ont été très amèrement ressenties chez le premier constructeur mondial. Le circuit a été construit par ses soins en 1962, à côté de la plus importante des usines de la marque, sur la côte, à 200 kilomètres au sud-est de Tokyo. La piste ne sert plus aux essais de nouveaux modèles. Honda s'est, depuis, bâti un circuit spécial à Tokyo, mais Suzuka a été aménagée pour les courses moto au sein. Le visiteur y trouve des hôtels, des campings, une école de conduite et surtout un immense parc de loisirs à la Walt Disney, Hondaland, basé à Motopia, qui ne reçoit pas moins de trois millions de visiteurs par an.

Mais le circuit, où des courses ont lieu chaque fin de semaine, reste l'attraction principale avec en particulier, deux temps forts : les grands

prix moto cyclistes et ceux de formule 1 en automobile. Quant aux Huit Heures, elles sont ici la moto que le Mans a été à la plus belle époque de la voiture : une gigantesque fête, où la foule, aussi dense que dans le métro, provoque des embouteillages monstres. Les collines entourant le circuit sont noires de jeunes motards de vingt ans venus des quatre îles du pays la veille ou l'avant-veille, ayant dormi ça et là, et patientant des heures aux portes des hôtels pour un autographe de leurs idoles.

Le samedi précédant la grande course, les meilleurs japonais se défient dans une épreuve de quatre heures, multipliant les glissades, les « tout droit » et les accidents stupides.

Le lendemain, les grands s'affrontent dans la chaise longue de l'est japonais. Ce dimanche, au cœur du royaume de la moto, la chance a souri à deux pilotes français.

ERIC LE BOUCHER.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX D'ALLEMAGNE

DE FORMULE 1

A HOCKENHEIM

1. Ayrton Senna (Bré./Marlboro McLaren Honda), les 305,865 km en 1 h 21 min 43 s 302 ; 2. Alain Prost (Fra./Marlboro McLaren Honda), à 18 s 151 ; 3. Nigel Mansell (G.-B./Ferrari), à 1 min 23 s 254 ; 4. Riccardo Patrese (Ita./Williams-Renault), à 1 tour ; 5. Nelson Piquet (Bré./Camel Lotus Judd), à 1 tour.

Classement du monde des conducteurs

1. Alain Prost (Fra.), 53 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 36 ; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 25 ; 4. Nigel Mansell (G.-B.), 25 ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 13.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIÈRE DIVISION

(deuxième journée)
Lyon b. Toulouse 3-0
Marseille b. Nantes 1-0
Amiens b. Nice 1-0
Mulhouse b. Montpellier 2-0
Paris-SG b. Metz 1-0

Automobilisme

GRAND PRIX D'ALLEMAGNE

DE FORMULE 1

A HOCKENHEIM

1. Ayrton Senna (Bré./Marlboro McLaren Honda), les 305,865 km en 1 h 21 min 43 s 302 ; 2. Alain Prost (Fra./Marlboro McLaren Honda), à 18 s 151 ; 3. Nigel Mansell (G.-B./Ferrari), à 1 min 23 s 254 ; 4. Riccardo Patrese (Ita./Williams-Renault), à 1 tour ; 5. Nelson Piquet (Bré./Camel Lotus Judd), à 1 tour.

Classement du monde des conducteurs

1. Alain Prost (Fra.), 53 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 36 ; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 25 ; 4. Nigel Mansell (G.-B.), 25 ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 13.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIÈRE DIVISION

(deuxième journée)
Lyon b. Toulouse 3-0
Marseille b. Nantes 1-0
Amiens b. Nice 1-0
Mulhouse b. Montpellier 2-0
Paris-SG b. Metz 1-0

1. Nancy b. Auxerre 3-0
Bastia b. Amiens 1-0
Nîmes b. Reims 1-0
Olympique b. Martigny 2-2
Red Star b. Montceau 1-0
Grenoble b. Dijon 1-0
Chamois b. Avignon 1-1
Grenoble b. Strasbourg 0-0
Lorient b. Auxerre 1-0
Le Havre b. Abbeville 1-0
Lens b. Creteil 1-0
Saint-Etienne b. Dunkerque 1-0
Valenciennes b. Guingamp 1-0
Rennes b. Rennes 1-0
Tours b. Quimper 1-1
Lorient b. Niort 1-0
Laval b. La Roche-Yvon 1-0
Beauvais b. Angers 2-1

Culture

FESTIVAL D'AVIGNON

« Des clowns », de Mario Gonzales

Hors piste

**Sans filet
ni trompettes,
trois gladiateurs
dans des exercices
de style et de cœur
au charme fragile.**

Voilà venir le temps des clowns. Ils sont trois, solitaires et solidaires. Difficile d'enfermer dans des mots un spectacle dont la règle d'or est la liberté, l'improvisation, avec sa part de risque. Tout dépend de l'impalpable alchimie qui s'opère, ou non, entre le public, le hasard et ces trois clowns lâchés sous les projecteurs par leur metteur en scène, Mario Gonzales. En l'état, ces exercices de style méritent qu'on s'y arrête, mais le spectacle aurait mieux trouvé sa place en plein air, programmé, en guise de « petite forme », ce qui n'a rien de péjoratif, plutôt qu'un plat de résistance.

Pour tout décor : des rideaux. Pour tout accessoires : un nez rouge, un large pantalon soutenu par des bretelles et un maillot aux rayures marines. Le spectacle, *Des clowns*, musardé de manière délicate. Pas de grand motif, mais une broderie sur l'espace et l'instinct, réalisée par trois compères, deux grands, un petit ; un rêveur, un pragmatique, une mauvaise tête : Vincent Rouche, Normand Fautoux et Marc Proulx. Ils se catapultent en scène l'air de rien, on l'air de quelque chose ; mais de toute manière, il y a toujours

anguille sous roche. Ils la dénichent peu à peu, comme on chasse le shark chez Lewis Carroll, cherchant un sens qui reste encore et toujours à conquérir, avec plaisir et désarroi.

Ils ne jouent pas, ils sont tout entiers dans chaque geste, dans leurs trouvailles et leurs déroutés. Hébertés, hagards ou affairés. Qu'ils pointent le doigt, et c'est leur corps tout entier qui est entraîné par leur mouvement. Tout prêt à conséquence avec ces clowns : en une seconde, ils font des galipettes d'acrobatas chevronnés ; ils sont encore chanteurs, rompus à l'art du canon ; parfois, ils parlent : « Je suis une mouette, dit l'un d'eux... non, je suis un acteur... non je suis un traqueur ». Il bat l'air de ses mains désespérées, et cette dérisoire monnaie tochékovienne, au nez rouge, atteint un tragique violent. Le spectacle est réglé comme un match de ping-pong, il y a dans l'air un je ne sais quoi de jazzy, d'improvisé, une joie loin du rire facile.

Tous les jours, dès dix heures du matin, les trois comédiens travaillent avec Mario Gonzales : discussions, puis échauffement, improvisations. Tous les soirs, la lumière (Marc Demey) improvise avec eux et leur fait signe, une heure et quart plus tard, que c'est fini, qu'il va leur falloir mourir... De la mort du clown de leurs premiers souvenirs, celui qui n'a pas peur de mourir en piste, on est moins sûr d'atteindre d'un cancer, entrevu dans un mauvais

film qui lorsque tout lui devenait trop dur mettait un nez rouge. « Nous aussi, notre temps est compté en scène. » Ils sont trois Canadiens dont deux Québécois ; ils ont rencontré Mario Gonzales il y a une dizaine d'années.

L'enfant et l'animal

Qu'est-ce qui fait courir depuis vingt ans ce petit homme brun, né au Guatemala, débarqué en France en 1967, qui, après avoir vécu pendant huit ans l'aventure du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, navigue depuis en solitaire, comédien chez Benoît Besson, Jérôme Savary ou Alfredo Arias, enseignant dans les écoles nationales, de Paris à Montréal ou Bruxelles. Il raconte, avec l'émotion à fleur de voix : « Des clowns n'est pas un spectacle de plus, mais un événement qui changera nos vies. Si le théâtre n'est pas un événement existentiel, alors je ne demande à quoi il sert. » Sur le même ton, il ajoute : « Il ne faut pas se prendre au sérieux. Le clown, c'est l'humour, la distance, un personnage toujours en décalage, un peu décentré... Il a le nez rouge du potvrot, le nez de quelqu'un qui décolle pour éviter le côté terrible de la vie. Je viens d'un pays très misérable et pauvre où les Indiens boivent à longueur de journées, et où l'état leur donne tous les moyens de boire, l'alcool est bon marché. Pour moi, le clown est lié à la misère... les clowns sont des gens sacrés. »

Mes personnages les plus beaux, je les ai trouvés en regardant ces pauvres paumés... Je vis enfin un rôle qui devient réalité. Quand je travaillais avec Ariane Mnouchkine, son spectacle les Clowns, elle nous disait : ne bougez pas, quelque chose va se passer, et rien ne s'est jamais passé. Ces années avec elle ont été difficiles et riches, elle m'a beaucoup donné, moi aussi... Elle m'a transmis son rêve.

« Ce spectacle est né d'une grande contrariété. Nous avions décidé d'en parler, et de refaire le monde, depuis le Big Bang. Après trois semaines de travail, j'ai senti que les plus beaux moments étaient ceux où l'on ne racontait rien, sauf le simple fait d'être vrai en scène. J'aimerais qu'on retrouve l'enfance et l'animal qui est en nous. »

Mario Gonzales vient de fonder sa compagnie. Il reprend *Des clowns* la saison prochaine, rêve de monter *En attendant Godot* - il a demandé les droits à Beckett - et sourit à l'évocation des clochards métaphysiques : « Je suis certain que monsieur Beckett est beaucoup plus concret, beaucoup plus charnel qu'on ne le pense d'ordinaire. C'est peut-être prétentieux à dire, mais je le sens comme ça. » Mario Gonzales dit : « Monsieur » Beckett : il est resté un enfant, et un idéaliste hors piste qui tente le rire contre les larmes.

ODILE QUIROT.

* Chapelle des Pénitents blancs, à 22 heures.

« Dead dreams of monochrome men » par le DV 8 Physical Theatre

Daniel Larrieu continue, au fil de sa « carte blanche », à saper tranquillement les frontières de la danse et à élargir nos horizons. Après les films du groupe Dunes, la varappe de Roc in Lichen, et les déplacements d'objets d'ALIS, voici, avec les Anglais DV 8 Physical Theatre, la danse éternelle du désir.

Une très faible lumière fait émerger de la nuit quatre hommes, assis sur le sol. Ils s'écartent lentement. On commence à discerner le décor : deux murs, sur l'un d'eux une silhouette d'homme dessinée à la craie ; à gauche, un grand miroir devant lequel est posé une baignoire. Les hommes sont en vêtements quotidiens, pantalons et chemises sombres. Ils s'accroissent, se relèvent, plient et déplient les bras, on dirait quelque rituel préparatoire. Ce préambule fait penser aux convulsions ralenties du groupe Sankai Juku.

Une attente moite

Soudain, éclatent des lumières de boîte de nuit, des éclairages bleus et roses. Les hommes s'adossent au mur, dans une attente moite, immobile. Le ballet de la drague commence par des regards. Une main se pose sur une hanche, une autre caresse une épaule. Image forte : le caressé s'esquive, le caressant n'a plus sous les doigts que la silhouette à la craie, la dérision, la solitude.

Désabillages - qui s'arrêtent au slip. Ebauches de rapports sadomaso. Yeux bandés avec un débandeur, Chaussure posée sur un visage.

Un presque nu tire au centre de la scène une petite commode, grimpe dessus et prend des poses dans un rayon de lumière crue. Les autres tournent autour, l'un d'eux, pantalon baissé entravant ses chevilles. L'homme-silhouette descend de son socle, allume une cigarette et nous parle d'une voix trop douce pour être comprise.

Explosion d'une musique rock. Danse, comme on peut en voir dans n'importe quelle boîte de nuit. Silence brutal. L'un grimpe sur le mur et joue à se laisser tomber dans les bras de l'autre en montant de plus en plus haut. C'est la seule note d'humour, très fugitive. A part un échange de slips, un peu ridicule. Séquence sportive : sauts, roulades, prises de catch. Long baiser.

A partir de là, il y a des poses de descente de croix, des corps affalés sur le sol, sans mouvement. Est-ce l'épuisement du plaisir, est-ce la mort ? On traîne d'apparents cadavres, on les manipule, on en dépose un dans la baignoire, on en prend un par les pieds. Musique lugubre de film d'épouvante. Le quatrième homme, le seul resté habillé (le meurtrier ? Il paraît que DV 8 s'inspire d'un fait divers) allume un transistor et médite. Spectacle étrange, qui fait de nous des voyeurs un peu mal à l'aise et auquel il manque, malgré son climat oppressant, une poésie, une tension dramatique, pour être captivant.

SYLVIE DE NUSSAC.

* Salle Benoit XII A 21 h 30, jusqu'au 1^{er} août.

Mécènes et soutiens



« Lecture » d'Alain Cuny organisée sous le patronage de la SACD au cloître du Palais-Vieux

Parmi les soutiens du Festival, en dehors des dispensateurs de subventions et des sponsors, on compte des partenaires publics ou semi-privés, qui ne financent pas directement les programmes mais y participent. France Culture, installé du début à la fin du Festival dans un bel hôtel transformé en bureaux et studios informe ses auditeurs au jour le jour, fabrique des émissions avec les enregistrements de spectacles - en particulier musicaux - et des lectures originales, organisées par la station elle-même.

La SACD, Société des auteurs et compositeurs dramatiques, organise également des lectures, choisies et interprétées par de grands comédiens, pendant une semaine, sous le titre *Texte Nu*, et sous la direction de Jean-Claude Carrière. Pour l'attrait des vedettes, et le confort de l'écouter, de se laisser personnellement séduire en fin de parcours par des histoires pas forcément faciles, Alain Cuny y est en quelque sorte sociétaire. Sa voix de prophète tonne et envoûte. Il fait merveille à la rituelle conférence de presse du matin.

Partie prenante du Festival

D'autant plus, cette année, qu'il a été décidé à la fin de l'été d'aider à monter des productions, à trouver des circuits de diffusion. C'est particulièrement ardu, et utile dans le domaine de l'audiovisuel. Car, ce n'est un secret pour personne, mais on ne le répète jamais assez, les chaînes sont toutes-puissantes dans la production cinématographique, et ne sont pas, pour le cinéma comme pour elles-mêmes, des foudres d'audace.

redrevent sur les cassettes vierges. La but de la Fondation est « d'aider la création contemporaine (forcément) dans les domaines du théâtre, de la musique, de la danse, de l'audiovisuel ». Par nature, elle est donc partie prenante au Festival d'Avignon. Elle a aidé pour sa première année Catherine Anne (Éclats), Valère Novarina (*Vous qui habitez le temps*), Louis-Charles Sirjacq (*Le Pays des éléphants*), le chorégraphe Hervé Disenès, l'un de ceux que Daniel Larrieu a choisis, dans sa « Carte blanche ».

Une aide en amont

La Fondation Beaumarchais ne se cantonne pas au Festival d'Avignon, et Festival ou non, procède de la même manière. Elle ne reçoit pas directement les projets, parrainés par une personnalité confirmée. Les artistes susceptibles d'être aidés ne sont généralement pas des débutants. Leur projet est examiné par un comité d'orientation dont les membres sont renouvelables par moitié chaque année.

L'aide se manifeste en amont de la production, c'est son intérêt et son originalité. En fin de course, la Fondation s'efforce d'aider à monter des productions, à trouver des circuits de diffusion. C'est particulièrement ardu, et utile dans le domaine de l'audiovisuel. Car, ce n'est un secret pour personne, mais on ne le répète jamais assez, les chaînes sont toutes-puissantes dans la production cinématographique, et ne sont pas, pour le cinéma comme pour elles-mêmes, des foudres d'audace.

COLETTE GODARD.

MUSIQUES

Un rocker soviétique à la conquête de l'Ouest

Boris Grebenshikov contre l'exotisme russe

Il aurait tant aimé être le premier rocker soviétique à enregistrer un album en Occident. Mais les négociations ont traîné, et Radio Silence n'est sorti qu'au début de l'été. Entre-temps, deux groupes moscovites, Zvuki Mu et Center, ont devancé Grebenshikov. Mais Boris, le leader d'Alkavium, groupe de Leningrad, est quand même un précurseur.

En janvier 1987, Kenny Schaffer, un manager américain, découvrit Grebenshikov et ouvrit des pourparlers avec Mezhdunarodnaya Khiga (Le livre international), l'organisme qui gère la sortie des

artistes hors du territoire soviétique. Le premier voyage à New-York fut fixé pour le mois de décembre. Lorsqu'il arriva à Moscou pour y recevoir son visa de sortie, Grebenshikov apprit que le ministre de la Culture en personne s'était opposé à son attribution. Il rentra à Leningrad pour, finalement, repartir trois jours plus tard.

Après un séjour à New-York, c'est à Los Angeles qu'il rencontre Dave Stewart, d'Eurythmics, avec qui il s'entend « merveilleusement bien ». « Nous avons découvert notre folie commune », Stewart décide de produire l'album du Soviétique. Il se met à travailler en avril 1988, d'abord à New-York puis à Londres, où Grebenshikov participe à un concert pour Mandela comme choriste d'Eurythmics. Lorsqu'il est invité avec Alkavium à Montréal pour participer à un concert contre le méfisme dont les vedettes sont Crosby Stills and Nash, le chanteur en profite pour enregistrer quelques titres avec Sasha Tiouov, le bassiste du groupe,

et un autre avec Alkavium au complet. L'album est terminé en février 1989, au cours d'un troisième séjour aux États-Unis.

On trouve sur *Radio-Silence* dix titres en anglais et deux en russe. Le premier, *Molodye Lvy* (les jeunes lions), est l'une des meilleures chansons du répertoire d'Alkavium ; *Kitar* (le Chien) est un poème de Nicolas Gumiiliev mis en musique par Alexandre Vertinski (chansonnier culte de l'entre-deux-guerres), que Grebenshikov interprète très sobrement à la guitare acoustique.

Pour le chanteur, les choses sont claires : « Ce disque n'est pas fait pour la Russie, mais pour l'Amérique », et son but était avant tout d'être compris grâce à l'anglais. « Le rock russe n'a rien de spécifique musicalement, contrairement, par exemple, à la musique africaine, ajoute-t-il. Sa particularité réside dans l'esprit de ses textes, dans l'approche « religieuse » des Russes. »

On sent l'influence de Bowie dans sa manière de chanter en anglais, et

on retrouve la marque des Beatles sur *Fields of my Love*. Grebenshikov a voulu se tourner vers l'Ouest pour « éviter l'écueil de l'exotisme qui consiste à chanter en russe ». Il constate sur lui-même et d'autres rockers qui ont fait leurs preuves dans l'adversité : « En deux ans de perestroïka effective, nous avons perdu notre inspiration et nous n'avons plus rien à dire là-bas. »

Malgré son producteur prestigieux et son anglais teinté d'un léger accent russe, Grebenshikov ne pense avoir fait aucune concession. A Leningrad, les concerts en anglais qu'il a donnés avec Dave Stewart ont un peu déconcerté ses fans. Mais il compte enregistrer le prochain album d'Alkavium dans le cadre d'une société mixte réunissant CBS et Mezhdunarodnaya Khiga pour « briser le monopole d'incompétence et de bureaucratie de Melody », l'unique maison de disques en URSS. Boris Grebenshikov viendra en concert à Paris en septembre.

ANNE DASTAKIAN.

* *Radio-Silence*, un album CBS.

DISQUES

Jazz

Raoul Bruckert Quartet

Fondateur du Hot Club de Lyon (en 1948), animateur et praticien - ténor, soprano, clarinette, - prix de soliste ex aequo en 1951 avec Chautemps et Zanini, fidèle à sa ville et grand spécialiste de jams d'après concerts, Raoul Bruckert est une figure, soit. C'est aussi un musicien authentique, repéré par les Américains de passage au fil, invité, sollicité, pour une qualité très caractéristique du jazz : la « versatilité », cette singulière mobilité, cette faculté d'écouter et d'entendre immédiate.

Ce disque très agréable, bien écrit et bien mis en place, reste en deça de ses possibilités d'expression, mais tout à fait digne de ses qualités musicales.

* Raoul Bruckert Quartet, Production 17, rue Royale, Lyon (78-28-40-02), CD 881 226.

Braxton, Cecil, Murray Portal, Lacy chez Hat Art

Tranche rouge, couverture soignée, la collection de Werner Uehlinger - tranche. Par ses choix, tout d'abord. De contemporain, du sec, de ces musiques qui triomphent à Williams, Moers, dans les cafés berlinois, sur les scènes munichoises, en Hollande, dans les festivals italiens, bref partout où on ne se demande pas si elles sont « d'avant-garde » ou non, « difficiles » ou non, « vendables » ou non. Partout où on les écoute.

Francioli et Favre ont ainsi tiré d'un concert avec Portal (1980) une pièce rare. David Murray laisse d'un passage à Williams (1978) le témoignage de l'esprit qui y règne. Cecil Taylor en quintet au Fats Tuesday de New-York (1980) permet d'entendre Jimmy Lyons, Jerome Cooper et l'impassable Sunny Murray. Braxton s'offre un, en solo (1978-1981), ou en composition pour multi-instrumentistes. Steve Lacy laisse l'image arrêtée d'un de ses rares concerts en quartet (1962).

Mixages soignés, tentative réussie de graver l'improvisation libre, les disques de Hat Art sont promis au succès chez les collectionneurs.

* Anthony Braxton. *Compositions 99, 101, 107 et 139*. Hat Art CD 6 019 ; Steve Lacy Four, *Morning Joy*. CD 6 014 ; David Family, *3d Family*. CD 6 020 ; Portal/Francioli/Favre, *Arrivederci le Choucroute*. CD 6 022 ; Cecil Taylor, *It is in the Brewing Luminous*. CD 6 012.

Stan Getz, Eddy, René, Lubat : Dynasty 1971

De passage à Paris en juin 70 pour assister au tournoi de Roland Garros, Stan Getz n'a pu s'empêcher de « retourner sur les lieux du crime ». L'expression est de lui, dans une lettre à Jean-Louis Gimbire. Il débarque donc une nuit au Blue Note. On lui a dit que le jazz n'existait plus à Paris. Il entend le trio d'Eddy Louiss, avec René Thomas,

le génial guitariste belge, et Bernard Lubat. Il n'en revient pas. Il revient. Il rappelle qu'il n'est pas un critique tendre. Et il enregistre *Dynasty* avec ce trio, en mars suivant, au Ronnie Scott Club de Londres. Il est des groupes parisiens, en jazz, qui ont l'air de groupes en fusion, de points incandescents où se lient les énergies. Le trio d'Eddy Louiss fut de ceux-là.

* Stan Getz, *Dynasty*, avec Eddy Louiss (orgue), René Thomas (guitare) et Bernard Lubat (drums). Verve, CD 839117-2.

Bobby Jaspar et les aînés de réveil (1926-1963)

Il n'est pas fréquent de donner pour titre à un disque le nom d'une aînée de réveil, un néo-analeptique (selon la classification de Jean Delay) promis à un brillant avenir, le *Phenil-Isopropil-Amine*. Hommage ou raison ? Deux enregistrements du saxophoniste Bobby Jaspar sont diffusés ensemble. L'un de 1955, *Memory of Dick*, avec Urenger, Viale, Quersin et un Sacha Distel encore guitariste de jazz moderne ; l'autre, *Phenil-Isopropil-Amine*, de décembre 1958, avec Michel Hauser, Paul Rovère et Kenny Clarke.

Bobby Jaspar est un des Européens les plus inspirés, les plus doux, d'un lyrisme vénérable et déchirant. On, au choix : d'une suavité aussi délicate que possible. Il aura pratiqué la musique comme un logicien, les drogues comme un philosophe et les anches comme un amant.

FRANCIS MARMANDE.

* Bobby Jaspar, *Memory of Dick*. Phenil-Isopropil-Amine, CD Emarcy 837 207-2, 837 208-2.

Rock

Prefab Sprout

Pour Paddy McAloon (le Prefab Sproutsen chef), la musique pop est une ascèse. Pour un jeune homme cultivé comme lui, la naïveté, l'euphorie des grands classiques du genre, ne peuvent venir naturellement. Il sait trop de choses, a écouté trop de disques. C'est peut-être pour ça qu'il refuse la séduction un peu racoleuse qui se poursuit l'essence même de la pop : le chante presque à mi-voix, il polit ses musiques et ses textes jusqu'à ce qu'ils soient trop lisses pour qu'on y accroche vraiment.

Les chansons de *Protest Songs* ont été enregistrées en 1985, à peu près au moment où Steve McQueen, le premier succès du groupe, trouvait sa place sur les premiers lecteurs compacts. Pendant ce temps, Paddy McAloon cherchait à être Brian Wilson et Marcel Proust en même temps. Souvent, il manque de candeur. On peut se contenter d'écouter Prefab Sprout comme de la musique d'ambiance pour grande surface design, mélodies douces et rythmes berçants. Et puis, si l'on tend l'oreille, on découvre une ambition hors du commun et - souvent - la musique étonnante qui va avec.

T. S.

* *Protest Songs*, disque, cassette CD Kitchenware/CBS.

ملكا من الأصل

Culture

OPÉRAS

« Le Pont des soupirs » à Carpentras

Offenbach en son Bayreuth

Drôle, spirituel et sans vulgarité, l'Offenbach de l'année à Carpentras mérite le détour.

Vieille ville de culture, aux rues pittoresques, imprévues et récentes, vrai décor de théâtre, Carpentras s'est mariée depuis trois ans avec Offenbach pour le meilleur, grâce au directeur du Festival, Jean-Marie Gréner. Elle lui a offert son petit Bayreuth avec ce théâtre en plein air, de 1 576 places (1), adossé à la belle cathédrale Saint-Siffrein, et bordé par un arc de triomphe romain; un frère plus modeste du théâtre de la cour de l'Archevêché à Aix-en-Provence. Le « Mozart des Champs-Élysées » prospère dans ses quartiers d'été, avec des spectacles variés et de bon aloi, tels, cette saison, le Pont des soupirs. Il fait aussi chaud ici qu'à Venise, et le décor de Patrick Duterre ressemble à s'y méprendre à un quartier de la Sér-

nissime: un palais, un petit pont, des couleurs vives et des gondoles qui poussent leur tête au-dessus du quai. On rêvait déjà de Venise en 1861 quand Offenbach y entraînait les spectateurs des Bouffes Parisiens pour leur conter les navrantes aventures du digne-amiral Cornarino Cornarini et de sa femme Catarina (derrière lesquels il est difficile de ne pas discerner une allusion humoristique à Catarina Cornaro, de Donizetti).

Le digne rentre incognito, après s'être enfui devant la flotte ennemie. Sa femme est en butte aux avances du seigneur Malatromba, qui l'empêche de filer le parfait amour avec son page Amoreto; elle attend impatiemment le retour de son mari, idéal paravent pour les amants. Cornarini fait croire qu'il est mort; il n'en est pas moins pendu, puis dépendu et enfin, car sa fuite a été prise pour une géniale manœuvre stratégique qui a sauvé la flotte vénitienne; mais, vaincu en duel par

Malatromba, le digne déchu part pour l'Espagne (présente à Boléro) comme ambassadeur avec sa femme et le fidèle amant de celle-ci.

Les librettistes Crémieux et Halévy ont naturellement brodé cette intrigue avec les fils les plus éprouvés des romans romanesques: espions, masques, spéléos, enlèvements, duels, supplices, carnaval, tout y passe, avec, en prime, une séance alourdée du Conseil des Dix, en proie au sommeil et aux jolies gondolières.

Ce spectacle, réalisé il y a deux ans, au Théâtre de Paris par Jean-Michel Ribes, a été adapté par Bernard Pisan à Carpentras, et parfaitement rodé. On sent bien que chaque effet scénique, chaque mot, a été éprouvé, vérifié en public, intégré dans une réalisation bien rythmée, sans temps mort, que les chanteurs jouent avec un entrain fou. Et le texte parlé est abondant, mais point trop bavard, la musique est de bonne qualité, et, à côté, de l'Offenbach-Champagne échoué, il

y a quelques airs tendres et poétiques de la meilleure veine. Et quel plaisir dans cette musique qui jaillit avec tant de naturel, où la langue française prend feu avec une spontanéité si rare!

Les voix sont modestes, en général, mais tous les acteurs vraiment excellents, croqués avec une coccinelle inénarrable: Eliane Lublin, qui joue avec son abaissement habile le rôle de Catarina, véritable bécote à la Donizetti (il y a même une scène de folie); Laurent Gamelon, irrésistible président du Conseil des Dix, Pierre Catala, Maurice Sleyers, Bernard Pisan, et tous les autres, ainsi que les chœurs de l'Opéra de Nancy et l'Orchestre lyrique d'Avignon-Provence, menés avec autorité et entrain par Emmanuel Joël.

JACQUES LONGCHAMPT.
* Dernière représentation le 2 août à 21 h 30.

(1) Les sièges métalliques auraient vraiment besoin d'un coup de peinture...

A l'Institut du monde arabe

La baguette magique égyptienne

(Suite de la première page.)

Quand on pense que la couronne en or d'Ousir fut probablement dérobée pour être hâtivement cachée dans une jarre avec d'autres instruments liturgiques au moment de la fuite, par les descendants d'un temple peul, affolés à l'idée de voir les chrétiens, alors force montante, venir profaner leur sanctuaire.

Ces chrétiens ont pour descendants actuels les coptes (environ 10 % des cinquante-cinq millions d'Égyptiens), et leur art est, pour des raisons politiques, généralement escamoté dans les manifestations officielles; ils n'ont pas, cette fois, à se plaindre.

Du chapiteau en calcaire peint (sixième siècle) de l'ancien couvent Saint-Jérôme, près de la pyramide de Sakkarah, à l'icône présentant saint Antoine et saint Paul nourris par un corbeau (dix-huitième siècle), en passant par un coffret à évangiles en bois recouvert d'argent doré et de pâte de verre provenant du Vieux-Caire (daté 1424), la créativité égypto-chrétienne est bien servie, comme elle l'est également dans les projections explicatives. Ainsi s'efface le reproche de nombreux fidèles des Églises orientales de voir l'Institut du monde arabe n'illustrer jamais que la civilisation islamique.

Le guérison de nos grand-mères

L'Égypte islamisée (depuis le septième siècle de notre ère), qui a absorbé une partie de l'art copte, offre, en une dizaine d'objets, le raccourci le plus exemplaire qui se puisse imaginer d'une civilisation qui fut longtemps la ceinture dorée du Vieux Monde, et de l'Atlantique à la mer de Chine, et dont la vallée du Nil a été l'un des trois ou quatre centres les plus inventifs.

Le mihrab (niche indiquant au croyant la direction de La Mecque) du mausolée de Madame Nefissa, dévote mecenasse copte, connaît par cœur le Coran et ses exégèses, établie au Caire vers l'an 800, où elle mourut, est l'une des pièces les plus fines du Musée arabe du Caire. Elle a quand même fait le voyage, comme ce guérison hexagonal en cuivre ciselé incrusté d'argent, moins fragile donc (et moins ancien: quatorzième siècle), mais qu'on ne verra pas sans attendrissement, car il est de ces meubles anciens qui, des romantiques aux expositions coloniales, inspirèrent un mobilier « néo » cher à Delacroix, à Loti et à nos aïeux.

La pièce « musulmane » la plus curieuse montrée à l'IMA est, sans conteste, un tapis dit « à compartiments » (mal photographié dans le catalogue, par ailleurs compréhensible, conçu par l'italien Franco-Marina Ricci); tissé au seizième siècle, il pourrait bien être un exemple d'art « islamique » récupéré par le chrétien, puisque ses motifs cruciformes reproduisent l'emblème des hospitaliers installés à Rhodes jusqu'en 1526, et qui formèrent ensuite l'Ordre de Malte. Ce tapis, à l'origine égyptienne très problématique, est-il donc l'un de ceux figurant dans les mystérieux inventaires vénitiens de rapatriement? Il est, en tout cas, extraordinairement bien conservé, tant dans sa texture que



La visite de saint Antoine à saint Paul, fondateur du monachisme égyptien: l'un des thèmes de prédilection de l'icônopeinture copte.

dans ses bruns, ses rouges et ses bleus.

Cette exposition a même changé la grisaille et métallique de l'Institut sur la Seine, depuis que, pour l'occasion, on y a tendu de ces toiles à gros dessins floraux multicolores — serdaq — que les Égyptiens, pour les

quels la mort n'a jamais été, au contraire, prétexte à banir les couleurs, déploient dans les rues pour recevoir... des condoléances. Puisse cet emblème conjurer le sort par l'homéopathie et ouvrir, enfin, dans le bâtiment dessiné par Jean Nouvel et ses collègues, une longue exis-

tence de grandes manifestations!

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* Égypte, Égypte, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tous les jours, de 10 à 22 heures, sauf le lundi. Tarif normal: 35 F. Étudiants, enfants, groupes: 20 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

Shirley Jaffe à la Fondation de Jau

Glaciations

On ne connaît guère en France l'œuvre de ce peintre américain qui vit à Paris. Une rétrospective permet de faire mieux connaissance.

L'histoire de Shirley Jaffe est courte et simple: elle est née dans le New-Jersey en 1923 et peint à Paris depuis 1949. Voilà tout. L'essentiel est dans l'œuvre, dont il y a dans les salles de Jau une anthologie bien choisie et mieux accrochée encore. Jusque vers le milieu des années 60, Shirley Jaffe pratique un art peu personnel, une sorte d'expressionnisme abstrait mêlé de construction postmoderne. Le geste disparaît ensuite, la géométrie s'installe. Ce sont des rectangles, des triangles et des cercles, nettement et régulièrement dessinés et définis chacun par une couleur posée uniquement, de la manière la plus neuve qui soit.

Il y a du néoplasticisme dans cette peinture, le souvenir des derniers Mondrian et de leurs petits carrés rouges et jaunes alignés — la Bonnard et à la Degas. Les premiers servent peu, Jaffe leur pré-

fère l'orange, des roses pâles ou vives, des verts amande, abimés et brisés et des bleus ardoise. Originalement véritable ou bizarrement obtenue par l'association de deux influences peu compatibles, ces compositions forcent le regard, qu'elles agissent. On chercherait en vain la moindre concession au goût de l'époque. Tout est dur et porte la trace d'une volonté rude et froide. Il s'en faut de peu, souvent, que cette autorité ne glisse à la démonstration de force, tant la provocation est délibérée.

Une toile de 1975 porte un titre à la Kandinsky, la Ligne noire, mais c'est parce que ladite ligne, coudée et anguleuse, découpe la toile en deux, entre un orange et un rose et qu'on ne peut pas ne pas la voir. Cette tendance à la froideur est accentuée dans les toiles plus récentes. Les formes régulières à bords droits y voisinent avec d'autres, silhouettes incomplètes d'objets à peine reconnaissables traités par découpages et couleurs plates. Ces diagrammes se dispersent dans un désordre médité sur un fond blanc dont la candeur ajoute à l'aigreur de la peinture.

On songe aux gouaches découpées de Matisse, inévitablement, mais c'est pour mesurer ce qui distingue

Jazz des œuvres de Jaffe: l'humour, la coccinelle des allusions figuratives dont Matisse se défendait à la fin de sa vie sont ici remplacés par un sérieux, un esprit méthodique et mathématique. Peu de plaisir, sans cesse l'acidité, la recherche du surprenant, quelques traces de « pattern-painting » et de pop: curieuse combinaison. Les couleurs elles-mêmes semblent classées pour leur pouvoir de dissonance. Des bruns heurtent des tons « fluo », la jaune-citron a son heure de gloire.

Shirley Jaffe a ainsi poussé si loin son système qu'elle a fini par rejoindre les peintres new-yorkais dits « néo-géo » qui récapitulent l'histoire de l'abstraction, mais à froid, par science plus que par nécessité. A son tour, elle est parvenue à ce point, peut-être parfait, où l'œuvre devient absolument muette et neutre, saturée de formes et d'autant moins compréhensible qu'elle est plus pleine, boursée de signes, silencieux et morts. En ce sens, son œuvre a de quoi passer pour symptomatique, même si c'est du symptôme d'une inquiétante glaciation qu'il s'agit.

PHILIPPE DAGEN.

* Fondation du château de Jau, Casteau-Péon, Pyrénées-Orientales; jusqu'à fin septembre.

Communication

La polémique sur les décrets des quotas de diffusion

Après les dirigeants de M 6 (le Monde du 25 juillet) et ceux de la 5 (le Monde du 28 juillet), les responsables de TF1 rejoignent le chœur de protestations des chaînes privées contre les projets de décrets du gouvernement. Dans un entretien à Télé 7 jours, Étienne Mougeotte, vice-président et directeur général de la Une, s'en prend à « la politique absurde des quotas » qui veut imposer 50 % d'œuvres françaises aux heures de grande écoute. Pour Étienne Mougeotte, une telle mesure reviendrait à écarter de l'antenne toutes les émissions qui ne sont pas considérées comme des « œuvres », soit les retransmissions sportives, les grandes soirées à thème (sur le sida, les graves d'organes, l'adoption) et des magazines comme « Médias », « Ex Libris », « Choc », « Reportages », « La chance aux chansons ».

« Nous allons devenir le pays le plus réglementé d'Europe, le seul à imposer de tels quotas », affirme le directeur général de TF1, qui voit, derrière le décret, une grande offensive contre la télé privée et, à travers elle, contre TF1, chaîne leader.

Si le gouvernement doit faire face aux protestations virulentes des

chaînes privées, il reçoit le soutien public des producteurs et des auteurs. « À entendre la campagne actuelle, on croirait que c'est Mozart qu'on assassine ! », ironise, dans un entretien à Libération, M. Pascal Rogard, secrétaire général de la Chambre syndicale des producteurs et de l'Association des réalisateurs-producteurs. « Les téléspectateurs doivent avoir du mal à en croire leurs yeux et leurs oreilles. Depuis des mois, le public est confronté à des chaînes qui parlent américain du matin au soir et français aux petites heures de la nuit. » Même réaction à l'Union des producteurs de films, où l'on rappelle que les diffuseurs ont « contourné l'esprit des règles existantes », obligeant le Parlement, puis le gouvernement à préciser le sens des engagements pris.

Alors que le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit donner d'ici au mois de septembre son avis sur le texte contesté, Jean-Claude Carrière, l'un des plus célèbres scénaristes français, président de la Fondation européenne pour les médias de l'image et du son, prend position dans le débat au nom de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

POINT DE VUE

« L'expression française n'a rien de haïssable »

par Jean-Claude Carrière

On a tiré les grandes conclusions. Devant les nouveaux décrets qui vont réglementer la diffusion des œuvres françaises à la télévision, la 5 et la 6 crient qu'on les étrangle, qu'on les égorgue dans leurs lits. Leurs directeurs font donner tous les gros canons, lancent le siège de l'Élysée, s'apprêtent au baroud d'honneur. Mais de quoi s'agit-il au fond ?

Où, les décrets, cette fois, sont précis. Ils sonnent le glas de ces équipes publiques qui faisaient tout à toutes vitesses et diffusaient le plus tard possible « Voisin Voisine ». Finie la culture de courtoisie, la défense passive. Terminée, l'expression française pour veilleurs de nuit. Sans doute aussi faut-il admettre que les délais sont brefs, que les rediffusions d'œuvres françaises coûtent trop cher. Tout cela devrait s'arranger autour d'une table bien ronde.

Mais le fond n'est pas là. D'abord, 50 % d'œuvres en français, aux bonnes heures, est-ce beaucoup ? Est-ce trop ? L'Angleterre, où de « petites chaînes » vivent bien, obtient 83 % d'œuvres anglaises. Pourquoi pas nous ? Pourquoi nous ressortir l'absurde argument dit du « steak Delors » ? Nous n'avons pas d'œuvres françaises à diffuser ? Évidemment, puisqu'on en produit de moins en moins ! Un économiste du dix-neuvième siècle, après une longue enquête sur l'alimentation des ouvriers, concluait : « L'ouvrier n'a pas le goût de la viande. » L'argument Delors, c'est à peu près ça.

La 5 et la 6 sont des entreprises privées ? Sans doute, mais elles doivent observer des règles de diffusion. Depuis le début, le président de la

République l'a dit et répété. La télévision touche à l'intérêt général. C'est inévitable. C'est vrai.

Et puis, sachons-le, nous vivons en démocratie et en république. Encore heureux. Le peuple souverain a élu des députés qui ont voté une loi. Cette loi, le gouvernement ne la fait appliquer. Il est là pour ça. C'est la contrainte qui serait scandaleuse. Le rappel à l'ordre est sec, mais il est normal, il est légal. Le refuser, c'est refuser la loi, c'est nous demander de la violer.

Soyons sérieux: mettons d'un côté la République, la télévision, les choses publiques, les intérêts de nous tous, du public, notre identité, nos histoires et de l'autre côté les soucis de deux groupes financiers; qu'est-ce qui pèse le plus lourd ?

L'expression française — ou européenne — ne peut pas vivre sans protection. C'est ainsi. Les directeurs de la 5 et de la 6 le savent. S'ils souhaitent que cette expression disparaisse, qu'ils le disent clairement. Mais ils ne le souhaitent pas, pas plus que nous ne souhaitons leur disparition. Nous souhaitons qu'ils restent et qu'ils travaillent avec nous. A la longue, c'est même dans leur intérêt, et Jean Delors le dit très bien. L'expression française n'a rien de haïssable, les stocks américains ne sont pas irréalisables et le territoire de la médiocrité n'est pas sans limites.

Alors pourquoi ces cris ? Cette agitation inutile ? Le gouvernement ne cédera pas, c'est évident. Nous ne céderons pas davantage. Et tout cela dans l'intérêt commun: Alors asseyons-nous, parlons. Arrêtons de perdre du temps. Vite, au travail.

Le gouvernement espagnol attribue 153 concessions de radio FM

Le gouvernement espagnol a attribué, le 28 juillet, en conseil des ministres, 153 concessions de radio privée en modulation de fréquence à 88 candidats, doublant ainsi le nombre de stations privées FM en Espagne. Cette mesure entrerait dans le cadre du plan technique de radiodiffusion espagnol, lequel prévoit également l'attribution prochaine par les communautés autonomes régionales de 179 stations FM.

C'est le réseau de radio Cadena SER (du groupe Prisa, éditeur du quotidien El País) qui a été le plus favorisé avec onze nouvelles concessions. L'Organisation nationale des aveugles espagnols (ONCE) — qui se place dans les dix premières entreprises espagnoles en termes de chiffre d'affaires grâce aux revenus de sa loterie — reçoit, elle, trois concessions et voit ainsi confirmer ses projets d'implantation dans le secteur de la communication.

M. Gérard Lignac réélus au conseil d'administration de l'Est républicain

L'assemblée générale des actionnaires de l'Est républicain s'est tenue lundi 31 juillet à Nancy. La mise sous séquestre des 22 % du capital détenus par le Républiqueain lorrain a permis, comme prévu, à M. Gérard Lignac, PDG du quotidien, de conserver la majorité et de sauver son siège au conseil d'administration.

En revanche, les partisans de M. Lignac ont, en s'abstenant, empêché la réélection à ce même conseil d'administration de M. Claude Puli, PDG du Républiqueain lorrain.

Les représentants du groupe Cora-Revillon, qui avait tenté de prendre le contrôle du quotidien en rachetant les actions détenues par le Républiqueain lorrain, se sont, semble-t-il, abstenus.

La règle publicitaire de RTL devient le régulateur du réseau FUN. — Le réseau de radio FUN appartenant au groupe Herwegh vient de confier à la régie IP (Information et publicité) la publicité nationale et régionale à l'exception de la publicité locale. L'accord, selon IP, s'inscrit dans le cadre du renforcement de stratégie commerciale d'offre radio-phonique qui s'articule aujourd'hui autour de RTL, Aventure FM et Sud-Radio.

Deux nouvelles radios londonniennes. — L'autorité indépendante chargée de gérer la radiodiffusion britannique vient d'autoriser le lancement de deux nouvelles stations de radio thématiques à Londres. La London Jazz Radio diffusera en modulation de fréquence vingt-quatre heures sur vingt-quatre de la musique de jazz. Spectrum Radio diffusera, de son côté, sur ondes moyennes des programmes à destination d'une dizaine de minorités ethniques dont le chinois, l'arabe ou l'indienne.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : * Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ à Chef-d'œuvre en cinémas.

Lundi 31 juillet

TF 1

20.35 **Feuilles** : La comédie de Chery. De Marion Sarraute. d'après Alexandre Dumas, avec Anne Jacquemin, Isabelle Gaiard, Alain Payen (dernier épisode). 22.00 **Magazine** : Super sexy. Sommaire : Atténuation : des points ; Des hommes au poil ; D'été d'été ; Doctorat ; Interview : Gloria Lasso ; En voiture : Simone ; Les plus forts : Charlie. 22.50 **Journal et Météo**. 23.10 **Magazine** : Météo sport. Fun board aux Canaries ; Bone féminine américaine ; Championnat du monde de triathlon. 0.10 **Série** : Drôles d'histoires. Mémoires : Écoute ma petite Elise. 0.35 **Série** : Drôles d'histoires. Intrigues : Jour de sortie. 1.00 **Feuilles** : C'est déjà demain.

A 2

20.35 **Théâtre** : Le Nigra. Fils de Didier Van Cauwelaert, mise en scène par Pierre Bouteux. Avec Ginette Garcin, Jean-Claude Braly, Cécile Horne, Françoise Dorier. 22.20 **Magazine** : Bonjour la télé. Présenté par Pierre Tchernin et Frédéric Mitterrand. 22.50 **Documentaire** : Les carrefours de l'archéologie. De Peter Adam. 2. L'islam en quête d'identité. 23.50 **Informations** : 24 heures sur la 2. 0.10 **Météo**. 0.15 **Séances** : Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*.

FR 3

20.35 **Cinéma** : *For the Hollandais* un film américain de Delmer Davis (1958). Avec Alan Ladd, Ernest Borgnine, Kaye Duro, 22.00 **Journal et Météo**. 22.25 **Magazine** : *Quelques Spécial Festival d'Avignon* : *Le Trilogie (Edipe Roi, Edipe à Colone, de Sophocle, la Cité des oliviers, d'Aristophane)*, spectacle de Jean-Pierre Vincent. Avec la participation de Marcel Delannoy, helléniste. 23.20 **Documentaire** : La pierre en pierre. De Bernard Perle. 23.50 **Magazine** : *Quelques Spécial Festival d'Avignon*, de Lize, d'après Pagnol, par France Châtelet, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : *Hamburger Hill* un film américain de John Irvin (1987). Avec Anthony Barilla, Michael Patrick Boatman, Don Chaddie. 22.15 **Flash d'informations**. 22.20 **Tauromachie**. 22.25 **Sport** : Golf. L'open d'Irlande. L'open de Monaco. Les meilleurs moments de l'open britannique et du Tournoi de Paris. 0.25 **Cinéma** : *Emmanuelle IV* un film français de Francis Leroy et Iris Lohans (1983). Avec Sylvia Kristel, Mia Nygren, Patrick Bauchau. 2.00 **Série** : Jack Kiffin, *Phénomène en série*.

Mardi 1^{er} août

TF 1

14.25 **Série** : *Julien Fontana*, magistrat. La dixième pluie d'Égypte. 16.00 **Feuilles** : En cas de bonheur. 16.25 **Club Dorothée** : *Jeunesse*. 16.50 **Magazine** : Spécial croissant : Tu chantes, tu gagnes ; *Metallor* ; Top junior. 18.15 **Série** : Les rues de Saint-François. Le château de la peur. 19.05 **Feuilles** : *Séance*. 19.30 **Journal** : La rue de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.10 **Journal** : La rue de la fortune. 20.35 **Cinéma** : *Le Commandant de Sa Majesté* un film américain d'Andrew V. McLaglen (1980). Avec Gregory Peck, Roger Moore, David Niven, Trevor Howard. 22.25 **Documentaire** : *Le Commandant de Sa Majesté* un film de Jean-Pierre Flury. 22.50 **Magazine** : *Feuilles*. D'après et Grichka Bogdanoff. Documents : Un bébé à deux têtes, la fondre en laboratoire ; Dossier : Les OVNIS face à la science ; Images. 0.00 **Série** : *Drôles d'histoires*. 0.35 **Série** : *Drôles d'histoires*. 1.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 7.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 8.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 9.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 10.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 11.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 12.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 13.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 14.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 15.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 16.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 17.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 18.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 19.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 20.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 21.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 22.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 23.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 0.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 1.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 2.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 3.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 4.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.30 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.35 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.40 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.45 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.50 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 5.55 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.00 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.05 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.10 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.15 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.20 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.25 **Feuilles** : *Drôles d'histoires*. 6.30 **Feuilles**

Le Monde

ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 1^{er} août 1989 15

MUTATION MALAISEE A L'EST

I. - URSS : les fauteuils et la réforme

« Le Monde Economie » commence la publication d'une série d'articles sur les transformations des pays de l'Est, les liens entre la politique et l'économie, les relations avec l'Ouest. Les prochains textes qui paraîtront dans le journal daté 8 août, seront consacrés à la Hongrie et à la Pologne.

D E la poule économique et de l'œuf politique, lequel précède l'autre et lui commande ? L'idée reçue, depuis Marx et plus d'un siècle de vulgarité marxiste, est que tout, bien sûr, dépend de la poule mais rien ne vaut pourtant la fréquentation des pays socialistes pour convaincre du contraire.

Ici, dans ce continent dessiné par Staline et secoué par l'agonie du communisme, tout est à refaire. De l'agriculture à l'industrie, des rares secteurs de pointe aux transports, aux aciéries ou à la distribution, rien ne marche — absolument rien, sauf le marché noir, toujours plus florissant, libre et pernicieux.

Un tiens vaut mieux...

Quand donc tout est à refaire, que l'expression galvaudée de « réforme économique » signifie réellement que chacun des rouages de l'économie est à repenser et qu'il faut fébrilement chercher la clef d'un tel changement, on s'aperçoit qu'il n'en est qu'une. C'est la politique, la politique qui commande tout aujourd'hui à l'Est. Car la réforme économique est affaire de rapports de force, d'évolution des mentalités, de projet social et, au bout du compte, de confiance, de « consensus », dirait-on dans la langue de bois occidentale.

Pour remplacer un système qui n'est pas simple superstructure, il ne suffit pas, en effet, de prendre un décret ni même de s'en faire accorder le mandat dans des élections démocratiques. Il y a une révolution sociale puisque, contrairement à l'idée reçue, il n'y a pas que la caste au pouvoir pour défendre le statu quo de cette économie du tout-Etat.

La réalité est que tout le monde est contre ce système mais que chacun, dans le même temps, veut sa préservation. Intellectuellement, on est contre puisque tout le monde — des fonctionnaires de la planification centralisée aux simples citoyens confrontés aux pénuries — voit bien qu'il y a déjà conduit à la faillite. Mais, dans la pratique, les premiers pensent à leurs fauteuils et les seconds à leurs revenus.

C'est qu'un tiens, dit-on, vaut mieux que deux tu l'auras. Quand, par exemple, Mikhaïl Gorbatchev tonne contre les ouvertures de chantiers jamais terminés, s'il tombe dans le vide, c'est que cet état de fait arrange beaucoup de gens. Et pourtant tous y perdent, puisque la masse d'argent, d'heures de travail et de matières premières gaspillées explique en grande partie que, quarante ans après la fin de la guerre et cinquante ans après les débuts de l'urbanisation forcée, un logement décent ait toujours en URSS la rareté du bonheur.

On nage dans l'aberration, mais pas du tout parce que les Soviétiques seraient plus bêtes que d'autres. Tant que la planification centrale et ses fonctionnaires ont réussi à ouvrir le nombre de chantiers prévus, ils ont rempli leur contrat. Personne ne peut rien leur reprocher, ce n'est pas leur faute si l'aval ne suit pas et pour quoi courraient-ils plaider la suppression de leur propre rôle sous le seul prétexte que le pays se porterait mieux en se passant d'eux ?

Il faut d'abord s'en persuader, admettre qu'on ne sert à rien et que la faute ne tient pas à d'autres. Et si on a franchi cette étape, il faut soit avoir une vocation de martyr, soit être sûr qu'on pourra se recaser ailleurs. Et là, tout grippe car, pour pouvoir se recaser ailleurs, il ne faut pas seulement avoir la capacité de s'adapter à des conditions de travail totalement nouvelles. Il faut avant tout être convaincu que le changement est irréversible, qu'on ne va pas non seulement lâcher, mais combattre la proie pour le seul profit d'une ombre

Tout le monde est contre le système mais en même temps chacun veut la préservation du tout-Etat.

fugitive — secteur privé, directions économiques décentralisées ou sociétés mixtes soviéto-étrangères.

Parmi les plus jeunes fonctionnaires des départements économiques, beaucoup aujourd'hui sautent le pas. Ils gagnent plus et découvrent des perspectives de carrière. Mais si le mouvement n'est pas plus massif, c'est que le médiocre fauteuil des grandes administrations centrales continue d'apparaître plus stable que la perestroïka.

Cela est tout aussi vrai aux échelons intermédiaires et quand on arrive jusqu'au chantier lui-même, sur lequel travaillent — mal mais travaillent — des ouvriers qui ont des yeux pour voir, le problème est toujours le même. Si beaucoup souffrent de participer à cette gabegie, tous ont des familles à nourrir et il faut, pour se révolter, n'avoir plus rien à manger, ou sentir que la révolte pourrait n'être pas vaine, ou, encore, avoir déjà atteint un relatif niveau de bien-être.

Peut-être les mouvements de grèves qui se multiplient fin juillet auront-ils, de ce point de vue, marqué un tournant. Peut-être la dégradation de l'approvisionnement et le recul de la peur auront-ils conduit aux premiers signes d'éveil des ouvriers soviétiques. Mais jusqu'à cette date, M. Gorbatchev pouvait citer autant de chiffres accablants qu'il voulait, personne n'allait cesser d'ouvrir de nouveaux chantiers avec le ciment qu'il faudrait pour en finir d'autres.

Les étapes brûlées

Ce qui est vrai des chantiers l'est de tout : pour que le camp réformateur recrute non pas des sympathisants mais des militants, il faut que soudain l'on croie à la possibilité de victoire du changement, que le désir de rompre le cercle infernal devienne plus fort que celui de sécurité et que ce mouvement crée le rapport de force nécessaire.

C'est ainsi qu'après s'être tous posé la question des réformes économiques, les pays communistes en arrivent tous à la conclusion qu'elles ne sont en fait pas possibles sans réformes politiques. Le réalisme, certains d'entre eux font appel à l'armée (la Pologne de 1981 ou la Chine d'aujourd'hui). D'autres serrent les dents en attendant le miracle (la Tchecoslovaquie et la Bulgarie), et d'autres, enfin (la Hongrie, la Pologne et l'URSS), s'engagent dans l'inconnu du démontage complet de leur système économique-politique.

Toutefois, alors que la Pologne et la Hongrie ont mis de très nombreuses années, ponctuées de crises, à franchir ce pas, l'URSS, elle, a brûlé les étapes, comme en compensation de son record d'immobilisme. Il n'a fallu que deux ans à Mikhaïl Gorbatchev pour réaliser que, sans réformes politiques, ses tentatives de réformes économiques ne déboucheraient jamais sur rien.

Avant que l'autonomie des entreprises et le timide feu vert au privé ne puissent avoir de signification réelle, il fallait en effet que les hommes qui devaient désormais gérer ces entreprises, ceux qui devaient en abandonner au contraire la gestion et ceux, aussi, qui étaient susceptibles de se lancer dans le secteur coopératif, puissent croire au changement et en voir les premières manifestations.

Du printemps 1987 au printemps 1989, la vie politique soviétique a donc été bouleversée comme jamais un pays socialiste ne l'avait été, mis à part la Pologne de Solidarité. Les placards de l'histoire ont été ouverts et les cadavres déterrés pour prouver

qu'on rompait avec le système dit de « commandement administratif » (l'actuel nom de code de la gestion étatique). On a organisé des élections et créé un Parlement pour faire naître une nouvelle classe politique, séparer les appareils d'Etat et du parti et dessaisir ainsi l'ancien appareil unique. On a lâché la bride à la presse pour susciter un contre-pouvoir à même de prendre, entre autres, la défense de l'entrepreneur contre le bureaucrate. On a entrepris de réformer les lois, infligées de sévères et constantes défaites aux conservateurs, effrayés les rangs du camp réformateur et tout cela pour découvrir... que si l'œuf politique est déterminant, la poule économique sait aussi rappeler qui pond.

Si l'économie — à l'Est comme à l'Ouest — est avant tout affaire de confiance, c'est-à-dire de politique, il faut en effet savoir aussi faire ses additions. Il était urgent, quand M. Gorbatchev est arrivé au pouvoir, de placer l'URSS en cure de désintoxication. On a considérablement limité les ventes d'alcool. Personne n'a osé y redire mais, à ce jour, cela a coûté en pertes de taxes 20 milliards de roubles à l'Etat.

Personne n'a protesté non plus quand devant l'effarant état des infrastructures sociales, notamment médicales, on a décidé d'augmenter les enveloppes correspondantes. Les dépenses en ont augmenté de quelque 10 milliards de roubles par an. Là dessus, les prix du pétrole se sont écroulés sur le marché mondial. Il y a eu Tolstoy puis, plus récemment, le tremblement de terre arménien.

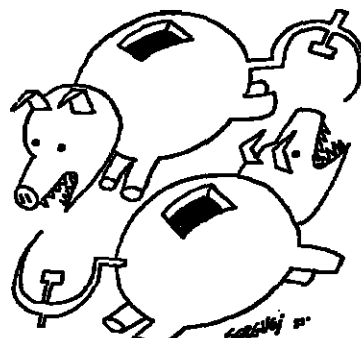
Le déficit budgétaire soviétique est aujourd'hui non pas de 100 milliards de roubles comme on n'osait à peine le murmurer il y a quelques mois, mais de 120 milliards — en attendant une nouvelle estimation de la hausse. C'est la catastrophe, et quand on a commencé à en prendre conscience, explique Egor Gaidar, le chef du service économique du mensuel théorique *Communiste*, dans un souci d'économie de devises, on a pratiquement stoppé (M. Gorbatchev vient maintenant d'annoncer un mouvement inverse) les importations de produits de consommation mais oublié que ces mêmes importations rapportaient sous forme de taxes huit roubles par dollar.

Des magasins vides

Cela n'a rien arrangé. L'URSS de la perestroïka se trouve maintenant confrontée à des magasins vides et la masse d'argent inutilement en circulation exerce une considérable pression inflationniste qui rend vain tout espoir d'amélioration rapide de la situation. On a beau augmenter les livraisons — et c'est le cas, — les rayons restent déserts. Il faudrait, par exemple, rien moins que doubler — de 60 à 120 kilos par an et par habitant — la consommation de viande pour résorber ce qu'on appelle le « manque », (déficit — dit-on en russe).

Bref, au moment même où les conditions d'une réforme commencent de se mettre en place, il faut affronter non seulement la déstabilisation sociale qu'impliquent les transformations dont elle serait porteuse, mais les difficultés, traditionnelles aussi, d'une austérité drastique.

Tout est-il alors perdu pour le réformisme gorbatchévien ? Non, car l'avantage du système de « commandement administratif » est qu'on n'a jamais fini de découvrir ses aberrations — c'est-à-dire les possibilités d'économie qu'il recèle. Les réformateurs dressent en ce domaine des listes impressionnantes. Mais, pour aller aussi loin, par exemple, que la fermeture massive des secteurs à investissements perdus, il faudrait consolider beaucoup plus encore le parti du changement et



aller plus encore de l'avant dans les réformes politiques.

Tout dit qu'on s'y prépare, mais le triomphe de l'œuf n'est pour autant pas encore assuré, car ce qui manque, encore et toujours, à l'Union soviétique, c'est la possibilité de recréer sans trop de délais une agriculture productive. Tant que le pays n'y sera pas parvenu, aucune mesure déflationniste ne parviendra à réduire les queues et aucun progrès ne donnera à la population ce sentiment palpable d'amélioration sans lequel elle ne se mobilisera pas plus qu'elle n'admettra les sacrifices.

L'enjeu est qu'il ne suffit pas en URSS de lâcher la bride aux paysans pour que renaisse l'agriculture. En Chine, il y avait toujours une paysannerie lorsqu'on s'est décidé à faire appel à elle et il en existe une dans toutes les démocraties populaires. En URSS non.

Les massacres de la collectivisation, l'industrialisation sauvage des années 30, l'abandon systématique des investissements sociaux dans les campagnes et l'attrait conséquent des villes font qu'il n'y a plus aujourd'hui d'agriculteurs soviétiques. Moscou est à un pas de la Russie qui ne sera plus qu'un refuge salvateur et, s'il y a des fonctionnaires de fermes collectives, il n'y a plus d'agriculteur.

Il ne faut pas seulement recréer une agriculture mais créer aussi des paysans. La tâche n'est pas impossible mais là encore, pour que la poule retombe sur ses pattes, il faut commencer par l'œuf — par la politique. Et comment instaurer la confiance au milieu des bouleversements et des crises ? Chaque entrepreneur le sait : il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni... Le tout est de commencer.

de Moscou,
BERNARD GUETTA.

La queue pour un quotidien

U N quotidien tiré à 1,5 million d'exemplaires, dont le nombre de lecteurs augmente de deux cent mille chaque année, et dont les numéros sont épuisés une demi-heure après leur mise en vente dans les kiosques : voilà de quoi faire rêver bien des patrons de presse. Surtout lorsque ce journal ne s'adresse pas tant au grand public qu'aux très convoités « milieux d'affaires ».

Industrie socialiste, quotidien économique publié par le Parti communiste de l'Union soviétique, fête ses vingt ans d'existence en pleine perestroïka, et l'on doit désormais faire la queue pour l'acheter. Loin de se contenter de la description de nouvelles machines, le journal se veut un outil et une tribune pour les « hommes d'affaires contemporains » de l'URSS, c'est-à-dire, selon ses responsables, « les coopérateurs, les managers et les représentants des secteurs de l'administration ». Tous ceux qui, d'après le rédacteur en chef, Alexander Baranov, « doivent faire sortir le pays de l'état de stagnation » dans lequel il se trouve.

Avec ses deux cent mille lettres de lecteurs par an, l'industrie socialiste souhaite créer un espace de discussion pour les réformes économiques en cours en URSS, en s'affirmant ouvert à toute critique du système. La perestroïka ? Officiellement, aucun membre de la rédaction ne s'y oppose, et, comme il est de bon ton à Moscou, tous se targuent d'avoir prôné les réformes avant l'heure. Mais l'on s'aperçoit vite que certains y sont moins favorables que d'autres.

Sur certains sujets, la glasnost trouve rapidement ses limites. Interrogé sur la couverture par l'industrie socialiste des événements de Chine, A. Baranov, collant à la position officielle, répond que « les affaires chinoises appartiennent aux Chinois » et que, de toute façon, sa publication n'a pas beaucoup de place à consacrer à la politique internationale...

Cela n'empêche pas l'industrie socialiste d'avoir couvert largement la visite de Mikhaïl Gorbatchev à Paris, en publiant, entre autres, une interview du représentant de Rhône-Poulenc à Moscou, un article du ministre français des affaires étrangères, un compte rendu d'un tournoi d'échecs organisé par le Crédit lyonnais, ou encore un entretien avec le secrétaire général de la Chambre de commerce franco-soviétique.

Industrie socialiste tient en fait tellement à son ouverture internationale que ses responsables se sont lancés dans la course aux sociétés mixtes, actuellement très prisées en URSS. Ses dirigeants affirment être actuellement en pourparlers avec plusieurs organes de presse occidentaux pour la publication en URSS d'un magazine d'affaires en langue anglaise. Dorée de « devises fortes », la publication, si elle voit le jour, échappera peut-être à la pénurie de papier qui a empêché l'en dernier l'industrie socialiste, comme la plupart des autres journaux soviétiques, d'augmenter leur tirage.

de Moscou,
FRANÇOISE LAZARE.

Vingt Soviétiques en séminaire

« **C** OMMENT être bon dans le domaine du commerce extérieur quand on a été habitué à une économie planifiée ? Comment mener une stratégie internationale ? » Du 26 juin au 13 juillet, vingt Soviétiques se sont initiés à l'économie de marché sous la houlette de professeurs des grandes écoles de gestion parisiennes — ESSEC, HEC, ESCP — et d'instituts d'administration des entreprises.

Outre l'aspect théorique, ce « séminaire franco-soviétique de marketing et de commerce international » a comporté la visite de firmes à Paris et en province — dont la société Merlin-Gurin à Grenoble et l'Institut Mérieux à Lyon.

Le deuxième choc

Logés à Cergy-Pontoise, non loin du campus de l'ESSEC où avaient lieu les cours, les vingt « hommes d'affaires » — parmi eux s'étaient glissés quelques fonctionnaires et des professeurs de l'Académie du commerce extérieur soviétique — se sont efforcés pendant trois semaines d'intégrer des concepts qui leur étaient jusqu'alors totalement inconnus.

Cela est apparu clairement lors des jeux d'entreprises, raconte Françoise Rey, directrice du développement extérieur au groupe ESSEC/formation permanente. Il n'est pas par exemple pas de référence soviétique pour des termes comme amortissement, profits, etc... Au cours de ces exercices de simulation de gestion, nos visiteurs ont décou-

vert la comptabilité financière, la politique d'achat, de vente, de production... et surtout le moyen de coordonner tout cela.

Selon Françoise Rey, le deuxième choc des cadres soviétiques, après la découverte du système financier, a été la « confrontation à la demande des entreprises, toujours à l'affût de nouvelles technologies, de nouvelles analyses de secteurs ».

Les questions se résument à deux interrogations essentielles : comment les firmes françaises font-elles pour affronter les nouveaux marchés ? Comment organiser les nouvelles entreprises en URSS ?

Tous les participants à ce premier séminaire de gestion étaient rompus aux opérations de l'import-export, mais à la mode soviétique, dans la mesure où ils assumaient des responsabilités au sein de groupes détenteurs du monopole d'Etat.

« Aujourd'hui, ils sont résolument pour le changement, même si, pour eux, cela n'est pas sans danger, car ce sera la fin de leur propre monopole », explique Françoise Rey ; mais ils pourront jouer un rôle de consultants auprès des entreprises ».

Les vingt responsables soviétiques à la pointe de la perestroïka ne sont que des pionniers, et on est conscient, à Paris comme à Moscou, qu'un seul initié par entreprise ne suffira pas à en changer la philosophie. Il faut une action massive interne, « et pour mener à bien ce changement de culture d'entreprise — c'est-à-dire passer de l'économie de l'offre à celle de la

demande, — les formations classiques ne suffisent pas », souligne Françoise Rey.

Les gouvernements des deux pays étudient depuis un an et demi environ le moyen d'organiser de plus en plus de séminaires dans l'esprit de Cergy-Pontoise. En novembre, une mission d'experts soviétiques se rendra en France afin de mieux définir les besoins de leurs entreprises, et l'URSS serait prête, semble-t-il, à financer la formation à l'étranger de gestionnaires qui n'appartiennent pas seulement cette fois à une élite.

Un protocole d'accord

« Quoi qu'il advienne, souligne Françoise Rey, nous avons quitté nos hôtes soviétiques avec le sentiment qu'ils espèrent vivement que l'on vienne faire sur place des piqures de rappel... » Dans le même esprit, mais dans un cadre juridique différent, le projet de création à Moscou d'un « centre de formation continue en management » est à l'étude : il s'agit d'une « joint venture » entre la France et l'URSS dont les termes restent à préciser, mais dont le but est de former 1 000 dirigeants par an.

Enfin, à l'issue du séminaire, un protocole d'accord, portant sur des échanges d'étudiants et de professeurs, sur des recherches communes et sur l'organisation de séminaires conjoints, a été signé entre l'ESSEC et l'Académie du commerce extérieur soviétique.

MARIE-FRANCE CALLE.

لبنان في الحاضر

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



FOSTER WHEELER, Engineering international,
12000 personnes sur 30 sites permanents dans le
monde, recherche pour son centre d'études à Paris

INGÉNIEUR DE PROJET CONFIRME

Ingénieur généraliste, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation de projets industriels et de travaux neufs (pétrole, chimie, construction navale, bâtiment, industrie, production d'énergie, informatique industrielle, aéronautique). Dans le cadre de cette activité vous aurez la responsabilité technique et de gestion des ressources d'une équipe d'ingénieurs généralistes et spécialistes.

vous avez si possible déjà travaillé en RPA, aux USA ou dans un environnement anglo-saxon et avez la pratique des chantiers, de la planification, du contrôle des coûts et de l'instrumentation.

Anglais technique et mobilité géographique sont appréciés. **Ref. PM.01**

INGÉNIEUR DE PROJET DEBUTANT

Ingénieur généraliste, vous êtes motivé pour assumer rapidement, au sein d'une équipe expérimentée, la responsabilité et la coordination technique pour la réalisation d'une unité de production industrielle.

Vous avez soit de connaissances, une imagination réaliste, une créativité objective, une rigueur des aptitudes à programmer l'effort, sont les principales qualités que nous aimerions trouver chez vous.

Diplôme de l'IFP, bonnes connaissances en allemand et en informatique, réelle mobilité géographique seraient un plus. L'anglais est indispensable. **Ref. PM.02**

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à **FOSTER WHEELER**, 31, rue des Bourdonnais - BP 124 - 75024 Paris Cedex 01, en précisant la réf. choisie.

DUMÉZ complète l'effectif
de son école de chantier à Ajakuta (NIGERIA)
et recherche :

COUPLE D'ENSEIGNANTS

pour scolariser avec l'appui du CNED les enfants de son personnel
expatrié.

• l'un assurera la direction de l'école (40 élèves environ) et le suivi
des disciplines scientifiques jusqu'en 3^e incluse.

• l'autre exercera dans le primaire.

Expérience comparable souhaitée.

Postes à pourvoir mi-septembre/début octobre 89. Logement en
base vie.

Conditions de travail agréables.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 071 à **Duméz**,
Direction du Personnel, 345 avenue Georges Clemenceau,
92022 Nanterre Cedex.



DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT



FOSTER WHEELER, société internationale,
filiale U.S., couvre l'ensemble de l'ingénierie
industrielle dans les secteurs du pétrole,
de la pétrochimie, de la pharmacie, de la
chimie fine, des terminaux et des champs
gazières.

Notre croissance nous amène aujourd'hui à recruter pour notre service
instrumentation

INGÉNIEURS SENIORS INSTRUMENTATION

• 10 d'expérience en Conception et Etudes d'instrumentation.
• Très bonne connaissance en Automatismes et Systèmes.
• Expérience de Direction et Gestion de projets. **Ref. M 01**

INGÉNIEURS INSTRUMENTATION

• Minimum 3 ans d'expérience dans fonction similaire.
• Formation de base en Automatismes et Informatique Industrielle.
• Connaissances en Mécanique des Fluides, Métallurgie et Programmation
appréciées. **Ref. M 02**

INGÉNIEURS MARCHES TRAVAUX

• 5 ans d'expérience en négociation et suivi de travaux pour des unités
industrielles. **Ref. M 03**

Pour l'ensemble de ces postes, l'anglais est indispensable. L'allemand serait
un plus.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à **FOSTER WHEELER** - 31, rue des Bourdonnais - BP 124 - 75024 Paris Cedex 01, en
précisant la référence choisie.

Consultant international en stratégie de développement d'entreprises

recrute

UN DIRECTEUR DE CABINET

POLYTECHNICIEN ou H.E.C.
(bonnes notions juridiques), trilingue

Pour réalisation d'audit européen pour PME-PMI, recherche de partenaires
européens, constitutions de groupements européens d'intérêt économique,
création de nouvelles relations bancaires pour les entreprises et suivi.
Nombreux déplacements à Bruxelles.

Envoyer a.v. + photo + prétentions à
notre Conseiller en recrutement :

**CR2 ACTE - 37, av. Franklin-Roosevelt
75008 PARIS.**

LE DÉPARTEMENT DES YVELINES

recrute

Pour les besoins de la direction de l'enseignement, de la
culture et des sports. Musée du Prieuré à St-Germain-en-Laye

UN COLLABORATEUR SCIENTIFIQUE CONTRACTUEL (homme ou femme)

chargé du suivi des collections, en relation directe avec le Conserva-
teur, et à qui seront confiées les tâches suivantes :

- recensement de l'inventaire,
- tenue des dossiers d'œuvres,
- tenue du registre des dépôts,
- exécution des formalités relatives aux mouvements des
œuvres,
- gestion de la photothèque.

Ce poste est destiné à une personne possédant de solides connais-
sances artistiques (maîtrise de l'Histoire de l'Art ou diplôme de
l'Ecole du Louvre) et muséologiques (technique de restauration des
œuvres).

Le sens de l'organisation, le goût de la communication et une bonne
maîtrise de la rédaction sont indispensables.

La rémunération nette annuelle est de 95 700 F, prime comprise
ainsi qu'une indemnité de fin d'année attribuée en fonction de la
manière de servir.

Les candidatures composées d'une lettre de motivation, d'un C.V.
détaillé et d'une photographie d'identité, devront être adressées
avant le 4 août 1989 inclus, délai de rigueur, à :

**Monsieur le Président du Conseil Général,
Direction Générale des Services du Département,
Service du Personnel,
bureau du personnel administratif et technique,
2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex.**

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus au
39-02-78-78, poste 38.58.

GRANDE BANQUE REGIONALE DE LYON

MARKETING

An sein de notre équipe développement vous serez une
force de proposition en matière d'offre clientèle.
C'est une réelle opportunité pour un candidat ayant
déjà réussi une première expérience professionnelle à
la charnière produit/marché et possédant une culture
financière.

Envoyez votre candidature
s/réf. AB 407 à **META CONSEIL**,
4, quai des Etoiles - 69321 LYON Cedex 05.



PARIS

300 KF +

R esponsable gestion administrative du personnel

SECTEUR COMMUNICATION

Multinationale de tout premier plan, recherche un spécialiste de la
gestion administrative du Personnel.
Votre qualité de compétence vous permettra d'animer votre équipe
et d'optimiser les systèmes de Pds et de Gestion (2000 personnes).
Intercollaborateur privilégié de la Direction financière, vous serez un des
acteurs du changement dans une société particulièrement perfor-
mante.

Profil de cette période propice aux contacts approfondis pour nous
appeler au 45 48 14 50 pour un premier entretien téléphonique, sous
référence PP/484

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS

AGENCE DE RECRUTEMENT

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

• FORC • 5 •

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

UN(E) FISCALISTE

D.E.S.S. ET/OU E.N.I.
(ou formation équivalente)

**POUR FAIRE PARTIE DE L'EQUIPE
DE FISCALISTES QUI :**

- assiste le directeur de service pour toutes questions concernant le
siège (montages financiers, etc.),
- assure le conseil aux filiales du groupe dans tous les domaines de la
fiscalité,
- expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou dans un cabinet de conseil
souhaitée,
- bonnes connaissances du droit des sociétés et du droit comptable
requises,
- pratique de l'anglais (lu, parlé, écrit).

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions
sous réf. 1719 à :



Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des écoles, 75017 Paris

سكنا من المص

Économie

SOMMAIRE

■ Le niveau de l'indice CAC de la Bourse de Paris a quintuplé depuis le 31 décembre 1981 (lire ci-contre).

■ Le niveau de vie des retraités a progressé plus vite que celui des salariés mais des inégalités subsistent (lire page 19).

■ L'économie néerlandaise doit assumer le legs difficile des années Lubbers (lire page 19).

■ L'industrie automobile américaine se restructure pour affronter la concurrence japonaise sur un marché maussade (lire p. 19).

L'indice CAC, le baromètre de la Bourse de Paris, a franchi pour la première fois de son histoire le seuil des 500 points. Il s'est inscrit le vendredi 28 juillet à 503,3. Entré depuis plus de trois ans et demi dans une phase de déclin, le CAC a connu depuis la fin du mois de juin, l'accession à ce sommet s'est faite avec peu d'affaires et dans un marché dépressif, où déjà les coups d'éclat ont été rares depuis le début de l'année.

« Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel. » Ce proverbe asiatique fréquemment utilisé en 1986 aux abords de la Bourse par les oiseaux de mauvais augure trouvait alors peu d'échos sous la verrière du palais Bourse. Autour de la corbeille, les investisseurs étaient trop occupés à suivre la folle envolée des valeurs françaises et à s'efforcer de tirer le meilleur profit de la flambée des cours amorcée aux premiers

jours d'octobre 1985, et sans évaluer depuis la seconde guerre mondiale, pour prêter l'oreille aux avertissements. L'indice CAC, composé des 230 actions inscrites à la cote officielle, mesurait les records successifs et passait en quelques mois du cap des 300 points à celui des 400 points.

Emportés par les événements, les experts se mirent durant les premiers jours du mois de mai à réviser hâtivement leurs pronostics à la hausse. Après avoir joué un CAC à 400 pour la fin de 1986, ils visèrent le cap des 500 points. Cette réévaluation de 25 % ne leur suffit pas. Et, littéralement soulevés par l'enthousiasme, quelques-uns crurent apercevoir la barre des 700 points à l'horizon 1987.

Un an plus tard, la déflation fut brutale. Le lent glissement des cours observé dès le mois d'avril alla en s'amplifiant jusqu'au mois d'octobre avant de se transformer en chute

libre à l'occasion du krach survenu le 19. La pente fut longue à remonter, et il fallut bien douze mois pour passer les plaies du sinistre et à commencer à croire à de nouveaux records d'altitude pour le CAC.

Sans trop y croire

L'idée d'un CAC à 500 réemerge dans les premiers jours de 1989, mais, cette fois, l'hypothèse fut émise avec toutes les précautions d'usage. En mars, les analystes furent plus nombreux à envisager une pareille possibilité pour la fin de l'année. Leurs prévisions s'affaiblirent

ment insaisissables des 500 points. Depuis le 1^{er} janvier, les valeurs françaises ont progressé de 22,7 %.

La performance est certes appréciable, mais, à pareille époque en 1988, la hausse atteignait les 34 %. La Bourse vivait alors un rythme des OPA et semblait prendre goût à ce mode d'acquisition venant des pays anglo-saxons. Pas moins de vingt-huit offres publiques d'achat avaient été déposées durant cette période. L'an dernier, débouchant parfois sur des batailles mémorables pour la prise de contrôle des groupes tels Martell, Télécom ou Bénédictine. Toutes les « opérations » étaient activement recherchées, entraînant

pour acquérir Télécom ou Darty. Ces acquisitions atteignaient chacune les 7 milliards de francs.

Regain d'intérêt

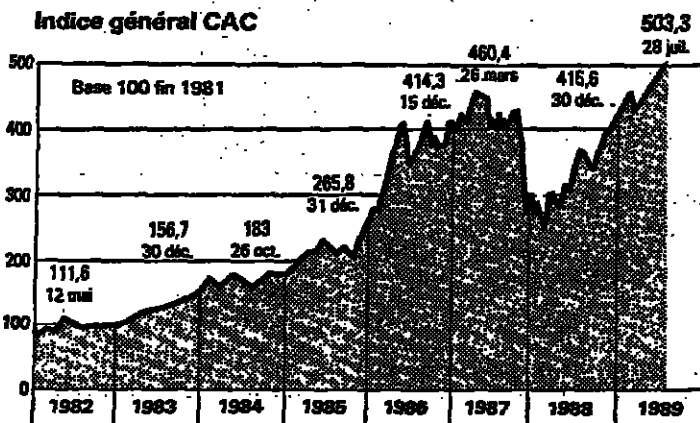
Ce manque de vigueur masque néanmoins un certain regain d'intérêt des investisseurs pour la place financière. Les comparaisons avec le premier semestre 1988 sont éloquentes tant pour la croissance du volume des transactions que pour celle des augmentations de capital. Durant les six premiers mois de l'année, le volume des échanges sur les actions françaises a progressé de 59,8 % atteignant les 273,1 milliards de francs. Les appels publics à l'épargne ont presque quadruplé pour s'élever à 22,5 milliards de francs (contre 6,3 milliards). Il est vrai qu'à l'époque, secourus par le krach et la chute des cours, les entreprises réclamaient à venir sur le marché boursier pour lever des fonds. Enfin, si, comme en cours du premier semestre de 1988, le second marché a accueilli une vingtaine de sociétés, leur entrée s'est effectuée dans de meilleures conditions. Chaque arrivée a jusqu'à présent suscité une forte demande.

Mais est attiré par la place boursière reste fragile et risque de s'émousser en l'absence de réelle animation sur le marché. Pour éviter ce phénomène, les sociétés de Bourse sont contraintes d'accroître leur mutation et de se transformer effectivement de courtier exécutif d'ordres en démarcheur commercial. D'autant que la concurrence avec les autres Bourses s'accroît et que les brokers londoniens comme américains ont quelques longueurs d'avance. A titre d'exemple, ils emploient un commercial pour un administratif ou parfois moins, alors que chez leur concurrent français ce rapport est de un pour quatre.

DOMINIQUE GALLIOS.

Bourse de Paris

La longue quête des 500 points



en fin de semaine et, à la fin du mois de juin, la date de l'événement fut avancée et fixée pour la fin de l'été. Les derniers instants furent pénibles, l'approche du seuil psychologique des 500 points semblait constituer un butoir durant un mois, jusqu'à ce 28 juillet. Toutes les raisons étaient bonnes pour justifier le phénomène, à commencer par la cherté du marché. « La Bourse de Paris a une confortable avance », entendait-on.

Vigilance d'un côté, placidité de l'autre, tels ont été les deux traits d'un marché pourtant parti durant les sept premiers mois de l'année à la conquête du sommet appa-

rent des cours. Bref, les boursiers vivaient à l'heure des « situations spéciales ».

Cette année, pour l'instant du moins, rien de tel ne s'est encore produit, comme si le vent de rachat qui continue de souffler à Londres et à New-York voulait épargner Paris. Une quinzaine d'offres d'achat ont bien été déposées durant les sept premiers mois, mais peu d'entre elles ont suscité un réel intérêt. Même l'OPA de la CFAO sur le succursaliste La Roche Médicale, d'un montant proche d'un milliard de francs, est de taille modeste à côté des opérations lancées en 1988.

La City au plus haut depuis vingt et un mois

Après Milan et Francfort, Londres est la troisième place à avoir effleuré, au cours du mois de juillet, les sommets du krach d'octobre 1987. Vendredi 28 juillet, l'indice Footsie (FT 100 valeurs) clôturait la semaine à 2306 points. Il dépassait ainsi, pour la première fois depuis vingt et un mois, son niveau de 2301,9 points enregistré le 15 octobre 1987, à la veille de la crise boursière.

Depuis le début de l'année, les valeurs de la City ont progressé de 28,65 %. Le marché est stimulé par les nombreuses OPA et vit actuellement le plus important de son histoire avec la tentative de rachat par Sir James Goldsmith du conglomérat British American Tobacco (BAT). Le montant de cette acquisition s'élève à 13 mil-

liards de livres (135 milliards de francs). Dans le même temps, la place londonienne est à nouveau ébranlée par un scandale financier. Après l'affaire Guinness, voici celle concernant Blue Arrow. Dans un rapport publié récemment, le ministère du commerce britannique a accusé la National Westminster, plus précisément sa filiale, la banque d'affaires County Network, et le courtier Phillips and Drew d'avoir « trompé le marché » lors de l'augmentation de capital de l'entreprise de services Blue Arrow en août 1987. Une série de démissions a été annoncée la semaine dernière. Toutefois, l'indice Footsie reste encore en deçà de 6 % de son record observé le 16 juillet 1987 (2443,4 points). La troisième Bourse mondiale est

l'une des dernières à avoir tiré un trait sur le krach. Ses deux grandes rivales, Tokyo et New-York, l'avaient fait en avril 1988 pour le Nikkei-Doi et en mai 1988 pour le Dow Jones. En Europe, Bruxelles a amorcé le mouvement en février 1988, suivi par Paris le 22 septembre de la même année. Il ne reste désormais que le Vieux Continent qu'Amsterdam à n'avoir pu redresser la tête. Madrid, après être revenue au-dessus de son niveau du krach en juin dernier, est repassée en dessous. Enfin, les places asiatiques de Hongkong et de Singapour n'ont pas encore oublié le krach, pas plus que les Bourses australienne et d'Afrique du Sud.

D. G.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Chef du service juridique

Entreprise BIP, diversifiée et en expansion (2500 personnes, nombreuses filiales), nous recherchons notre Chef du Service Juridique. Dépendant directement de la Direction Générale, vous aurez la charge de l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe : contrats, contentieux, assurances, acquisitions et cessions, propriété industrielle... De formation supérieure, vous avez une expérience de 8 années ou moins, acquise dans une entreprise industrielle à un poste semblable. Un diplôme de 3ème cycle en Droit des Affaires sera apprécié. Vous devrez vous imposer tant à l'intérieur du groupe, qu'à l'extérieur avec nos différents partenaires et clients. Vos compétences nous ont aussi un sens relationnel affirmé vous y aideront. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser sous référence 855/M à AL Conseil, 35 rue de Naples, 75008 Paris.

AL conseil

CRÉDIT AGRICOLE

AUBE

recherche son (sa) :

CHEF COMPTABLE

Il aura pour mission :

- d'organiser et d'adapter en permanence la comptabilité générale en vue d'une rationalisation des traitements et d'une sécurité accrue des procédures ;
- d'assurer le contrôle des opérations comptables des services du Siège et des Agences ;
- d'assurer les liaisons avec les auditeurs et contrôleurs externes ;
- d'assurer une mission de conseil sur le plan fiscal.

Le candidat, titulaire du DECS, devra justifier d'une première expérience confirmée dans l'animation d'une équipe comptable, et possible en milieu bancaire.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à :
CRÉDIT AGRICOLE DE L'AUBE
Département personnel et moyens
269, faubourg Croncels, 502 X 10080 Troyes Cedex.

Le Monde CADRES

Directeur du financement Vente

Région Parisienne

Nous sommes une société « Hi-TECH » renommée et en expansion.

Nous créons la filiale qui prendra en charge le financement de nos ventes aux entreprises et leur conseil en produits financiers tels que le crédit bail ou la location vente.

Nous cherchons le « patron » de cette filiale caractérisée par la légitimité de la structure et l'importance de son développement.

Nous souhaitons un cadre financier et homme de marketing, avec à son actif 10 ans d'expérience professionnelle réussie, acquise de préférence dans un organisme financier s'adressant à la clientèle Entreprises.

Merci de contacter immédiatement notre conseil en lui adressant votre dossier de candidature, sous réf. VO/111M. Pour un contact plus rapide l'appeler au 45.48.14.50.

INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

DE NOUVELLES METHODES PEDAGOGIQUES, UN RESEAU DE FORMATEURS TOUS PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE

DIRECTEUR D'INSTITUT

GRENOBLE - MONTPELLIER - NANCY

Former des futurs dirigeants de haut niveau c'est l'objectif des Instituts Européens des Entrepreneurs.

Votre Mission : En bénéficiant de l'aide de la FONDATION et des équipes régionales, vous devrez assurer des fonctions pédagogiques et administratives. Votre sens des contacts vous permettra de prendre en charge la promotion de l'Institut.

Votre Profil : Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Université ou Ecole de Commerce) vous devez posséder une expérience de l'enseignement en Entreprise. Doué pour les relations humaines, vous possédez des réelles aptitudes dans le domaine de la formation.

La maîtrise de l'expression orale sera appréciée.

Rémunération très motivante.



Merci de bien vouloir envoyer lettre de candidature manuscrite, CV et photo à :
FONDATION INTERNATIONALE DES ENTREPRENEURS - 127, rue de la Tour - 75116 Paris. Confidentialité assurée.

Cabinet d'expertise comptable

recherche

1 EXPERT COMPTABLE

financière ou diplômée

pour poste stable

en ANTIKILL

écrite à :

C. J. J. J.

10, rue de la Chapelle, 114

77270 Villiers-sur-Marne

VILLE DE CHATEAULAIN

Eure-et-Loir

recherche pour renforcer son

service économique

COLLABORATEUR

CONTRACTUEL, ayant :

- Une bonne connaissance

des entreprises et de leurs

comptes ;

- Des notions techniques com-

ptables en vue de pro-

poser les zones d'acti-

vidité, de rechercher et

conseiller les entreprises

susceptibles de s'installer

sur ces zones.

Le poste comprendra à un

cadre commercial de 30 à

40 ans environ.

VILLE DE CHATEAULAIN

28200 Ouzouer

VILLE DE BONGY

recherche

pour un poste de chef

ORTHODONTISTE

EXPLORATION

dolente LÉONIE technique,

EDWIGE de la bobine

de 22 à 30.

Pour à pourvoir

1^{er} sept. 1989.

Adresser candidature

et C.V. à Monsieur le maire

de Bongy 52000.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements

ventes

7^e arrdt

INVALENCE. Vm superbe,

vol 8 pces, a été démolie,

9^e arrdt, 3 000 000 F.

45-67-42-70.

13^e arrdt

PTE DE CHOISY, IFTV

SUPERBE LOFT

Se duplex, 150 m²,

terrasses, cuisine, solail,

Karl de Rouen, 42-75-40-18.

locations

non meublées

demandes

Paris

BARBARA FRELING

24, 16, 5, pl. Vendôme,

40-20-86-00

recherche pour multinationale

et clientèle internationale,

opérations de location.

PARIS-RESEAU.

locations

meublées

demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

recherche pour multinationale

MULTI, PC - RM

Constitution de société,

Démarches et tout serv.

Par téléphone : 43-55-17-50.

43-55-17-50.

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - PC - RM

Constitution de société,

Démarches et tout serv.

Par téléphone : 43-55-17-50.

43-55-17-50.

maisons

de campagne

MARON DE PAYS (Charente)

à 5 km de Poirault,

550 m² de terrain,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

à 5 km de Poirault,

Proche de la grande route

Économie

SOCIAL

Le niveau de vie des retraités

Des gains importants qui s'effritent

Le niveau de vie des retraités s'est considérablement amélioré depuis 1970, mais des inégalités importantes subsistent et la progression se ralentit, c'est ce que montrent en évidence plusieurs études récentes.

Sur le long terme, la progression est incontestable et massive, comme le montre une étude de M^{me} Geneviève Cancelli sur les revenus fiscaux de 1984, publiée dans le dernier numéro d'*Economie et statistique* (1). La revue de l'INSEE, Entre 1970 et 1984, les pensions des retraités ont gagné 80 % de pouvoir d'achat, alors que le salaire moyen d'un ouvrier n'a progressé que de 40 %. C'est pour le minimum vieillesse que la progression a été la plus forte, puisque son pouvoir d'achat a été multiplié par 2,5.

Cette analyse est confirmée par les études publiées récemment dans un cahier statistique de *Solidarité* intitulé *La vie des retraités* de la solidarité et consacré aux personnes âgées (2). Le minimum vieillesse a été « un instrument efficace de lutte contre la pauvreté », estime M. Jean-Marie Charbonnel, du CEREC : en juillet 1988, il représentait les deux tiers du SMIC net (cotisations sociales déduites, que ne paie pas le bénéficiaire du minimum vieillesse). Malgré les revalorisations intervenues, il concernait en 1988 moins de 1 million et demi de personnes, contre 2,2 millions en 1970. Les deux tiers avaient soixante-cinq ans ou plus, 45 % plus de quatre-vingts ans.

L'amélioration des pensions résulte à la fois de la croissance économique des « Trente glorieuses » et des réformes, notamment au cours des années 70 (lois Boulin, développement des retraites complémentaires, etc.). Chaque génération quitte la vie active à trois de meilleures conditions de retraite que les précédentes, écrit M^{me} Cancelli. Ainsi, la pension moyenne des retraités de soixante et un ans à soixante-cinq ans était-elle, en 1984, supérieure de 17 % pour les hommes et de 11 % pour les femmes à celles de retraités de soixante-cinq ans ou plus.

Des disparités profondes

Cependant, des différences importantes subsistent entre retraités. Parmi les salariés eux-mêmes : la pension moyenne d'un retraité du secteur public était supérieure de près de 19 % à celle d'un retraité du secteur privé. Celle d'un cadre représentait presque le double de celle d'un salarié « moyen » du privé. Les femmes, surtout, avaient des pensions inférieures de moitié à celles des hommes en raison de la courte durée de carrière de beaucoup d'entre elles.

Le patrimoine modifie considérablement la situation des retraités, de même que la disparition des charges de famille. « A revenu égal, estime M. Charbonnel, les jeunes ont probablement un niveau de vie inférieur à celui de leurs aînés » dont « les charges familiales ont presque complètement disparu ». M^{me} Cancelli constate aussi que « les foyers âgés ont presque toujours une situation meilleure que les familles avec enfants. Ils ont par exemple un niveau de vie équivalent à celui de couples de deux actifs avec deux enfants (type de famille le plus fréquent). Seuls les couples de deux actifs avec un seul enfant ont un niveau de vie supérieur ».

Des progressions contrastées

Chez les anciens travailleurs indépendants, ce patrimoine est généralement suffisant pour non seulement réduire les charges (priorité d'un logement par exemple), mais aussi apporter un revenu relativement substantiel. Alors que les anciens salariés à la retraite tirent 9 % de leurs ressources totales de revenus du patrimoine, les « retraités des affaires » en tirent près de 35 %, ce qui compense largement le niveau moins élevé de leurs pensions, et leur assure finalement un revenu global supérieur de 11 % en moyenne à celui des salariés retraités. En revanche, pour les agriculteurs, qui tirent du patrimoine 16 % de leur revenu global, la faiblesse des pensions aboutit à des ressources inférieures de 60 % à celles des anciens salariés.

La progression du niveau de vie des retraités a-t-elle continué ces

dernières années ? Il faut distinguer entre le niveau moyen et l'évolution du niveau de vie de chaque retraité.

« La tendance observée au cours des dernières années se prolonge (après 1984), écrit M^{me} Cancelli, du fait de la disparition des retraités touchant les plus faibles pensions, la situation du « retraité moyen » continue de s'améliorer ». Mais pour les retraités, il n'est pas sûr que les gains observés par rapport aux salariés se maintiennent. Si l'on en croit l'étude de M. Charbonnel, l'évolution a été médiocre sur la période 1981-1987 : s'il y a eu des gains — inégaux — après 1984, notamment pour les ménages avec deux retraités, c'est essentiellement en raison de la baisse des impôts.

Qu'on en juge. Pour des cadres, avec une seule pension, le pouvoir d'achat final a baissé d'environ 1,2 % jusqu'à 1984, progressé de 0,1 % ensuite ; pour un couple avec deux pensions la baisse a été de 0,8 % suivie d'un gain de 0,5 %. Pour des employés, avec une seule pension, il y a eu baisse de 0,6 %, puis stabilité ; avec deux, baisse de 0,4 %, puis gain de 0,2 %. Pour des ouvriers, enfin, avec une pension, il y a eu baisse de 0,7 % suivie d'un gain de 0,1 %, et avec deux pensions, une baisse de 0,4 % suivie d'une progression de 1,1 %.

Quant au minimum vieillesse, après une très forte progression en 1981-1982, il a vu son pouvoir d'achat s'éroder : le revenu disponible d'un bénéficiaire du minimum vieillesse a progressé de 4,9 % jusqu'à 1984 pour une personne seule, de 2,7 % pour un couple, mais il a ensuite diminué de respectivement 0,1 % et 0,7 %.

GUY HERZLICH.

- (1) *Economie et statistique*, numéro 222, juin 1989.
- (2) *Cahiers statistiques Solidarité*, numéro 16 : Personnes âgées (environnement, santé, revenus). Documentation française.

Amélioration partielle du dispositif d'aide au retour des immigrés

Le *Journal Officiel* du 29 juillet a publié un arrêté modifiant partiellement le dispositif d'aide publique à la réinsertion des travailleurs étrangers. Aux termes de cet arrêté, l'allocation publique accordée à un travailleur immigré d'un moins quarante-cinq ans en instance de licenciement économique ainsi que l'aide accordée par son dernier employeur, qui aura signé une convention avec l'Office des migrations internationales (OMI), peuvent être affectés, en totalité ou en partie, à la constitution d'une rente versée jusqu'à la fin du mois du soixantième anniversaire des bénéficiaires par un organisme désigné par la convention.

Le montant de cette allocation, qui vise à « couvrir tout ou par-

tie » des dépenses faites par l'intéressé pour « assurer le succès » de sa réinsertion (équipements, formation, « peut, exceptionnellement, dépasser » le montant de 20 000 F par bénéficiaire fixé pour tous les autres cas de travailleurs immigrés en instance de licenciement économique ou au chômage, « sans pouvoir excéder 60 000 F en moyenne pour l'ensemble des bénéficiaires d'une convention ni 80 000 F par bénéficiaire ».

L'OMI a précisé récemment que le nombre de candidats au retour ne cessait de baisser. En 1988, 1 935 dossiers ont été déposés, soit une baisse de 33 % par rapport à 1987. Depuis 1987, année de l'instauration de cette aide, 32 889 dossiers ont été déposés.

ETRANGER

Avant les élections législatives de septembre aux Pays-Bas

Le legs difficile des années Lubbers

AMSTERDAM
de notre correspondant

« Plus loin avec Lubbers. » Tel est le slogan sous lequel le premier ministre néerlandais démissionnaire, candidat à sa propre succession, mène la liste chrétienne-démocrate (CDA) aux élections législatives anticipées du 6 septembre prochain. Un slogan peu imaginatif assurément, mais logique. Au pouvoir depuis 1982, M. Ruud Lubbers est le premier à reconnaître qu'il « a encore beaucoup de travail à faire ». Ainsi s'exprimait-il récemment devant le congrès de son parti en visant explicitement les « trois axes » de la politique économique appliquée depuis sept ans : « la reprise, la réduction du déficit budgétaire et la lutte contre le chômage ».

Sept années sans fantaisie par opposition à la gestion des années 70, quand « tout semblait possible » grâce au pactole procuré par l'exploitation des gisements de gaz naturel : « Les salaires augmentaient et les hommes politiques inventaient des programmes d'action sociale de plus en plus généreux ». Avec la baisse des recettes tirées du gaz (environ 22 milliards de francs en 1988 contre plus de 70 milliards en 1984) en toile de fond, les années Lubbers ont été marquées au fer de la discipline budgétaire.

Sept années rigoureuses donc, pendant lesquelles les Pays-Bas ont été gérés comme une entreprise en reconstruction par des responsables pétris de l'indéboulabilité de leur démarche. Avec quel résultat ?

La reprise économique est au rendez-vous des élections, sans aucun doute. Le taux de croissance est passé de - 0,4 % en 1982 à 2,7 % en 1988. Cette année, les 3 % devraient être atteints, sinon franchis : le Bureau social du plan parie même sur 4,4 %. La sortie du tunnel est illustrée par deux indices-clés. Après avoir augmenté de 11 % l'an dernier, les exportations se retrouvent toujours sur une pente ascendante : l'excédent de la balance commerciale a atteint près de 10 milliards de francs à la fin du premier trimestre 1989, contre environ 5,5 milliards de francs douze mois auparavant. Second indicateur : les investissements des entreprises. Selon le Bureau central des statistiques, ils ont connu un taux de progression en volume de 10,8 % en 1988 contre une moyenne annuelle de 6,4 % sur les cinq années précédentes.

Dans une allocation récente, M. Rudolf de Korte, vice-premier ministre et ministre des affaires économiques, attribuait le redressement économique des Pays-Bas à trois facteurs : une conjoncture internationale favorable, le ralentissement de la croissance des dépenses collectives et la modération salariale.

Forces est de constater que la sortie du tunnel de l'économie néerlandaise a mis du temps à se faire et n'a effectivement pris forme qu'avec la reprise mondiale des échanges au cours des derniers trimestres : les Pays-Bas ne doivent-ils pas au dynamisme de leur commerce extérieur près de la moitié de leur produit national brut (quelque 450 milliards de francs en 1988) ?

A en croire les experts du Parti libéral (VVD), auquel appartient M. de Korte, la masse des dépenses publiques par rapport au revenu national a régressé de 69,2 % en 1982 à 63,2 % en 1988. Ces six points représentent une économie de plus de 70 milliards de francs. Malgré cet effort, qui s'est traduit par la mise en chantier d'une réforme des systèmes d'assurance-maladie, des bourses universitaires et des allocations-logement, les Pays-Bas restent en tête des vingt-quatre pays membres de l'OCDE pour ce qui concerne le poids des dépenses collectives.

Mais les sept années de gestion libérale qui viennent de s'écouler n'ont pas pour autant significativement réduit le déficit budgétaire par rapport à l'Etat-providence.

Comme dans le même temps la pression des prélèvements obligatoires n'a pas augmenté — le gouvernement ayant tenu son objectif de les stabiliser à leur niveau de 1982, soit environ 52 % — les Pays-Bas ont constamment vécu à crédit, finançant leurs dépenses collectives par le déficit budgétaire.

Le spectre du déficit budgétaire

Au fil des derniers budgets, le déficit est pourtant progressivement sorti du gouffre, qui avait atteint, en 1982, 9,4 % du PNB. La prochaine loi de finances devrait pouvoir faire état d'un trou ramené à des proportions plus raisonnables : environ 5 % du PNB à quelques dixièmes près, grâce, entre autres, à un renchérissement du gaz naturel, dont les exportations ont par ailleurs retrouvé une certaine vigueur, ainsi qu'à des rentrées fiscales en hausse de 4 % sur les prévisions. En l'occurrence, les baisses des impôts concédées par le gouvernement Lubbers (l'impôt sur les bénéfices est désormais de 40 % au plus, le taux supérieur de la TVA est passé à 18,5 % et une réforme en profondeur de la fiscalité des revenus est entrée en vigueur au 1^{er} janvier) ont vu leur effet pour le Trésor heureusement limité par la reprise économique.

Malgré cette reprise, le « ballet budgétaire » handicape l'action du prochain gouvernement, quelle qu'en soit la couleur politique. L'endettement global de l'Etat représente de 67 % à 81 % du PNB, selon que l'on exclut ou que l'on intègre les engagements des collectivités territoriales !

Chaque mois, la puissance publique néerlandaise a besoin d'environ 10 milliards de francs pour joindre les deux bouts. Elle a donc régulièrement recouru au marché des capitaux : le huitième emprunt d'Etat depuis le début de l'année a été lancé au cours des premiers jours de juillet.

« Où est le plafond ? », s'interroge un chercheur en économie de l'université de Rotterdam. Que la banque centrale des Pays-Bas ne parvienne plus, par exemple, à faire coller le florin au deutchemark, et « les investisseurs perdront confiance ». Or, leur soutien est indispensable « pour que nos finances publiques retrouvent une certaine flexibilité », conclut notre interlocuteur.

A l'exception de l'alliance électorale formée par les petits partis radicaux de gauche, toutes les formations politiques ont donc inscrit la réduction du déficit budgétaire parmi les priorités de leur programme. Comme aucune d'entre elles n'annonce d'augmentation des impôts ou des cotisations sociales, la future équipe gouvernementale ne disposera que d'une marge réduite pour financer des actions originales. D'autant que les deux principaux partis, le CDA, dans le camp actuellement majoritaire, et le Parti du travail (PvdA, socialiste), dans l'opposition, se sont engagés à faire évoluer les allocations sociales et les revenus des fonctionnaires au même rythme que les salaires dans le secteur privé.

Or, ces derniers, longtemps maintenus sous le boisseau par les vertus du consensus social, ont tendance à s'enlever, les syndicats ayant salué le retour de la licence par un regain de combativité. Les accords salariaux attachés depuis le début de l'année dans plusieurs secteurs (transports routiers, industries graphiques, construction) inquiètent peut-être moins les milieux patronaux que les responsables politiques, qui craignent de ne pas avoir les moyens de leur ambition de solidarité.

C'est là l'illustration des limites du legs des années Lubbers, qui ont, sans aucun doute, lancé le train de l'économie néerlandaise sur la voie du redressement, mais sans débarrasser tous les freins qui gênent sa progression... ni sans pouvoir y embarquer tout le monde.

Selon que l'on retient l'une ou l'autre des deux définitions en vigueur du mot « chômage », quatre cent mille ou six cent mille personnes sont restées à quai. La politique de l'emploi restera, à coup sûr, l'un des soucis du prochain gouvernement, au même titre que la consolidation de la reprise, et la modération budgétaire. L'alternance, si alternance il y a, n'ira pas sans une bonne dose de continuité.

CHRISTIAN CHARTIER.

AFFAIRES

Confrontée à une baisse de la demande

L'industrie automobile américaine s'engage dans une nouvelle restructuration

Les constructeurs automobiles européens observent attentivement la restructuration qui a commencé d'affecter en profondeur l'industrie automobile américaine. Pour une raison simple : ils savent qu'ils ne seront pas épargnés.

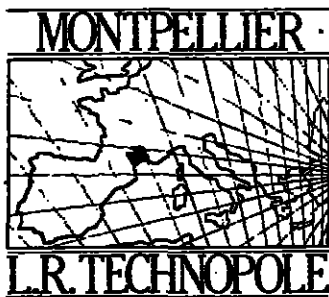
Ford, Chrysler et General Motors sont confrontés aujourd'hui à un double phénomène : la baisse des achats de véhicules neufs et la production massive de leurs concurrents japonais, désormais installés aux Etats-Unis. Au cours du premier semestre 1989, les grands constructeurs américains ont en effet enregistré une chute de commandes d'environ 6,5 % par rapport à 1987 et à 1988. Les faibles bénéfices annoncés par General Motors au second trimestre (- 3,5 %) sont considérés par tous les analystes comme le symptôme manifeste d'une baisse de la demande prolongée au sein de la population américaine.

Quant à Ford, son président, M. Lee Iacocca, a profité d'une légère hausse du bénéfice trimestriel pour annoncer des licenciements. Le troisième constructeur américain entend en effet réduire ses effectifs salariés d'environ 8 % au cours des quinze prochains mois. Quelques jours auparavant, le président de

Chrysler avait annoncé la fermeture d'un certain nombre de sites industriels. Ce plan de fermeture-licenciements doit permettre à Chrysler de réaliser 1 milliard de dollars d'économie.

Cette amorce de crise est exacerbée par l'arrivée sur le marché des premiers véhicules directement produits par les Japonais aux Etats-Unis. Près d'un million de véhicules (voitures et camionnettes) seront commercialisés cette année par Toyota, Nissan et quelques autres. Selon les analystes de la firme Autodata, ce chiffre pourrait tripler au cours des cinq prochaines années. La production américaine atteindra alors probablement 16,5 millions de véhicules, soit 2,5 millions de véhicules en trop.

La question qui se pose est désormais la suivante : quels constructeurs vont faire les frais de la surproduction ? Selon le cabinet d'analyses Ward Automotive, la réponse ne fait aucun doute : ce sont les américains. La production de Ford, General Motors et Chrysler devrait, selon eux, dégringoler de 16 % au cours du dernier trimestre de 1989, alors que celle des constructeurs japonais va monter en flèche de 41 %. Tout dépendra en fait des politiques de prix mises en place pour séduire le consommateur américain.



LE CORUM
Le Palais des Congrès au Cœur de Montpellier

Membre de
ICC
APC

Atout décisif de la stratégie internationale de Montpellier, le CORUM - l'un des quatre plus grands Palais des Congrès de France - illustre la place de Montpellier dans l'Europe de demain.

Directeur général

francophone, d'envergure internationale. Responsable de la SARL du CORUM, son rôle consistera :

- à assurer et à entretenir les contacts nationaux et internationaux nécessaires à la bonne marche commerciale du Palais et à une programmation de niveau international,
- à prendre en main la direction du CORUM (gestion de 100 personnes et budget de 45 MF).

Merci d'adresser votre candidature avec CV, sous référence AC 89 à CORUM, M. Guibal, Esplanade Charles-de-Gaulle - BP 2200 - 34037 Montpellier Cedex 1 - France. Discretion assurée.

سلا مة الله



Crédit d'équipement des PME

FICHE D'INFORMATION

Emprunt du CEPME garanti par l'Etat, juillet 1989

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 11 juillet 1989, de procéder à l'émission d'obligations d'un montant de 700 millions de francs de 5 000 F nominal. Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 700 000 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 689 493 300 F, après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 10 206 700 F (TVA incluse), ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

EMPRUNT 9 % 1989/1999

MONTANT : 700 millions de francs.
PRIX D'ÉMISSION : 100 % soit 5 000 F, par obligation.
DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 16 août 1989.
DATE DE JOUISSANCE : 19 août 1989.
INTERET : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 % soit 450 F, par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année.
 Par exception, le premier terme d'intérêt payable le 19 août 1990 sera de 341 F, correspondant à un taux de rémunération annuelle de 6,82 %.
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 8,88 %.
DURÉE : 10 ans et 3 jours à compter du 16 août 1989.
AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amortissables en totalité le 19 août 1999.
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.
 En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque, et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.
 Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.
COTATION : Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris). Le nombre d'obligations 9 % à échéance du 19 août 1989 est de 493 413 et se répartit comme suit :

129 193 titres en code 11 187 cotés 100,80 % au 19 juillet 1989
160 000 titres en code 14 090 cotés 100,80 % au 19 juillet 1989
200 000 titres en code 14 101 cotés 100,20 % au 19 juillet 1989
4 220 titres en code 14 121 cotés 100,80 % au 19 juillet 1989

A compter du 19 août 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.
ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations 9 % 1988/1999 code Sico-vam 11 187 dès le 19 août 1990.
PRISE FERME DE L'EMPRUNT : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Caisse nationale de Crédit agricole, la Banque nationale de Paris, le Crédit du Nord et la Banque Indosuez.
FONDS DE RÉGULARISATION : Le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire, au bon fonctionnement du marché, à racheter des obligations en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisés pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.
 Les obligations ainsi rachetées ne pourraient être revendues et seraient annulées.
ASSIMILATIONS : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouvelles obligations entièrement assimilables aux présentes obligations, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces obligations, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.
FORME DES TITRES : Les obligations pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des obligataires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les teneurs de compte.
 Les titres seront inscrits en compte et négociables le 2 août 1989.
RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.
 En l'état actuel de la législation, les intérêts des obligations émises à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

- soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ; le prélèvement social exceptionnel de 1 % a vu son effet prorogé du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1989, par la loi n° 88-810 du 12 juillet 1988,
- soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits d'obligations est porté à 8 000 F, pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et à 16 000 F, pour les couples mariés soumis à une imposition commune.
GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service de l'emprunt en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires, est garanti par l'Etat.
 L'émission sera ouverte le 31 juillet 1989 et pourra être close sans préavis.
BUT DE L'ÉMISSION : La présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.
 La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 3 juillet 1989.
 A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 22 mai 1989, date du visa n° 89-194 apposé par la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 29 mai 1989, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société.

Le président du directoire
Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-325 en date du 20 juillet 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1988 est disponible sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : (1) 42-98-80-85.

Économie

ÉTRANGER

Taïwan mieux que la Corée du Sud
Un dragon discret

Taïwan : « un dragon discret », observe le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) dans sa lettre de juillet. « Sur trente-cinq ans, les performances de Taïwan sont égales sinon supérieures à celles de la Corée du Sud. » De 1973 à 1988, le taux de croissance moyen annuel du PIB par habitant, en atteignant 6,2 %, approche celui de la Corée (6,8 %). La progression des exportations est à peu près comparable (12 % et 14 % sur la même période), tandis que le taux d'inflation a été près de deux fois moindre (7,9 % contre 13,1 %). La désinflation mondiale n'influe pas cet écart puisque le taux d'inflation était en 1988 de 1,3 % à Taïwan et de 7,1 % en Corée du Sud. En outre, le niveau de revenu par habitant, dans l'île, était la même année de 2 000 dollars supérieur à celui de son voisin.

Cette conjoncture favorable intervient dans un cadre économique marqué par l'importance du secteur public. A Taïwan, le pou-

voir politique détermine les grandes orientations de l'économie, relayé en cela par les banques, les industries, les centres de recherche dont il a le contrôle. Alors que la part du secteur public en 1987 n'atteignait que 20 % de la valeur ajoutée totale, l'investissement public entrainait à concurrence de 42 % de l'investissement. Parallèlement, le caractère « familial » de la plupart des entreprises taïwanaises (qui assurent leur production sur une multitude de variétés de produits similaires) et la sous-traitance implique une relative faiblesse de l'investissement privé. Contrairement à la Corée du Sud, dont les entreprises tentent de maîtriser les opérations de la production à la commercialisation, « la mise de fonds à Taïwan est bien plus réduite pour un résultat comparable ». Au total, l'investissement représentait près de 25 % du PIB et l'épargne 35 % en 1988.

« La disproportion de l'écart d'épargne par rapport à l'investis-

sement s'est ainsi traduite par la montée d'un excédent courant trop important. » Les ressources officielles atteignent en effet plus de 70 milliards de dollars (environ 450 milliards de francs), soit l'équivalent de celles de la Banque centrale de RFA. Les autorités s'efforcent désormais de lever certaines restrictions à l'importation, ainsi que de laisser la monnaie s'apprécier : elle a déjà progressé de 40 % depuis 1985 par rapport au dollar. Le contrôle des changes par ailleurs a été relâché et les entreprises sont désormais autorisées à investir à l'étranger, notamment en Chine populaire.

Comme l'observe le CEPII, la réalisation de ce dernier objectif devrait être favorisée par la nouvelle donne politique de Taïwan. M. Lee Teng-hui, successeur de Chiang Kai-shek, entend traiter le gouvernement de Pékin de plus en plus comme n'importe quel gouvernement étranger.

Les services électroniques lui étant ouverts

ATT peut aborder de nouveaux marchés

Après sept ans d'interdiction, American Telephone and Telegraph (ATT) est autorisé à se lancer sur le marché des services électroniques comme les bases de données, les informations financières, les « pages jaunes » ou les réservations de voyage.

Le juge Harold Greene, compétent entre-Atlantique en matière de télécommunications, avait interdit en 1982 au géant américain d'aborder ces métiers, à l'issue du procès anti-trust qui opposait depuis des années la compagnie au ministère de la Justice. L'interdiction était limitée à sept ans et ne pouvait expirer qu'à condition que la concurrence se développe sur le marché des communications téléphoniques longue distance et celui des services électroniques concernés.

Or, un des effets de la dérégulation des télécoms aux États-Unis, a été d'entamer la position écrasante d'ATT dans les télécommunications longue distance. En cinq

ans, la part de l'américain sur ce marché serait passée de près de 90 % à 67 %, des opérateurs comme MCI et US Sprint ayant réussi à y prendre un pied. « Ma Bell » (surnom donné à ATT aux États-Unis) avait donc déposé une demande pour que l'interdiction pesant sur elle soit levée. A compter du 25 août, ce sera chose faite et un nouveau champ d'activité s'ouvrira pour elle.

Reste à savoir si la compagnie y rencontrera plus de succès que dans l'informatic, un domaine où son arrivée avait suscité bien des craintes, il y a six ans, mais où elle n'a pas su transformer l'essai comme le montrent les derniers déboires de son alliance avec l'italien Olivetti (le Monde du 18 juillet). Cette alliance ratée — et les déceptions rencontrées dans celle conclue avec un autre européen, Philips, — ne l'auraient-elles pas dégoûtée des joint-ventures ?

F.V.

Négociations
sur la dette
des Philippines ?

Les Philippines pourraient entamer, mardi 8 août à New-York, des négociations avec leurs quatre cent quatre-vingt-trois banques créancières. Cette information fournie samedi 29 juillet par l'agence officielle PNA (Philippines News Agency) n'a pas encore été confirmée.

Le secrétaire d'Etat aux finances, M. Vicente Jayme, et le gouverneur de la banque centrale, M. Jose Fernandez, ont déjà rencontré en juillet des représentants des banques créancières des Philippines pour des discussions préliminaires. Ils cherchaient notamment à obtenir 1,7 milliard de dollars de nouveaux prêts ainsi qu'un programme de réduction de l'encours de la dette comparable à celui qui vient d'être conclu entre le Mexique et ses créanciers. La dette extérieure des Philippines s'élève à environ 28 milliards de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Electricité
de France

Emprunt juillet 1989

8,59% ACTUARIEL

1250 000 000 FRANCS A TAUX FIXE

avec au choix du souscripteur :

ASSIMILATION AU GISEMENT EDF 8,90%

Souscription : 100% soit 5000F par titre
Date de jouissance et de règlement :
16 août 1989
Remboursement au pair le 16 mai 2000

Intérêt annuel : 8,90%, soit 445 F payable
en une seule fois le 16 mai de chaque
année, et pour la première fois le
16 mai 1990 au taux de 4,34% soit 217 F.

OU :

ASSIMILATION AU GISEMENT EDF 8,60%

Souscription : 104,29% soit 5214,50 F
par titre dont 214,40 F de coupons courus
Jouissance : 15 février 1989
Règlement : 16 août 1989
Remboursement au pair le 15 février 2000

Intérêt annuel : 8,60% soit 430 F
payable le 15 février de chaque année
de 1990 à 2000.



Une note d'information
(voir COB n° 89-330 du 26 juillet 1989)
peut être obtenue sans frais auprès de la CNE
et des établissements chargés du placement.

EDF - Direction des Services Financiers et Juridiques - 2 rue Louis-Murat, 75008 Paris. Tél. (1) 40 42 22 22
CNE - Service des titres - 18 bis rue de Berni - 75008 Paris - Tél. (1) 43 59 46 46

INVESTISSEZ DANS UN COURANT PORTEUR

TOUT
UNCERTAIN
EN SERV

DUPT

RENTS

RENTS

LES SERVICE

TOUT LE MONDE A UN LIVRET A CERTAINS SAVENT MIEUX S'EN SERVIR QUE D'AUTRES

AVEC LE COMPTE CHÈQUE ÉCUREUIL ET LA CARTE BLEUE ÉCUREUIL

Votre Livret A vous offre tous les avantages d'un compte rémunéré à 4,5% défiscalisé (les comptes d'épargne bancaires sont imposés).

BOURSE INVESTISSEMENTS

L'Ecureuil vous propose 20 SICAV et Fonds Communs de Placement. Des produits sûrs ou des produits plus offensifs. Une opportunité se présente, votre Livret A vous permet de la saisir. Et la réserve sur votre Livret A est toujours garantie.

TOUS LES CRÉDITS

A la Caisse d'Epargne tout est possible. Les crédits personnels et sous certaines conditions le découvert et le crédit permanent. Mais pour conserver une totale tranquillité d'esprit vous avez tout intérêt à conserver une réserve disponible et rémunérée.

L'IMMOBILIER

Un patrimoine qui se prépare et se développe avec le Plan d'Epargne Logement et le Livret d'Epargne Ecureuil. Là aussi, le Livret A joue un rôle important. Il peut vous servir à compléter un apport personnel ou à réaliser sans attendre un aménagement ou une réparation.

LES AVANTAGES FISCAUX

Les emprunts Ecureuil, les SCPI Ecureuil, les SICAV, les PEL, LEL, CODEVI, Assurances, Bons, etc., présentent tous des avantages fiscaux. L'Ami Financier vous aidera à les choisir. Sans oublier évidemment

le Livret A dont les intérêts sont totalement exonérés

pour un capital de 80 000 F. Et chaque membre de la famille peut avoir son Livret A.

Qui dit mieux !

En utilisant tous les services bancaires Ecureuil et votre

Livret A vous optimisez votre gestion. Parlez-en à votre conseiller Ami Financier. Il vous ouvrira de nouveaux horizons. Sachez en profiter.



Caisse d'Epargne Ecureuil

TOUS LES SERVICES BANCAIRES. LE LIVRET A EN PLUS !

SE-U	811/16	815/16	8 5/8	8 3/4	8 9/16	811/16	8 5/16	8 7/16
Dm	6 3/4		613/16	615/16	613/16	615/16	613/16	615/16
Flm	615/16	7 3/16	7 1/16	7 3/16	7 1/16	7 3/16	7 1/16	7 3/16
Flm	615/16	7 3/16	7 1/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 9/16
Flm	7 1/8	7	7	8 1/8	8 1/8	8 1/8	813/16	815/16
1 (100)	14	15	12 3/4	12 3/4	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
13	13 3/4	14	23 3/4	23 7/8	1313/16	13 7/8	13 3/4	13 3/4
F franc	9 1/8	9 3/8	815/16	9 1/16	815/16	9 1/16	815/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en francs de la monnaie d'origine.

Marchés financiers

BOURSE DU 31 JUILLET

Cours relevés
à 14 h 50

Règlement mensuel																	
Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	3800	0	3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	3800	0	3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	3800	0
1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	1220	0	1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	1220	0	1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	1220	0
1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	1142	0	1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	1142	0	1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	1142	0
1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	1840	0	1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	1840	0	1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	1840	0
2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	2050	0	2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	2050	0	2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	2050	0
1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	1380	0	1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	1380	0	1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	1380	0
740	C.N.E. 35 *	730	730	730	0	740	C.N.E. 35 *	730	730	730	0	740	C.N.E. 35 *	730	730	730	0
610	C.N.E. 35 *	620	610	610	0	610	C.N.E. 35 *	620	610	610	0	610	C.N.E. 35 *	620	610	610	0
370	C.N.E. 35 *	370	370	370	0	370	C.N.E. 35 *	370	370	370	0	370	C.N.E. 35 *	370	370	370	0
2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	2440	0	2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	2440	0	2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	2440	0
670	C.N.E. 35 *	670	670	670	0	670	C.N.E. 35 *	670	670	670	0	670	C.N.E. 35 *	670	670	670	0
1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	1010	0	1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	1010	0	1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	1010	0
650	C.N.E. 35 *	650	650	650	0	650	C.N.E. 35 *	650	650	650	0	650	C.N.E. 35 *	650	650	650	0
425	C.N.E. 35 *	425	425	425	0	425	C.N.E. 35 *	425	425	425	0	425	C.N.E. 35 *	425	425	425	0
310	C.N.E. 35 *	310	310	310	0	310	C.N.E. 35 *	310	310	310	0	310	C.N.E. 35 *	310	310	310	0
200	C.N.E. 35 *	200	200	200	0	200	C.N.E. 35 *	200	200	200	0	200	C.N.E. 35 *	200	200	200	0
100	C.N.E. 35 *	100	100	100	0	100	C.N.E. 35 *	100	100	100	0	100	C.N.E. 35 *	100	100	100	0
50	C.N.E. 35 *	50	50	50	0	50	C.N.E. 35 *	50	50	50	0	50	C.N.E. 35 *	50	50	50	0
25	C.N.E. 35 *	25	25	25	0	25	C.N.E. 35 *	25	25	25	0	25	C.N.E. 35 *	25	25	25	0
12	C.N.E. 35 *	12	12	12	0	12	C.N.E. 35 *	12	12	12	0	12	C.N.E. 35 *	12	12	12	0
6	C.N.E. 35 *	6	6	6	0	6	C.N.E. 35 *	6	6	6	0	6	C.N.E. 35 *	6	6	6	0
3	C.N.E. 35 *	3	3	3	0	3	C.N.E. 35 *	3	3	3	0	3	C.N.E. 35 *	3	3	3	0
1	C.N.E. 35 *	1	1	1	0	1	C.N.E. 35 *	1	1	1	0	1	C.N.E. 35 *	1	1	1	0
0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0	0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0	0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0

Comptant (selection)

SICAV (selection)

28/7

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	0	3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	0	3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	0	3786	C.N.E. 35 *	3800	3800	0
1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	0	1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	0	1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	0	1212	C.N.E. 35 *	1220	1220	0
1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	0	1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	0	1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	0	1127	C.N.E. 35 *	1142	1142	0
1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	0	1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	0	1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	0	1850	C.N.E. 35 *	1840	1840	0
2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	0	2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	0	2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	0	2010	C.N.E. 35 *	2050	2050	0
1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	0	1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	0	1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	0	1340	C.N.E. 35 *	1380	1380	0
740	C.N.E. 35 *	730	730	0	740	C.N.E. 35 *	730	730	0	740	C.N.E. 35 *	730	730	0	740	C.N.E. 35 *	730	730	0
610	C.N.E. 35 *	620	610	0	610	C.N.E. 35 *	620	610	0	610	C.N.E. 35 *	620	610	0	610	C.N.E. 35 *	620	610	0
370	C.N.E. 35 *	370	370	0	370	C.N.E. 35 *	370	370	0	370	C.N.E. 35 *	370	370	0	370	C.N.E. 35 *	370	370	0
2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	0	2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	0	2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	0	2440	C.N.E. 35 *	2440	2440	0
670	C.N.E. 35 *	670	670	0	670	C.N.E. 35 *	670	670	0	670	C.N.E. 35 *	670	670	0	670	C.N.E. 35 *	670	670	0
1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	0	1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	0	1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	0	1010	C.N.E. 35 *	1010	1010	0
650	C.N.E. 35 *	650	650	0	650	C.N.E. 35 *	650	650	0	650	C.N.E. 35 *	650	650	0	650	C.N.E. 35 *	650	650	0
425	C.N.E. 35 *	425	425	0	425	C.N.E. 35 *	425	425	0	425	C.N.E. 35 *	425	425	0	425	C.N.E. 35 *	425	425	0
310	C.N.E. 35 *	310	310	0	310	C.N.E. 35 *	310	310	0	310	C.N.E. 35 *	310	310	0	310	C.N.E. 35 *	310	310	0
200	C.N.E. 35 *	200	200	0	200	C.N.E. 35 *	200	200	0	200	C.N.E. 35 *	200	200	0	200	C.N.E. 35 *	200	200	0
100	C.N.E. 35 *	100	100	0	100	C.N.E. 35 *	100	100	0	100	C.N.E. 35 *	100	100	0	100	C.N.E. 35 *	100	100	0
50	C.N.E. 35 *	50	50	0	50	C.N.E. 35 *	50	50	0	50	C.N.E. 35 *	50	50	0	50	C.N.E. 35 *	50	50	0
25	C.N.E. 35 *	25	25	0	25	C.N.E. 35 *	25	25	0	25	C.N.E. 35 *	25	25	0	25	C.N.E. 35 *	25	25	0
12	C.N.E. 35 *	12	12	0	12	C.N.E. 35 *	12	12	0	12	C.N.E. 35 *	12	12	0	12	C.N.E. 35 *	12	12	0
6	C.N.E. 35 *	6	6	0	6	C.N.E. 35 *	6	6	0	6	C.N.E. 35 *	6	6	0	6	C.N.E. 35 *	6	6	0
3	C.N.E. 35 *	3	3	0	3	C.N.E. 35 *	3	3	0	3	C.N.E. 35 *	3	3	0	3	C.N.E. 35 *	3	3	0
1	C.N.E. 35 *	1	1	0	1	C.N.E. 35 *	1	1	0	1	C.N.E. 35 *	1	1	0	1	C.N.E. 35 *	1	1	0
0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0	C.N.E. 35 *	0	0	0	0	C.N.E. 35 *	0	0	0

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 31/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS prix	COURS 31/7		
			Achat	Vente						
Cash (US \$)	6 355	6 315	6 100	6 950	Or fin (à livr. en barre)	78500	78500			
100	7 025	7 017			Or fin (en lingots)	78550	78600			
100 DM	238 650	238 630	328	348	Pièces françaises (20 fr.)	443	442			
100 F	16 177	16 172	19 850	18 650	Pièces françaises (10 fr.)	361				
100 Sfr	300 250	300 250	290 500	310 500	Pièces suisses (5 fr.)	457	457			
100 Rmk	82 000	82 000	83 500	91 500	Pièces belges (20 fr.)	438	430			
100 Ptas	52 250	52 250	89	97	Souverain	5801	556			
100 Liras	10 534	10 516	10 150	10 950	Pièces de 20 dollars	2000	2780			
100 Escudos	3 919	3 918	3 750	4 550	Pièces de 10 dollars	1432 50	1432 50			
1000 Lire	4 707	4 705	4601	4900	Pièces de 5 dollars	875				
1000 Rmk	383 800	383 320	381	400	Pièces de 50 pesos	2885	2895			
1000 Ptas	39 250	39 250	95	104	Pièces de 100 florins	459	455			
1000 Escudos	49 140	49 130	48 600	49 800	Or Londres					
1000 Rmk	5 401	5 388	5 200	5 750	Or Zurich					
1000 Ptas	4 049	4 052	3 900	4 800	Or Hongkong					
1000 Rmk	5 371	5 344	5 190	5 550	Argent Londres					
1000 Ptas	4 598	4 602	4 430	4 850						
										</

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La conférence internationale de Paris sur le Cambodge. 4 Liban : la destruction de Beyrouth. 5 URSS : face à l'offensive des conservateurs. - Mozambique : le FRELIMO abandonne toute référence au marxisme-léninisme.	7 Les décisions du Conseil constitutionnel : la loi Joxe sur l'immigration empruntée d'un article. - Flagrant délit de corruption à la Réunion.	8 Médicaments : publicité à l'afrique. 9 Corvée d'eau à la Fontaine-au-Roi. SPORTS 10 Automobisme : le Grand Prix d'Allemagne.	11 Festival d'Avignon : Des clowns, de Mario Gonzales ; Dead Dreams of Monochrome Man, par le DVS Physical Theatre. 12 Le Pont des soupis à Carpentras. - COMMUNICATION.	18 A la Bourse de Paris, la longue quête des 500 points. 19 Le niveau de vie des retraités. - Restructuration dans l'industrie automobile américaine. 20 Taiwan fait mieux que la Corée du Sud.	Abonnements 9 Annonces classées 17-18 Carnet 9 Loto, Loto sportif 8 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde : 3615 tazes LM

POLOGNE : nouveau secrétaire général d'un PC remanié

M. Rakowski maintient son plan controversé de libération des prix

Après le refus de Solidarité de participer à un gouvernement de coalition avec les communistes, ces derniers viennent d'opter pour une attitude clairement offensive à l'égard de l'opposition. Réuni pendant deux jours en plénum à Varsovie, le comité central a élu, samedi soir 30 juillet, M. Mieczyslaw Rakowski secrétaire général du parti en remplacement du général Jaruzelski, qui entend se consacrer entièrement à ses nouvelles fonctions de président de la République. Il a également bouleversé la composition du bureau politique et du secrétariat du comité central, en démettant de leurs fonctions sept membres importants de ces instances.

Le choix du nouveau premier ministre, appelé à remplacer M. Rakowski à la tête du gouvernement, devait être annoncé lundi à la Diète (Chambre des députés) par le général Jaruzelski. De sources proches du parti, on indiquait dimanche qu'il s'agissait du général Czeslaw Kiszczak. Ministre de l'Intérieur, il avait dirigé la délégation gouvernementale lors des négociations de la table ronde avec Solidarité, au printemps. Il passe pour avoir de bons rapports avec l'opposition. Le général Jaruzelski avait suggéré sa candidature à la présidence de la République au cas où le sienne n'aurait pas été acceptée.

Dès sa prise de fonctions samedi soir, M. Rakowski, dont la première tâche va être de tenter de reprendre en main un parti incertain sur son avenir et profondément divisé, n'a pas ménagé ses mots. Dans un discours diffusé dimanche soir par l'agence PAP, il a affirmé : « Nous n'avons pas besoin de nous mettre à genoux devant nos adversaires politiques ni de nous comporter comme un lapin paralysé par la peur d'un serpent ». « Il est évident », a-t-il dit, « que l'action entreprise par l'opposition au Parlement est un jeu politique et je n'ai pas l'intention d'entrer dans des polémiques stériles. » « Nous ne cherchons pas d'accroc avec l'opposition mais nous allons livrer bataille à chaque fois que l'on nous provoquera », a-t-il poursuivi.

Concernant son action future à la direction du POUF, M. Rakowski a assuré qu'il ne s'agissait pas pour lui de « gérer la faillite » du mouvement, « bien qu'il y ait des gens, a-t-il ajouté, qui pensent que le parti appartient au passé et en tant que formation idéologique ».

M. Rakowski a conclu son allocution par un hommage à son prédécesseur, le général Wojciech Jaruzelski : « Il est, a-t-il souligné, le premier chef du POUF, dans l'his-

toire de ce parti, qui se retire la tête haute ».

Au cours d'une réunion extraordinaire après, dans la nuit de samedi à dimanche, le premier ministre et son gouvernement démissionnaire ont décidé de s'en tenir à la stricte application de leur plan très controversé de libération des prix agroalimentaires à partir du 1^{er} août.

La mise en route de cette opération a été sévèrement contestée par la commission économique du comité central du parti communiste (POUF) et par l'opposition qui estime notamment que l'opération n'a pas été convenablement préparée, qu'elle est susceptible de provoquer une « explosion sociale », en entraînant une flambée de prix sans précédent pour autant l'approvisionnement du marché.

Le gouvernement a au contraire souligné qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Il a reconnu que l'opération, réclamée à cor et à cri par les paysans, provoquera d'importantes hausses de prix « mais assuré que des mesures compensatoires » étaient prévues, et que, de toute façon, c'était « l'unique moyen d'accroître la production et d'améliorer la distribution » des produits alimentaires.

Cette mesure équivaut à la suppression (à partir du 1^{er} août) des tickets de rationnement pour la viande, en vigueur depuis 1981, et à la libéralisation des prix des produits de ferme, en grande partie contrôlés par l'Etat, ainsi qu'à la suppression du monopole de ce dernier sur la distribution de ces produits.

Lors de son élection, M. Rakowski, ancien journaliste, qui dirigeait le gouvernement polonais depuis dix mois, l'a emporté samedi haut la main devant son principal rival dans la bataille pour la succession de M. Jaruzelski - le conservateur Marian Orzechowski, responsable de l'idéologie du parti. L'ancien président du conseil avait, semble-t-il, l'appui du général Jaruzelski et était considéré comme le meilleur candidat pour reprendre le parti en main et accroître ses chances aux élections, en principe libres, prévues pour 1993.

Le parti divisé

Mais il y a aussi le revers de la médaille : les réformes ont profondément divisé le parti entre partisans et adversaires de ce processus et ont déstabilisé la base, qui a également dû encaisser le choc de l'humiliante

défaite des élections de juin. A l'image de ces divisions, M. Rakowski a été, au cours du plénum, la cible d'une double offensive : des modérés, qui lui reprochaient l'aggravation de la situation économique du pays, et de l'aile dure du parti, qui, comme M. Orzechowski, estime que les réformateurs ne sont que des « nostalgiques des lois sauvages du capitalisme ».

Malgré une série de réformes de l'économie polonaise, M. Rakowski n'est pas parvenu à juguler l'inflation et à éviter la hausse des prix attendue pour la semaine prochaine, qui risque de provoquer une explosion de mécontentement dans la population.

Il avait été violemment attaqué vendredi devant le plénum par M. Baka, partisan de reporter la libéralisation des prix agricoles et qui passait jusque-là pour un candidat potentiel à la direction du gouvernement.

Quatre personnalités ont quitté le bureau politique : MM. Alfred Modrowicz, dirigeant du syndicat officiel OPZZ, considéré comme un « stalinien », Kazimierz Barcikowski, Jozef Czyrek et Stanislaw Ciolek, qui s'étaient occupés de la préparation des négociations entre le gouvernement et l'opposition au printemps dernier.

MM. Czyrek et Ciolek perdent également leur poste de secrétaire exécutif du comité central, ainsi que trois opposants à Rakowski, MM. Wladyslaw Baka, responsable de l'économie, le patron de l'idéologie Marian Orzechowski et Zygmunt Czarzasty.

Seuls, trois nouveaux membres ont été désignés au bureau politique, réduisant le nombre de ses membres de dix-sept à quinze.

Parmi ces nouveaux venus, figurent deux conservateurs, le chef du parti à Varsovie, M. Jacek Kuratowski, et le responsable de Katowice Mieczyslaw Gorywoda, ainsi que le jeune réformiste Leszek Miller. Le comité central a également désigné quatre nouveaux secrétaires exécutifs, trois d'entre eux étant de nouveaux venus qui ont moins de trente-cinq ans.

Lech Walesa s'est refusé à tout commentaire sur la nomination de Rakowski, ennemi de longue date de Solidarité et l'un des artisans de la loi martiale imposée en décembre 1981. « Nous ne porterons pas de jugements sur les problèmes du parti et nous ne lui permettrons pas de se mêler de nos affaires. Je n'ai pas voté et je ne voterai jamais en faveur des membres du parti », a-t-il déclaré lors d'un meeting à Gdansk. (AFP, AP, Reuter.)

Son ex-femme, M^{me} Wanda Wilkowska, célèbre violoniste polonaise, vit à l'Ouest avec ses deux fils. Il a fait de nombreux voyages en Occident, où l'on s'attend qu'il œuvre à la démocratisation du parti. Mais de nombreux Polonais voient en lui un symbole de l'orthodoxie communiste, fidèle à Moscou et avant tout soucieux de sa carrière personnelle.

Le « vieux renard »

Expert en survie politique, M. Mieczyslaw Rakowski a réussi à s'imposer malgré le séisme des dix mois qu'il vient de passer à la tête du gouvernement. Maître dans l'art de naviguer au gré des courants idéologiques - il est surnommé « le vieux renard » - le nouveau premier secrétaire du POUF a fait une carrière fulgurante dans le sillage du général Wojciech Jaruzelski.

Né en 1926 dans une famille paysanne de Poméranie, officier de l'armée polonaise de 1945 à 1948, M. Rakowski rejoint le POUF en 1948. Docteur en histoire, journaliste de profession, il collabore pendant vingt-cinq ans au grand hebdomadaire du parti, *Polityka*, au sein duquel, devenu directeur, il se taille une solide réputation.

Député en 1988, membre du comité central du POUF en 1975, il doit sa percée politique à son accession, le 12 février 1981, au gouvernement du général Jaruzelski, en qualité de vice-premier ministre chargé des relations avec les syndicats. A ce titre, il devient l'interlocuteur officiel de Lech Walesa et de Solidarité. Malgré son dévouement

de libéral et bien qu'il appartienne au camp des réformateurs modérés, il approuve la proclamation de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, et devient même le bras droit du général Jaruzelski pendant son application.

L'opposition lui reproche son « cynisme » et critique sévèrement son action à la tête du gouvernement. Les économistes du parti ne sont guère plus tendres avec lui, qui condamnent son projet de hausse des prix et estiment qu'il précipiterait 60 % de la population en dessous du seuil de pauvreté. Alors qu'il prône « un marxisme-léninisme et révolution », M. Rakowski demeure une figure ambiguë de la toute-puissance éclipse catholique.

Son ex-femme, M^{me} Wanda Wilkowska, célèbre violoniste polonaise, vit à l'Ouest avec ses deux fils. Il a fait de nombreux voyages en Occident, où l'on s'attend qu'il œuvre à la démocratisation du parti. Mais de nombreux Polonais voient en lui un symbole de l'orthodoxie communiste, fidèle à Moscou et avant tout soucieux de sa carrière personnelle.

Nouvelle attaque contre Kaboul : au moins 17 morts

Au moins 17 personnes ont été tuées, lundi 31 juillet, dans le centre de Kaboul par trois roquettes lancées par les moudjahidins afghans, ont indiqué des témoins et des sources hospitalières.

Une roquette a détruit un tramway, tuant neuf passagers, et une autre s'est abattue sur un magasin de bicyclettes, faisant six morts. La troisième roquette a traversé le mur d'enceinte de l'hôpital Avicenne, tuant deux cyclistes. (AFP.)

Accord américano-vietnamien sur l'émigration d'anciens détenus

Au moment où débute à Paris la conférence sur le Cambodge, Vietnamiens et Américains ont conclu, dimanche 30 juillet, à Hanoï, un important accord sur l'émigration vers les Etats-Unis des anciens prisonniers du régime sud-vietnamien. Trois mille personnes, y compris les « parents proches », devraient ainsi quitter le Vietnam au cours du dernier trimestre. Cette mesure pourrait toucher 400 000 personnes selon Hanoï, 90 000 selon Washington, qui estime, toutefois, que tous ne demanderont pas à bénéficier de ce programme.

Selon cet accord, « les prisonniers libérés des camps de rééducation qui étaient étroitement associés aux Etats-Unis ou à leurs alliés et qui désirent émigrer avec leurs proches parents sont autorisés à le faire ». « Il s'agit d'un accord historique qui vient conclure sept années d'efforts de la diplomatie américaine », a souligné M. Robert Fumeth, qui dirigeait la délégation américaine à Washington. Pour obtenir ce résultat, Washington a donné l'assurance, exigée par Hanoï, que ces personnes ne se livreraient pas à des activités antiviétnamiennes. Ces départs

s'effectueraient sur cinq ans et, selon M. Fumeth, « encourageraient plus de Vietnamiens à rechercher ce mode d'émigration plutôt que les départs clandestins par bateau ».

Cet accord, qui s'ajoute au programme de départ des Américains (enfants de soldats américains nés pendant la guerre du Vietnam) et les départs légaux, confirme le déblocage des relations entre les deux pays, qui n'ont toujours pas de relations diplomatiques. Celles-ci devraient être rétablies une fois réglé le problème cambodgien. (AFP, Reuter.)

Des propositions pour une réforme de l'orthographe

Adieu ! choux, bijoux, cailloux...

Scribblage ! Des universitaires et des pédagogues veulent réformer l'orthographe. Un livre à paraître le 31 août aux éditions du Seuil et intitulé à dessein *Que vive l'orthographe !* plaide ardemment en ce sens. Il va relancer le débat éternel qui met aux prises les tenants de la modernisation de notre code d'écriture, persuadés de l'effacement de ses bizarreries perverses, aux gardiens du Temple orthographique qui, avec l'académicien Jean Dutoit, estiment qu'une réforme porterait « aux ignorants ». L'ouvrage, qui sera publié en pleine période de rentrée scolaire, se présente comme un manifeste pour une simplification « modérée et progressive » de l'orthographe, et fait suite à l'appel en ce sens publié par dix linguistes de renom dans le *Monde* du 7 février dernier.

Ses auteurs en sont Jacques Leconte, ancien instituteur et Philippe Cibois, sociologue. Michel Masson, linguiste, professeur à l'université Paris-III, signe l'avant-propos et Jean-Claude Barbaret, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNIP-PECC, FEN) conclut le livre. « L'écriture est faite pour l'homme et non l'homme pour l'écriture », explique Michel Masson, qui rappelle que « l'aménagement de l'orthographe fait partie de la tradition française » et

propose qu'une commission de sages, composée de pédagogues, de linguistes, d'écrivains et de typographes soit chargée de définir et de mettre en œuvre la réforme « de façon qu'elle soit la plus utile à la vie des usagers soit simplifiée et que les enseignants n'aient plus à déformer en enseignant l'absurde ».

Ainsi pourrait-on bientôt être autorisé à écrire « latinix » comme sprint, « saisisit » comme cédric, « paysans » comme coïtane et « il résoud » comme il coule. La « vertus » retrouverait tous les attributs du féminin et « ailleurs » n'aurait plus rien de pluriel. Et les irréductibles bijoux, chou, cailloux, genoux rentreraient dans la norme des pluriels.

Au nom du Syndicat des instituteurs, M. Barbaret affirme ne pas être animé par le « laxisme » mais par l'« ambition ». « Parce que nous savons que la langue est la clé de l'insertion sociale, écrit-il, nous voulons, sans l'appauvrir, la rendre plus accessible au plus grand nombre. » En conclusion, les auteurs se demandent si le « pédagogue » est toujours le ferme du prélat, ou plutôt elle-même, et s'il est correct d'écrire « notre professeur » s'est fiché... Autant de questions autour d'un débat qui s'annonce déjà vif.

Ph. Bo.

IRAN : l'élection de M. Rafsanjani

Un plébiscite marqué par une forte abstention

Téhéran (AFP). - L'hodjatollah Ali Akbar Hachémi Rafsanjani, président du Parlement iranien depuis neuf ans, a été proclamé, dimanche 30 juillet, président « élu » de la République, par le ministre de l'Intérieur iranien, l'hodjatollah Ali Akbar Mohtashemi.

Mais l'écrasante majorité des voix obtenue par M. Hachémi Rafsanjani sur son unique et inoffensif adversaire est moins à retenir que le nombre des abstentions qui, tout en marquant un léger recul par rapport à la consultation présidentielle précédente, n'en reste pas moins élevé, atteignant le taux de 31,5 %.

Les 94,51 % des suffrages exprimés allant à M. Rafsanjani (contre 3,91 % au député de Téhéran Abbas Chelabani) constituent un score relativement habituel en Iran. M. Ali Khamenei avait obtenu, à l'élection du 20 octobre 1981, 96,02 % des voix : 16 847 717 électeurs avaient voté pour lui, contre 1 333 934 à Rafsanjani. M. Khamenei n'avait, en

revanche, été réélu, quatre ans plus tard, qu'avec 14 200 000 voix et 83,7 % des suffrages.

Le taux d'abstention a été de 31,5 % vendredi dernier, contre 32,4 % en 1985. Cependant, lors de l'élection présidentielle de 1981, les abstentions n'étaient que de 27 %.

Pouvant, en tout cas, se prévaloir du pourcentage obtenu, M. Hachémi Rafsanjani va donc pouvoir accéder à la présidence de la République. M. Ali Khamenei, nommé entre-temps guide pour accéder à l'imam Khomeini, présentera sa démission.

Les amendements à la Constitution iranienne ont également été adoptés par 97,38 % des votants.

Chassé-croisé

sur les routes : 80 tués en trois jours

Quatre-vingts personnes sont mortes dans des accidents de la route vendredi, samedi et dimanche au cours du chassé-croisé des vacances de juillet et d'août, selon un bilan provisoire établi lundi par la gendarmerie nationale.

Selon ce bilan, qui enregistre les accidents survenus en « zone circulaire », c'est-à-dire hors zone police, il y a eu au total 666 accidents, faisant 80 morts et 1 069 blessés.

Nouvelle grève

des pilotes d'UTA

La réunion, le 31 juillet, entre la direction de la compagnie aérienne UTA et les délégués du syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) s'étant soldée par un échec, la grève des pilotes a repris lundi en début d'après-midi. Elle devrait se poursuivre jusqu'au vendredi 4 août à minuit, sauf, précise le SNPL, si la direction, reprenant le dialogue, accepte les revendications syndicales. Le SNPL rejette notamment le plan d'UTA d'embaucher cinquante et un pilotes américains.

● CUBA : arrestation de l'ancien ministre de l'Intérieur. - L'ancien ministre cubain de l'Intérieur, le général José Abromeit et quatre autres hauts responsables de ce ministère ont été arrêtés, ont annoncé lundi 31 juillet les organes de presse officiels. (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 30-31 juillet 1989 a été tiré à 503 729 exemplaires.

A B C D E F G H

DIABOL et la **PAO**

LA COULEUR DE VOTRE COMMUNICATION

La copie couleur d'après document opaque ou diapo, à l'unité ou en série :

- sur papier machine 90 g
- sur papier photo
- sur film transparent pour rétroprojection

67, rue Bayen 75017 Paris

45.72.41.46

ouvert tout l'été

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

M.B.A.

San Francisco - California

Informations : 17/25, rue de Chaillet - 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 48.78.11.51